



Pêches et Océans
Canada

Fisheries and Oceans
Canada

SUR LES ÉCOSYSTÈMES ET LES FACTEURS SOCIOÉCONOMIQUES

Série de publications de Océans, Habitat et Espèces en péril, Région de Terre-Neuve et du Labrador

Portrait des facteurs sociaux,
économiques et culturels
de la région du Golfe

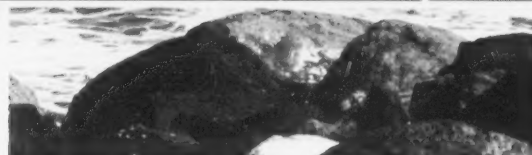


Photo : CCDA et Bruce Lane

Canada



Série de publications de Océans, Habitat et Espèces en péril,
Région de Terre-Neuve et du Labrador
No. 0006

Mars 2009
Révisée le Septembre 2009

Portrait des facteurs sociaux, économiques et culturels
de la région du Golfe

Préparé par

Gaudet, T. et S. Leger¹
Pêches et Océans Canada, Région du Golfe

Publié par

Pêches et Océans Canada
Région de Terre-Neuve et Labrador
B.P. 5667
St. John's, T.-N.-L
A1C 5X1

¹ 343 Avenue Université C.P. 5030, Moncton, Nouveau-Brunswick, E1C 9B6

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2011.
No. de Cat. Fs22-6/6-2011F
ISSN 1919-2193
ISBN 978-1-100-97135-3
MPO/2011-1738

Citation à utiliser pour cette publication:

Gaudet, T. et S. Leger. 2011. Portrait des facteurs sociaux, économiques et culturels de la région du Golfe. Rap. Ser. Pub. OHEP, Région T.-N.-L., No. 0006: viii + 102p.

Table des matières

Table des matières.....	iii
Liste des figures	vi
Liste des tableaux.....	vii
Liste des tableaux.....	vii
Avant-propos.....	viii
1.0 Introduction	1
1.1 Mandat	1
1.2 Définition de la région étudiée	2
1.3 Méthodologie	3
1.4 Sources	4
2.0 Aspect social.....	4
2.1 Démographie.....	4
2.1.1 Survol démographique	5
2.1.2 Structure selon les sexes	8
2.1.3 Structure par âge	9
2.1.4 Origines de la population	10
2.1.5 Ethnicité	11
2.1.6. Autochtones	12
2.2 Éducation	14
2.2.1 Niveau d'instruction par région	14
2.2.2 Accès à l'enseignement	16
2.3 Santé et sécurité	18
2.3.1 Espérance de vie	19
2.3.2 Mortalité infantile.....	19
2.3.3 Mortalité par cause de décès	20
2.3.4 Évacuation et traitement des eaux usées	21
2.3.5 Composition de la flotte de la Garde côtière	22
2.3.6 Pollution et déchets.....	22
3.0 Économie.....	23
3.1 Performance.....	23
3.1.1 Industrie et main-d'oeuvre	23
3.1.2 Emploi.....	24
3.1.3 Revenu	25
3.1.4 Investissement et Recherche & développement.....	26
3.1.5 Marché de l'habitation.....	31
3.2 Pêches	33
3.2.1 Pêche commerciale	33
3.3 Aquaculture	47
3.3.1 Contexte	47
3.3.2 Gouvernance/Gouvernement.....	47
3.3.3 Tendance	48
3.3.4 Mollusques et crustacés	49
3.3.5 Production et valeur	49
3.3.6 Perspectives	52
3.4 Transport maritime	52

3.4.1 Trafic.....	52
3.4.2 Pollution	52
3.5 Activités touristiques et de loisir	53
3.5.1 Pêche récréative	54
3.5.2 Tourisme généré par les navires de croisière	55
3.5.3 Le tourisme lié à la mer, excluant les croisières et la pêche récréative.	56
3.6 Énergie	57
3.6.1 Éolienne, hydro, fossile, nucléaire.	57
3.7 Pétrole et gaz	60
3.8 Exploitation minière	60
3.8.1 Nouvelle-Écosse	60
3.8.2 Nouveau-Brunswick	61
3.8.3 Île-du-Prince-Édouard	63
3.9 Agriculture	63
3.9.1 Nouvelle-Écosse	63
3.9.2 Nouveau-Brunswick	64
3.9.3 Île-du-Prince-Édouard	66
3.10 Foresterie	67
3.10.1 Pollution (41).....	69
4.0 Culturel	69
4.1. Musées.....	69
4.2. Sites historiques	69
4.3. Centres d'interprétation	69
4.4 Parcs nationaux.....	70
4.5 Parcs provinciaux	71
4.6. Sites de conservation et aires protégées.....	71
4.7. Communautés autochtones.....	73
4.7.1. Structure de la langue.....	74
5.0-Conclusion.	75
Annexes	77
Annexe 1 : Communauté autochtone et structure de gouvernance dans la Région du Golfe.....	77
Annexe 2: Législation fédérale en ce qui a trait à la gestion des océans dans le golfe et l'estuaire du Saint-Laurent.....	78
Annexe 3 : Ministères provinciaux et législation associée à la gestion des océans dans le golfe et dans l'estuaire du Saint-Laurent.....	80
Annexe 4 : Total des débarquements (TM) des espèces majeures du Golfe au N.-B. (1990-2007p).....	84
Annexe 5 : Total des débarquements (TM) des espèces majeures du Golfe en N.-É. (1990-2007p).....	85
Annexe 6 : Total des débarquements (TM) des espèces majeures du Golfe pour l'Île-du-Prince-Édouard (1990-2007p).....	86
Annexe 7 : Total des débarquements (TM) des espèces majeures pour la Région du Golfe (1990=2007p).	87
Annexe 8 : Total de la valeur débarquée (+ 000) des espèces majeures pour la Région du Golfe au N.-B. (1900-2007p).....	87
Annexe 9 : Total de la valeur débarquée (+ 000) des espèces majeures pour la Région du Golfe en N-É (1990-2007p).....	88

Annexe 10 : Total de la valeur débarquée (+000) des espèces majeures pour l'Île-du-Prince-Édouard (1990-2007p).....	89
Annexe 11 : Total de la valeur débarquée (+000) des espèces majeures pour la Région du Golfe (1990-2007p).....	90
Annexe 12 : Description des catégories de pêcheurs.	91
Annexe 13 : Sites d'énergie éolienne dans la Région du Golfe.....	92
Annexe 14 : Fermes rapportant des intrants terrestres dans les comtés de la Nouvelle-Écosse en bordure du Golfe du St-Laurent	93
Annexe 15 : Fermes rapportant des intrants terrestres dans les comtés du Nouveau-Brunswick en bordure du Golfe du St-Laurent.....	94
Annexe 16 : Fermes rapportant des intrants terrestres dans l'Île-du-Prince-Édouard.	94
Annexe 17 : Aires de conservation et aires protégées, réserves naturelles et rivières du patrimoine canadien.	95
Annexe 18: Musées.....	97
Annexe 19: Lieux historiques nationaux.....	99
Annexe 20: Parcs provinciaux.....	100
Annexe 21 : Liste des éléments omis du rapport.....	102

Liste des figures

Figure 1 : Bassin hydrographique du Golfe du St-Laurent – Région du Golfe.....	2
Figure 2 : Structure de la population selon les sexes pour la Région du Golfe	8
Figure 3 : Histogramme de la population	10
Figure 4 : Origines de la population par région	11
Figure 5 : Ethnicité de la population*	12
Figure 6 : Répartition de la population autochtone aux provinces Maritimes.....	13
Figure 7 : Histogramme de la population autochtone de la région du Golfe.....	14
Figure 8 : Espérance de vie à la naissance, en années	19
Figure 9 : Mortalité infantile, décès pour 1 000 naissances vivantes.....	20
Figure 10 : Mortalité par cause de décès, décès pour 100 000 habitants	21
Figure 11 : Période de construction pour logements non agricoles et hors réserve, habités par leur propriétaire (Les 3 périodes les plus récentes de cette figure sont de 5 ans)	32
Figure 12 : Ventilation de la valeur selon l'espèce, Région du Golfe, 2007p.....	34
Figure 13 : Ventilation de la valeur selon l'espèce, Golfe – N.-B., 2007p	34
Figure 14 : Ventilation de la valeur selon l'espèce, Golfe – N.-É., 2007p	35
Figure 15 : Ventilation de la valeur selon l'espèce, Île-du-Prince-Édouard, 2007p	35
Figure 16 : Ventilation du volume selon les principales espèces, Golfe – Nouveau-Brunswick, 1990 à 2007p.....	36
Figure 17 : Ventilation de la valeur selon les principales espèces, Golfe – Nouveau-Brunswick, 1990 à 2007p.....	37
Figure 18 : Ventilation du volume selon les principales espèces, Golfe - Nouvelle-Écosse, 1990 à 2007p.....	37
Figure 19 : Ventilation de la valeur selon les principales espèces, Golfe - Nouvelle-Écosse, 1990 à 2007p.....	38
Figure 20 : Ventilation du volume selon les principales espèces, Île-du-Prince-Édouard, 1990.....	38
Figure 21 : Ventilation de la valeur selon les principales espèces, Île-du-Prince-Édouard, 1990 à 2007p.....	39
Figure 22 : Structure par âge – Pêcheurs désignés, Région du Golfe, 2007	41
Figure 23 : Ventilation du volume par espèce, Premières Nations du Golfe, 2000 à 2007p.....	43
Figure 24 : Ventilation de la valeur selon l'espèce, Premières Nations du Golfe, 2000 à 2007p	43
Figure 25 : Volume de production des usines, Région du Golfe, 2003 à 2007	45
Figure 26 : Valeur de la production des usines, Région du Golfe, 2003 à 2007	45
Figure 27 : Ventilation de la valeur des exportations par province, 1990 à 2007p.....	46
Figure 28 : Nombre total de journées de pêche récréative et dépenses totales par journée de pêche récréative.....	54
Figure 29 : Nombre d'excursions comprenant des activités liées à la mer et les dépenses des touristes (milliers de dollars) attribuées aux activités nautiques, excluant les croisières et la pêche récréative.	57
Figure 30: Valeur de la production et nombre total d'emplois attribués à l'industrie minière en Nouvelle-Écosse.....	61
Figure 31: Valeur de la production et nombre total d'emplois attribués à l'industrie minière en New Brunswick.....	62
Figure 32 : Valeur de la production et nombre total d'emplois attribués à l'industrie minière de l'Île-du-Prince-Édouard.....	63
Figure 33: Aires de conservation et aires protégées à l'intérieur des provinces en bordure du golfe du Saint-Laurent.....	72
Figure 34: Structure de langage des réserves indiennes de la région du Golfe.....	75

Liste des tableaux

Tableau 1 : Survol démographique	5
Tableau 2 : Structure régionale démographique et linguistique	7
Tableau 3 : Structure selon les sexes - Région du Golfe et du Canada (2001 à 2006)	9
Tableau 4 : Répartition selon l'âge	9
Tableau 5 : Aperçu du niveau d'instruction du groupe démographique des 25 à 64 ans	15
Tableau 6 : Niveau d'instruction détaillé (25 à 64 ans) et pourcentage de variation (2001 à 2006) ..	16
Tableau 7 : Programmes éducatifs de la Région du Golfe portant sur les pêches et les océans. ...	17
Tableau 8 : Lois sur les effluents d'eaux usées municipales	21
Tableau 9 : Nombre de Sites PASC (Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux) de la Région du Golfe (par ministère et par province)	22
Tableau 10 : Répartition de la main-d'œuvre par industrie	23
Tableau 11 : Structure de l'emploi de la population >15 ans	24
Tableau 12 : Revenus en 2005 de la population >15 ans	25
Tableau 13 : Composition du revenu	26
Tableau 14 : Aide financière (en milliers de dollars*) de l'APECA aux projets des comtés de la Région du Golfe situés le long du Golfe, de 2003 à 2008	27
Tableau 15 : Programmes de placement de l'APECA	29
Tableau 16 : Valeur moyenne des habitations	31
Tableau 17 : Pêcheurs commerciaux, Région du Golfe, 2007	40
Tableau 18 : Nombre de navires immatriculés de la Région du Golfe, 2007	40
Tableau 19 : Nombre de permis de chasse au phoque délivrés en 2007 pour la Région du Golfe ..	42
Tableau 20 : Nombre d'usines et d'employés, Région du Golfe, 2008	44
Tableau 21 : Comités et associations d'aquaculture	48
Tableau 22 : Sites actifs d'aquaculture de mollusques et de poissons, Golfe du St-Laurent	49
Tableau 23 : Sites de conchyliculture licenciés, par province*	49
Tableau 24 : Production et valeur aquacoles au Nouveau-Brunswick ; 1997, 2002 et 2007	50
Tableau 25 : Production et valeur aquacoles en Nouvelle-Écosse ; 1997, 2002 et 2007	50
Tableau 26 : Production et valeur aquacoles à l'Île-du-Prince-Édouard ; 1997, 2002 et 2007	51
Tableau 27 : Production et valeur aquacoles des provinces Maritimes ; 1997, 2002 et 2007	51
Tableau 28 : Droit de pêche saisonnière au saumon	
Tableau 29 : Capacité de production d'électricité	58
Tableau 30 : Initiatives fédérales/provinciales en matière d'énergie éolienne	
Tableau 31 : Nombre et superficie totale des exploitations agricoles à l'intérieur des comtés en Nouvelle-Écosse longeant le Golfe du St-Laurent	64
Tableau 32 : Nombre et superficie totale des exploitations agricoles à l'intérieur des comtés au Nouveau-Brunswick longeant le Golfe du St-Laurent	65
Tableau 33 : Nombre et superficie totale des exploitations agricoles à l'intérieur de l'Île-du-Prince- Édouard	66
Tableau 34 : Emplois dans l'industrie forestière (en milliers)	67
Tableau 35 : Exportations internationales de produits forestiers (valeur en millions de dollars) ..	68
Tableau 36 : Parcs nationaux	70
Tableau 37 : Nombre de parcs et de lieux historiques provinciaux dans chaque province en bordure du golfe du Saint-Laurent	71
Tableau 38 : Les aires protégées et de conservation à l'intérieur des provinces en bordure du golfe du Saint-Laurent	73
Tableau 39 : Groupes autochtones vivant en bordure du golfe du St-Laurent et de son estuaire ..	74

Avant-propos

La présente publication fait partie d'une évaluation en plusieurs volumes des caractéristiques sociales, économiques et culturelles de la Zone étendue de gestion des océans du golfe du Saint-Laurent. Trois régions administratives du MPO se partagent la responsabilité de la gestion des océans dans cette zone (Région du Québec, Région du Golfe et Région de Terre-Neuve et du Labrador). Chacune de ces régions a rédigé sa propre évaluation sociale, économique et culturelle. Un sommaire des trois évaluations a également été rédigé. Les trois évaluations et le sommaire constituent les quatre volumes de la série. Tous ces documents ont été publiés dans les deux langues officielles.

1.0 Introduction

1.1 Mandat

La *Loi sur les océans* établit un cadre de Gestion intégrée (*Loi sur les océans 1996*) pour les initiatives actuelles et futures de gestion des zones côtières et des océans. La Gestion intégrée des zones côtières et des océans est axée sur les écosystèmes et englobe les facteurs environnementaux, sociaux, économiques et culturels (MPO 2002). Le Plan d'action du Canada pour les océans (MPO 2005a) déclare que la gestion intégrée « aborde globalement les activités de planification et de gestion de sorte qu'elles n'aillent pas à l'encontre les unes des autres et que tous les facteurs soient pris en considération pour assurer la conservation et une exploitation durable des ressources marines et une utilisation partagée des espaces marins » tout en respectant les organismes et processus décisionnaires et de réglementation actuels.

En mai 2005, le Gouvernement du Canada présenta le Plan d'action du Canada pour les océans. Il annonça alors que le développement et la mise en œuvre de ses plans de Gestion intégrée cibleraient prioritairement cinq Zones étendues de gestion des océans (ZEGO). Le Golfe du St-Laurent fut identifié comme l'une des ZEGO prioritaires. La ZEGO englobe l'ensemble du Golfe du St-Laurent et de son estuaire, incluant cinq provinces et de nombreux groupes des Premières nations. La partie sud de la ZEGO correspond étroitement à la Région du Golfe de Pêches et Océans Canada.

Pour être efficace, la mise en œuvre de l'initiative de Gestion intégrée du golfe du Saint-Laurent (GIGSL) exigera des renseignements de base au sujet d'un large éventail de paramètres sociaux, économiques et culturels aussi bien que d'activités humaines. On combinera ces informations aux données écologiques existantes afin de dresser un tableau complet de la ZEGO du Golfe du St-Laurent.

Ce rapport a pour objectif de présenter des informations existantes pertinentes à cette partie de la ZEGO située dans la Région du Golfe, soit ses principaux éléments sociaux, économiques et culturels, ainsi que les plus importantes activités humaines qui y ont lieu. Le rapport ne comporte aucune évaluation de l'impact éventuel de telles activités.

Les données sociales, économiques et culturelles et les descriptions d'activités humaines présentées sont fondées sur les renseignements disponibles d'ouvrages gouvernementaux publiés et non publiés, d'ouvrages scientifiques, de rapports techniques, de documents de planification et du World Wide Web.

L'information que contient ce rapport est destinée à l'usage de Pêches et Océans Canada (MPO), en tant qu'organisme responsable de l'initiative GIGSL, et à l'usage d'organismes collaborateurs. Avec le concours d'autres organismes gouvernementaux, du secteur industriel et de groupes d'intervenants, le MPO se servira de ces données pour définir les indicateurs adéquats, établir les objectifs opérationnels et planifier les stratégies d'action. On réunira les informations de ce document et d'autres pour produire un document d'aperçu et de planification

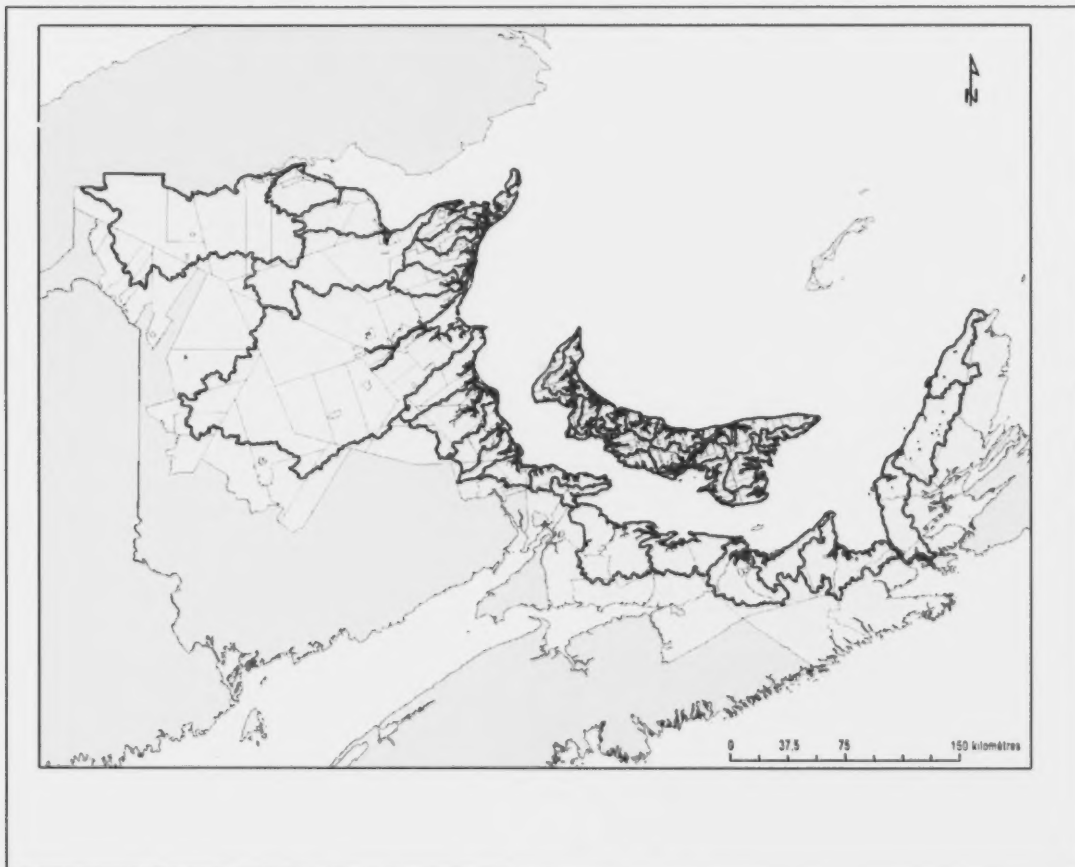
à l'usage d'intervenants s'occupant de la planification et de la prise de décisions éclairées au sujet de la gestion intégrée des zones côtières et des océans.

1.2 Définition de la région étudiée

Notre rapport étudie la région du bassin hydrographique du Golfe du St-Laurent telle que répartie dans les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. Dans ce rapport, le terme *Région du Golfe* désigne la région du bassin hydrographique et non la région administrative de la Région du Golfe, telle que décrite par le MPO. À l'intérieur de la ZEGO pour la GIGSL, la Région du Golfe occupe 72 851 kilomètres carrés comportant une variété d'écosystèmes côtiers : grandes vasières, plages sablonneuses, plages de cailloux, tourbières côtières, cordons littoraux et vastes marais salés. Les zones forestières de l'intérieur font partie de l'écorégion de la Forêt acadienne.

On a préféré définir la zone étudiée selon son bassin hydrographique parce que toute activité dans cette zone affecterait éventuellement l'écosystème de la ZEGO pour la GIGSL.

Figure 1 : Bassin hydrographique du Golfe du St-Laurent – Région du Golfe



Source : MPO, Division des océans, 2009

La Figure 1 montre que la zone étudiée, contournée d'une ligne verte, est celle du bassin hydrographique du Golfe du St-Laurent. Cependant, les données socioéconomiques se fondent en bonne partie sur les subdivisions utilisées par Statistique Canada lors du recensement de 2006, en jaune pâle. Aussi a-t-on inclus dans les calculs les données de Statistique Canada sur toute subdivision chevauchant une partie du bassin hydrographique du Golfe du St-Laurent. On a tenté de faire correspondre aussi étroitement que possible les données de StatCan à la zone étudiée mais, dans le cadre de ce rapport, les contraintes indiquées empêchent de présenter un rapport précis sur la zone étudiée.

1.3 Méthodologie

Le document donne un aperçu général des renseignements concernant les éléments sociaux, économiques et culturels et les activités humaines de la Région du Golfe qui s'appliquent à la GIGSL. Dans ce rapport, l'information est disposée selon trois thèmes généraux : société, économie et culture. La Section 1 aborde les assises sociales, dont la dynamique des populations et leur structure. La Section 2, sur les composantes économiques, met en valeur certaines opportunités qu'offre la zone étudiée, ainsi que les bénéfices découlant de leur exploitation. La Section 3 présente les éléments culturels, y compris de l'information sur les zones protégées ou d'importance historique, ainsi que les collectivités et peuples autochtones.

Afin d'éviter la répétition, on ne discutera de gouvernance dans la section régionale que lorsqu'elle est essentielle à l'un ou l'autre élément du rapport. On traitera de gouvernance dans la section commune de la ZEGO pour la GIGSL.

Dans la mesure du possible, les données ont été organisées selon 5 régions présentant des différences géographiques, politiques et sociales mises en évidence dans ce rapport. Les voici, telles que définies à la Section 1.1.1 : Nouveau-Brunswick – Nord, Nouveau-Brunswick – Sud, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse – Côte Nord et Nouvelle-Écosse – Cap Breton.

Dans la mesure du possible, on a calculé les comparaisons pluriannuelles à partir de données provenant du recensement de StatCan. Il faut toutefois tenir compte de trois facteurs qui influent sur l'analyse des tendances.

- Dans plusieurs cas, les données du recensement n'étaient pas compilées d'année en année pour les mêmes regroupements ; les comparaisons simples n'étant alors pas représentatives, on les a omises (exemple au Tableau 13)
- Les données de StatCan manquaient pour certaines années. Par exemple, on voit au Tableau 12 que la répartition du revenu total figurait au recensement de 2006, mais non à celui de 2001.
- Les subdivisions des recensements de 1991 et de 1996 diffèrent de celles des recensements de 2001 et de 2006 ; il a donc été impossible d'établir des régions équivalentes et de les comparer.

Il a parfois fallu présenter les données selon d'autres catégories géographiques, dans le cas, par exemple, de régions et zones sociosanitaires ou de comtés le long du Golfe du St-Laurent.

Par ailleurs, en l'absence d'une échelle suffisamment représentative, on s'est servi de données à l'échelle provinciale.

On a disposé les données sur les pêcheries (quantités débarquées et valeurs) selon les espèces principales, alors que les données sur la chasse au phoque sont présentées séparément.

1.4 Sources

Ce rapport a été créé à l'aide de nombreuses sources d'information. Internet a servi d'outil principal pour compiler les données, donnant accès aux sites Web de Statistique Canada, de Pêches et Océans Canada et de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, entre autres.

La majeure partie de l'information dans ce rapport provient de sources telles que rapports gouvernementaux, rapports annuels du secteur industriel, plans stratégiques, enquêtes gouvernementales et bases de données statistiques. Pour compléter le rapport on a communiqué directement avec certains spécialistes par téléphone, par courriel ou en personne.

Les auteurs ne prétendent nullement à l'exhaustivité de l'une ou l'autre section de ce rapport. On a indiqué les omissions de données, le cas échéant. L'Annexe 21 offre une liste d'éléments importants qui mériteraient de faire partie de ce rapport, mais qui n'y figurent pas ; on y trouve également une brève justification de leur exclusion.

2.0 Aspect social

Les facteurs sociaux servent dans ce rapport à constater l'état actuel de la population et de sa situation. Les facteurs démographiques à l'examen incluent la taille, la densité et le genre (sexe) de la population, sa structure par âge, l'immigration et l'ethnicité ; on en dressera une représentation du type d'expérience communautaire qu'offre la Région du Golfe. Les indicateurs d'éducation et de santé aident à découvrir les occasions et les défis qui se présentent aux gens dans leur quête de moyens de subsistance pour leur famille et leur collectivité.

2.1 Démographie

Les données sur les facteurs démographiques proviennent des recensements de 2006 et de 2001. Le but est de présenter la situation actuelle ainsi que les tendances à court terme, le cas échéant.

2.1.1 Survol démographique

Définition de la Région du Golfe.

Les données obtenues pour ce rapport sont à l'échelle des subdivisions déterminées par Statistique Canada. La zone d'enquête comprend les subdivisions de recensement du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard donnant sur le Bassin hydrographique du Golfe du St-Laurent.

La population de la zone étudiée (zone définie ci-dessus) se chiffrait à 628 024 en 2006, soit à 35,3 % de l'ensemble de la population des provinces Maritimes. Ces 35,3 % occupent 54,1 % de la masse terrestre des Maritimes, faisant ainsi valoir que trois grands centres urbains — Halifax, Saint John et Fredericton — se situent à l'extérieur de la zone qui nous intéresse. Dans l'ensemble, les chiffres de population étaient demeurés stables dans la zone étudiée alors qu'au pays, la population avait augmenté de 9,6 %.

Tableau 1 : Survol démographique

Zone géographique	Superficie du terrain (km ²)	Densité de la population en 2006 (par km ²)	Population totale		Variation procentuelle 2001 à 2006
			2001	2006	
Bassin hydrographique du N.-B.	44 972	7,4	334 256	334 003	-0,1
% du N.-B.	63,0		45,8	45,8	-0,0
Bassin hydrographique de la N.-É.	22 194	7,1	161075	158170	-1,8
% de la N.-É.	41,9		18,2	17,3	-0,9
I.-P.-É.	5 683	23,9	135 294	135 851	+0,4
Région du Golfe	72 851	8,6	630 625	628 024	-0,4
Canada	9 017 698	3,5	30 007 094	31 612 897	+5,4

Source : StatCan, recensements de 2001 et de 2006

Au Nouveau-Brunswick, on a divisé le bassin hydrographique en 2 sections (Nord et Sud) à des fins d'illustration. La partie Nord inclut toutes les subdivisions des comtés de Northumberland, Gloucester, Restigouche, ainsi que les subdivisions des comtés de Madawaska, Victoria et Carleton dont les cours d'eau se jettent dans le Golfe et qui se situent principalement au nord du parallèle 46,5°N. La partie Sud inclut toutes les subdivisions des comtés de Kent, ainsi que les subdivisions des comtés de Westmorland, Sunbury, York et Carleton aux cours d'eau se jetant dans le Golfe et qui se situent principalement au sud du parallèle 46,5°N.

On a également divisé la Nouvelle-Écosse en deux parties : Côte Nord et Cap Breton, divisées par le détroit de Canso. La zone Côte Nord inclut les subdivisions de recensement des comtés de Colchester, Cumberland, Pictou, Antigonish et Guysborough dont les eaux se déversent dans le Golfe du St-Laurent. La partie Cap Breton du bassin hydrographique se déversant dans le Golfe inclut les subdivisions de recensement des comtés d'Inverness, Victoria et Richmond.

Pour l'Île-du-Prince-Édouard, le rapport tient compte des données de l'ensemble de la province.

Quoique les chiffres de population soient demeurés stables dans l'ensemble de la zone étudiée entre 2001 et 2006, en restreignant l'angle de vision nous observons certaines fluctuations. Le Tableau 2 témoigne d'un déplacement de gens depuis le Nord du N.-B., moins densément peuplé, vers le Sud (sans prétendre expliquer toutes les migrations en partance de cette région). Ce phénomène s'insère tout à fait dans une tendance générale vers l'urbanisation, non seulement au Canada, mais à l'échelle mondiale.

La portion de la Nouvelle-Écosse donnant sur la Région du Golfe a connu un repli démographique de 2001 à 2006. Ici aussi la migration de sortie s'effectue surtout à partir des zones moins peuplées. L'Île-du-Prince-Édouard et le sud du N.-B. ont vu leurs populations s'accroître.

Tableau 2 : Structure régionale démographique et linguistique

Variable	Bassin hydrographique du N.-B.		Bassin hydrographique de la N.-É.		I.-P.-É.	Région du Golfe (les moyennes sont pondérées)	Canada
	N.-B. – Nord	N.-B. – Sud	N.-É. – Côte Nord	N.-É. – Cap Breton			
Population							
Population totale en 2006	172 754	161 160	128 495	29 675	135851	628 024	31 612 897
% variation – 2001 à 2006	-5,9	+7,0	-1,3	-4,0	+0,4	-0,4	+5,4
Densité de la population (par km²)	5,3	12,8	8,3	4,2	23,9	8,6	3,5
Langue parlée à la maison (%)							
Anglais seulement	39,6	56,1	98,8	91,2	97	76,2	65,9
Français seulement	58,6	41,6	0,3	7,5	2,0	22,4	21,2
Anglais et Français	1,0	1,0	0,06	0,2	0,1	0,5	0,3
Autres (langue non-officielle seulement ou avec de l'anglais ou du français)	0,8	1,4	0,9	1,0	0,9	1,0	12,7

Source : StatCan, recensements de 2001 et de 2006

Les données sur la langue parlée à la maison expliquent que le Nouveau-Brunswick soit l'unique province officiellement bilingue au Canada : 58,6 % des 172 754 habitants du Nord du Nouveau-Brunswick et 41,6 % du Sud de cette province parlent premièrement le français à la

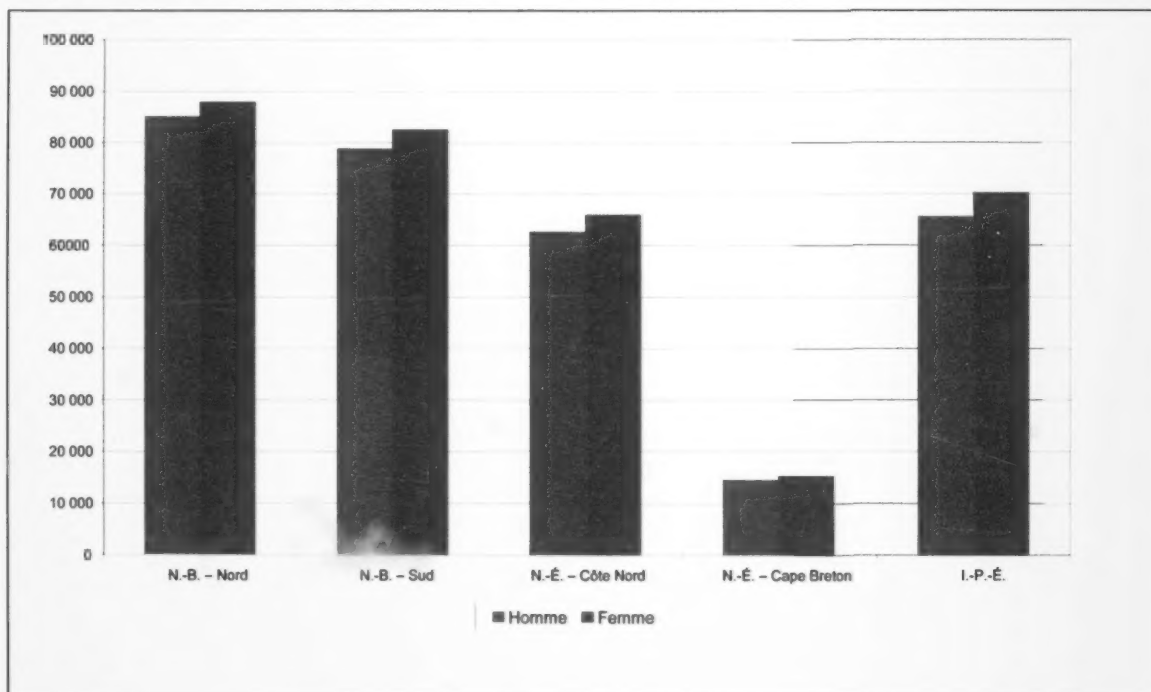
maison. Entretemps, plus de 90 % des autres habitants de la Région du Golfe déclarent parler en anglais à la maison.

Fait remarquable, 12,7 % des Canadiens disent parler principalement une langue autre que l'anglais ou le français à la maison. Ce groupe démographique est nettement moins concentré dans la Région du Golfe.

2.1.2 Structure selon les sexes

En matière de répartition des sexes, la Région du Golfe reflète la moyenne nationale. On ne distingue actuellement dans la Région du Golfe aucune tendance de peuplement selon les sexes.

Figure 2 : Structure de la population selon les sexes pour la Région du Golfe



Source : StatCan, recensement de 2006

Tableau 3 : Structure selon les sexes - Région du Golfe et du Canada (2001 à 2006)

Région	Données	2001	2006
N.-B. – Nord	Hommes (%)	49,5	49,2
	Femmes (%)	50,5	50,8
N.-B. – Sud	Hommes (%)	48,9	48,8
	Femmes (%)	51,1	51,2
N.-É. – Côte Nord	Hommes (%)	49,0	48,7
	Femmes (%)	51,0	51,3
N.-É. – Cap Breton	Hommes (%)	49,1	48,8
	Femmes (%)	50,9	51,2
I.-P.-É.	Hommes (%)	48,6	48,3
	Femmes (%)	51,4	51,7
Région du Golfe	Hommes (%)	48,8	48,6
	Femmes (%)	51,2	51,4
Canada	Hommes (%)	49,0	49,0
	Femmes (%)	51,0	51,0

Source : StatCan, recensement de 2001 à 2006

2.1.3 Structure par âge

L'âge de la population de la Région du Golfe est supérieur à la moyenne nationale. Dans nos zones, de 14,4 % à 18,2 % de la population a plus de 65 ans, alors que la moyenne nationale est de 6 %. Naturellement, ceci a un impact sur plusieurs indicateurs dont les taux de participation (Tableau 11), ainsi que la composition du revenu (Tableau 13).

Tableau 4 : Répartition selon l'âge

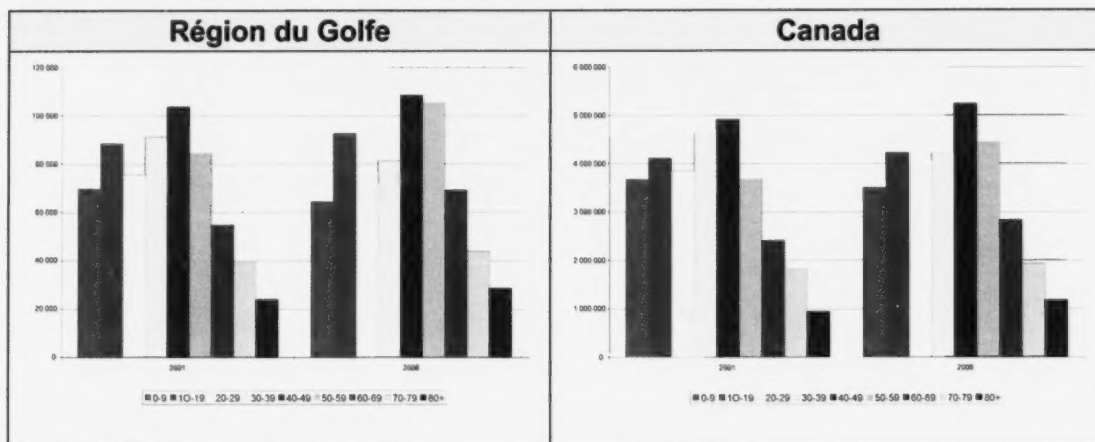
Variable (Âge)	Bassin hydrographique du N.-B.		Bassin hydrographique de la N.-É.		I.-P.-É.	Région du Golfe	Canada
	N.-B. – Sud	N.-B. – Nord	N.-É. – Côte Nord	N.-É. – Cap Breton			
% < 15	15,5	14,9	16,2	15,1	17,7	15,9	17,7
% 15 à 64	70,1	69,4	67,4	66,7	67,5	68,6	76,3
% > 65	14,4	15,7	16,4	18,2	14,8	15,4	6,0

Source : StatCan, recensement de 2006

Les écarts de répartition selon l'âge entre zones de la Région du Golfe sont faibles. La zone N.-É. – Cap Breton possède la plus grande proportion d'habitants de plus de 65 ans, soit 18,2 % ou environ 3 fois la moyenne nationale. Entretemps, l'Île-du-Prince-Édouard détient la plus grande proportion de gens de moins de 15 ans, égalant le taux pancanadien de 17,7 %.

Dans la Région du Golfe, 68,6 % de la population est en âge de travailler (15 à 65 ans), taux sensiblement inférieur à la moyenne canadienne de 76,3 %. La pression économique sur le groupe démographique des 15 à 65 ans est donc plus forte à l'intérieur de la Région du Golfe qu'ailleurs au pays.

Figure 3: Histogramme de la population



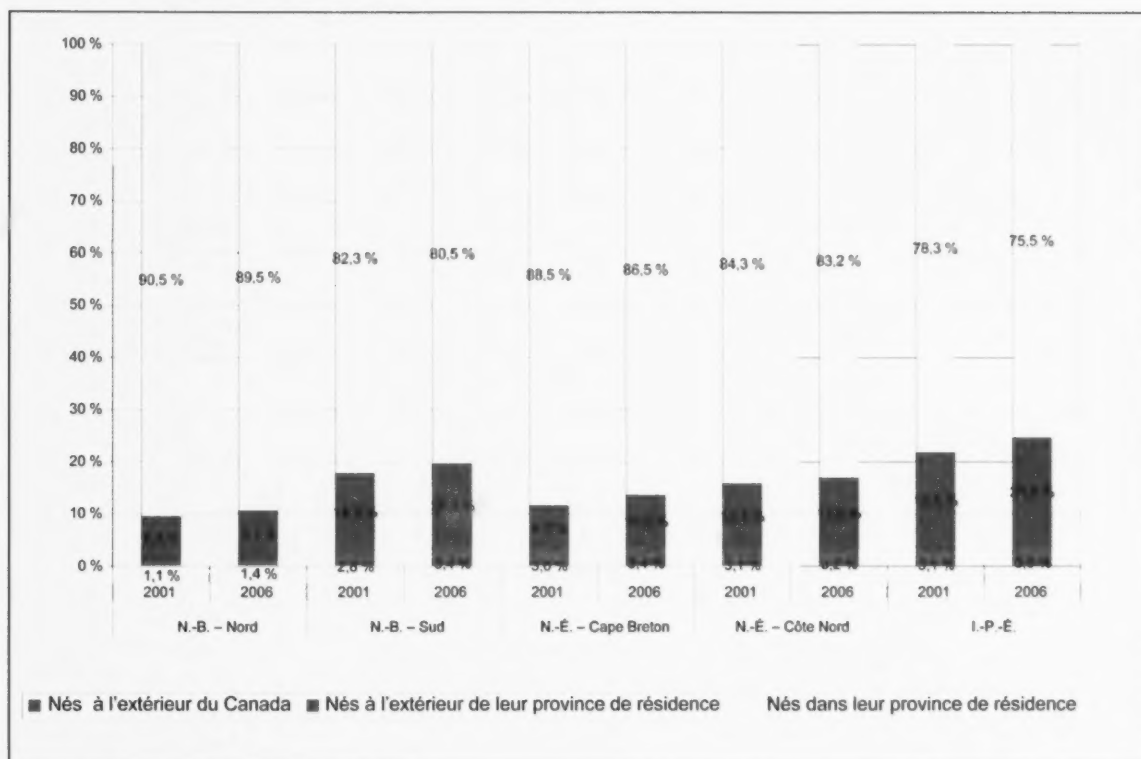
Source : StatCan, recensements de 2001 et de 2006

2.1.4 Origines de la population

La grande majorité des habitants de la zone étudiée sont nés dans leur province de résidence. Le groupe d'habitants qui suit en importance est né dans les autres provinces canadiennes. Très peu de gens nés à l'extérieur du Canada ont choisi de s'installer dans le Golfe, comme en témoigne la Figure 8.

La zone étudiée a vu lentement s'amenuiser la part de sa population qui était née dans sa province de résidence. Il s'agit essentiellement de l'accroissement relatif du nombre d'habitants qui sont nés à l'extérieur de leur province de résidence actuelle. Entre 2001 et 2006, il y a eu une augmentation du nombre d'immigrants provenant d'autres pays, aussi bien que de ceux qui étaient nés ailleurs au Canada. La zone N.-B. – Sud a ceci d'unique que le nombre d'immigrants y a changé de 0,1 % de plus que celui des habitants nés à l'extérieur de leur province de résidence.

Figure 4: Origines de la population par région



Source : StatCan, recensements de 2001 et de 2006

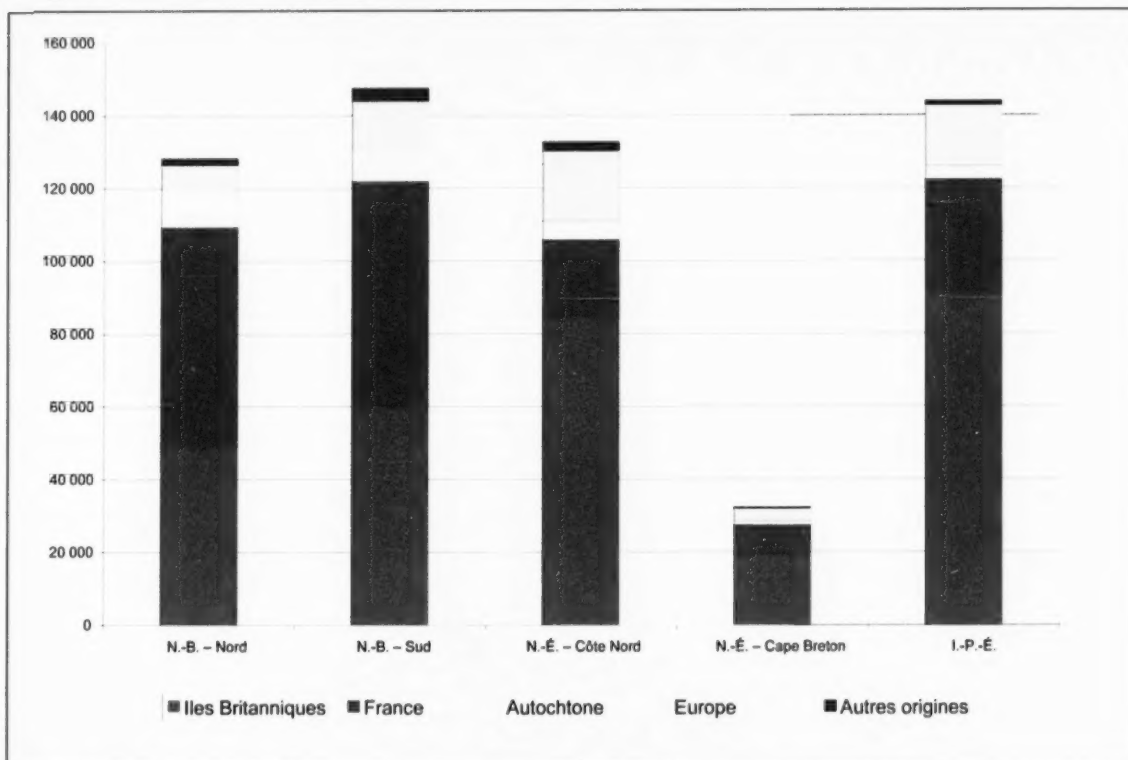
2.1.5 Ethnicité

La structure ethnique de la zone étudiée est peu diversifiée. L'incapacité d'attirer aux Maritimes de nouveaux immigrants, pour diverses raisons, continuera de souligner les défis qui attendent une société marquée du vieillissement de sa population.

Si la Région du Golfe possède une variété ethnique inférieure à la moyenne canadienne, elle comporte tout de même des gens de plusieurs origines ethniques. La Figure 5 est offerte à titre d'exemple ; il faut se rappeler que chacune des catégories qui s'y trouvent est composée de nombreux sous-groupes.

Alors que l'origine ethnique fait partie de la section sur la démographie dans ce rapport, elles n'en contribuent pas moins à l'élément de la culture. Le patrimoine et les nombreuses traditions de chacun des groupes ethniques, aussi bien que l'interaction historique entre peuples de diverses descendance, ajoutent à la complexité du facteur culturel.

Figure 5: Ethnicité de la population*



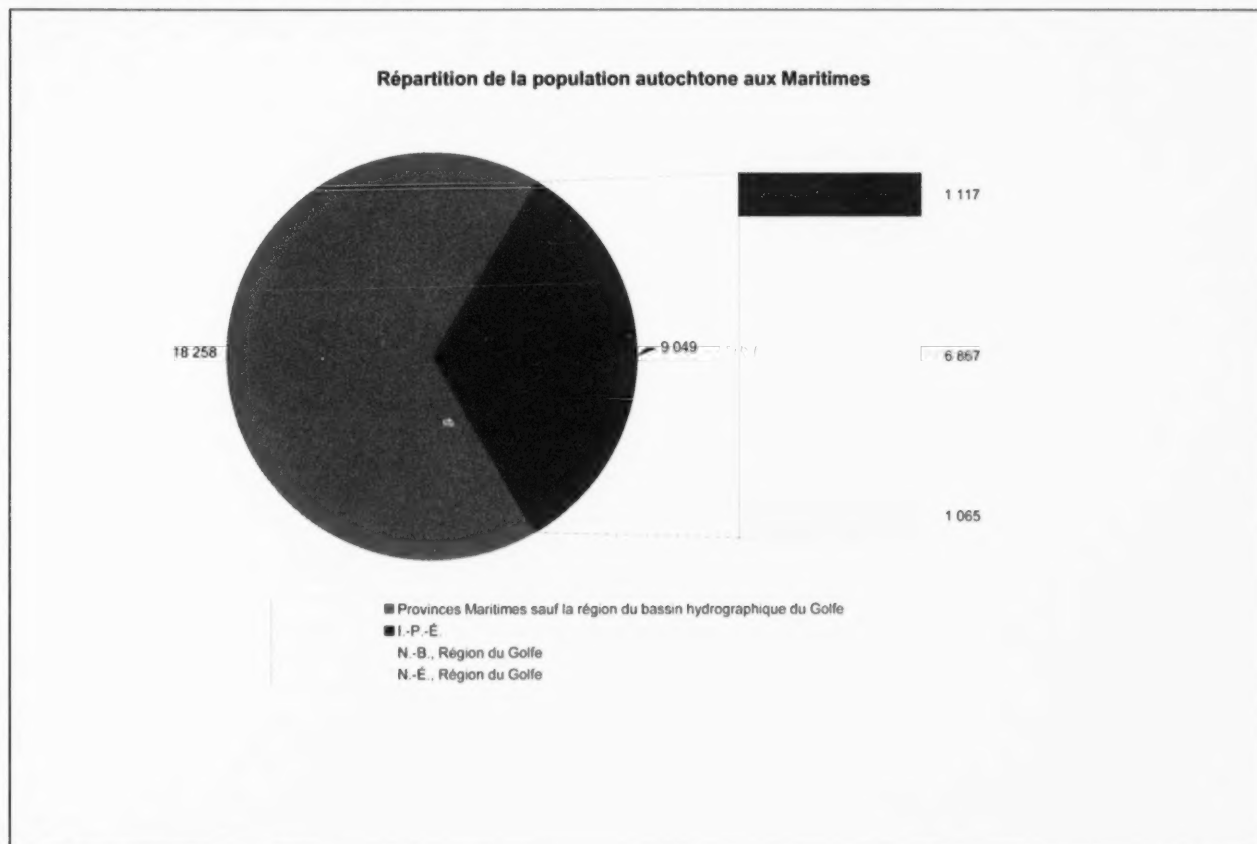
Source : StatCan, recensement de 2006

*La somme des origines ethniques est supérieure à celle de la population totale puisque les gens peuvent déclarer plus d'une descendance ethnique.

2.1.6 Autochtones

Il convient d'analyser la structure démographique de la population autochtone vu son rôle clé dans la Région du Golfe. La Figure 6 illustre la répartition de la population autochtone aux Maritimes et dans la Région du Golfe. Le tiers, environ, de la population autochtone des provinces Maritimes demeure dans la Région du Golfe et, de ce tiers, un peu plus des trois quarts vivent dans cette partie de la Région du Golfe située au N.-B.

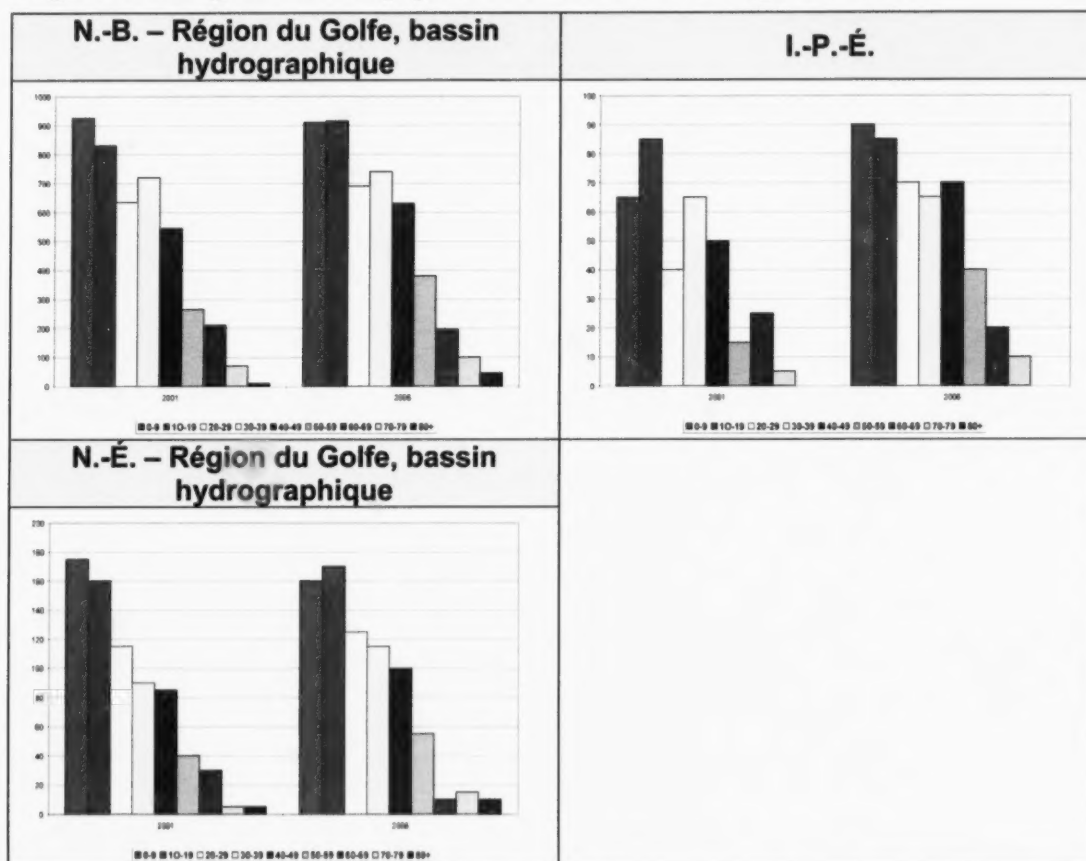
Figure 6: Répartition de la population autochtone aux provinces Maritimes



Source : StatCan, recensement de 2006

Les histogrammes qui suivent diffèrent considérablement des précédents exposant les totaux pour le Canada et pour la Région du Golfe. À l'encontre de ces derniers, la population autochtone rajeunit graduellement, signalant une augmentation éventuelle de la main-d'œuvre dans les années à venir. Autre caractéristique étonnante, le déclin considérable des personnes de plus de 50 ans et encore plus des plus de 70 ans. Cette tendance signale que l'espérance de vie des populations autochtones est loin derrière celle d'autres groupes démographiques de la Région du Golfe. Il n'est pas du ressort du présent rapport de tenter d'en trouver la cause.

Figure 7: Histogramme de la population autochtone de la région du Golfe



Source : StatCan, recensement de 2001 à 2006

2.2 Éducation

La Région du Golfe héberge ou avoisine des établissements d'enseignement de qualité et plusieurs d'entre eux offrent un enseignement sur le milieu marin. La zone étudiée est en grande partie rurale ; aussi les habitants des régions éloignées doivent-ils souvent déménager s'ils veulent profiter de telles installations et des programmes spécifiques qui y sont offerts. L'infrastructure de transport et l'étendue plutôt limitée de la Région du Golfe aident à surmonter ces obstacles.

2.2.1 Niveau d'instruction par région

Le niveau d'instruction dans la Région du Golfe est inférieur à la moyenne canadienne comme on le voit au Tableau 5. De toute la Région, la zone N.-B. – Nord présente le plus grand écart vis-à-vis de la moyenne canadienne. Il se peut que la population en grande partie francophone

du Nord du N.-B. migre vers le sud du N.-B. où se trouve l'Université de Moncton, la plus importante université francophone à l'est de Québec. Puisque nombre d'entre eux demeurent à Moncton par la suite, il en découle que le niveau d'instruction de la zone N.-B. – Nord est relativement inférieur.

Tableau 5 : Aperçu du niveau d'instruction du groupe démographique des 25 à 64 ans

Variable	Bassin hydrographique du N.-B.		Bassin hydrographique de la N.-É.		I.-P.-É.	Région du Golfe	Canada
	N.-B. – Nord	N.-B. – Sud	N.-É. – Côte Nord	N.-É. – Cap Breton			
% ne détenant ni certificat, ni diplôme, ni grade	30,9	20,7	21,2	21,1	18,7	25,2	15,4
% détenant un baccalauréat ou un grade supérieur	10,2	17,2	14,5	14,2	17,5	12,7	22,9

Source : StatCan, recensement de 2006

Nous constatons une baisse générale du pourcentage des 25 à 64 ans n'ayant acquis ni certificat, ni diplôme. Il est probable que cette baisse découle surtout du système d'éducation moderne en place au pays et qui demande que les enfants fréquentent une école publique. Ainsi, alors que les gens de 25 ans auront peut-être obtenu un certificat, un diplôme ou un grade universitaire, le groupe des 65 ans et plus n'aura pas nécessairement atteint ce niveau d'éducation puisque les normes pédagogiques que suivaient ce groupe démographique ne sont pas celles d'aujourd'hui.

Le Tableau 6 indique comment le nombre de certificats professionnels, collégiaux, etc. dépasse le nombre de grades universitaires, mais que ces derniers croissent plus rapidement en nombre.

Tableau 6 : Niveau d'instruction détaillé (25 à 64 ans) et pourcentage de variation (2001 à 2006)

Région	Niveau d'instruction	2001	2006	% variation
N.-B. – Nord	Sans grade, ni certificat, ni diplôme	41,2 %	30,9 %	-24,9
	Diplôme d'études secondaires	19,7 %	22,8 %	15,7
	Diplôme ou certificat d'études professionnelles ou collégiales et diplôme ou certificat universitaire inférieur au baccalauréat	30,0 %	35,9 %	19,6
	Baccalauréat et grades supérieurs	9,2 %	10,2 %	11,2
N.-B. – Sud	Sans grade, ni certificat, ni diplôme	30,7 %	20,7 %	-32,6
	Diplôme d'études secondaires	21,5 %	24,4 %	13,3
	Diplôme ou certificat d'études professionnelles ou collégiales et diplôme ou certificat universitaire inférieur au baccalauréat	33,0 %	37,7 %	14,2
	Baccalauréat et grades supérieurs	14,8 %	17,2 %	16,2
N.-É. – Côte Nord	Sans grade, ni certificat, ni diplôme	33,3 %	21,2 %	-36,2
	Diplôme d'études secondaires	16,1 %	21,9 %	35,9
	Diplôme ou certificat d'études professionnelles ou collégiales et diplôme ou certificat universitaire inférieur au baccalauréat	38,6 %	42,3 %	9,6
	Baccalauréat et grades supérieurs	12,0 %	14,5 %	21,1
N.-É. – Cap Breton	Sans grade, ni certificat, ni diplôme	33,6 %	21,1 %	-37,3
	Diplôme d'études secondaires	15,5 %	20,8 %	34,1
	Diplôme ou certificat d'études professionnelles ou collégiales et diplôme ou certificat universitaire inférieur au baccalauréat	40,0 %	43,7 %	9,4
	Baccalauréat et grades supérieurs	10,9 %	14,2 %	30,4
I.-P.-É.	Sans grade, ni certificat, ni diplôme	31,2 %	18,7 %	-40,1
	Diplôme d'études secondaires	18,0 %	23,7 %	31,1
	Diplôme ou certificat d'études professionnelles ou collégiales et diplôme ou certificat universitaire inférieur au baccalauréat	36,3 %	40,2 %	10,7
	Baccalauréat et grades supérieurs	14,5 %	17,5 %	20,6
Canada	Sans grade, ni certificat, ni diplôme	24,6 %	15,4 %	-37,3
	Diplôme d'études secondaires	22,0 %	23,9 %	8,6
	Diplôme ou certificat d'études professionnelles ou collégiales et diplôme ou certificat universitaire inférieur au baccalauréat	33,7 %	37,7 %	12,0
	Baccalauréat et grades supérieurs	19,7 %	22,9 %	16,4

Source : StatCan, recensements de 2001 et de 2006

2.2.2 Accès à l'enseignement

La Région offre de nombreuses possibilités en matière de formation et d'études sur l'environnement marin. Nombre d'entre elles fournissent une expérience pratique de travail avec

accès direct aux environnements côtier et marin qui font l'objet de programmes éducatifs. L'environnement marin présente tout un éventail de défis et de possibilités; aussi les établissements d'enseignement de la région s'y montrent-ils sensibles par les programmes qu'ils offrent.

Tableau 7 : Programmes éducatifs de la Région du Golfe portant sur les pêches et les océans

Établissement	Emplacement	Programme(s)	Exemples de cours
CCNB (Collège communautaire du Nouveau- Brunswick) ²	Péninsule acadienne	Aquaculture Navigation maritime Pisciculture Conchyliculture	Principes de production aquacole Utilisation de cartes et pilotage Étude de la reproduction, de l'élevage, de la récolte et de la manutention des poissons et autres ressources aquatiques Intervention en mer
Holland College ³	Charlottetown, I.-P.-É.	Formation maritime	Navigation maritime Mécanique navale Gestion des ressources à la passerelle / Gestion des ressources de la chambre des machines Formation en remorquage
NSCC (Nova Scotia Community College) ⁴	Stellarton, N.-É.	Brevet de capitaine de pêche Certificat de mécanicien de marine	Simulation d'appareil propulsif Formation maritime Certificat restreint d'opérateur - commercial maritime
	Port Hawkesbury, N.-É.	Certificat d'officier de pont Mécanicien de marine (base) Navigation maritime (base)	Usage des cartes et pilotage Construction et stabilité du navire Sécurité de la navigation
Université Mount Allison ⁵	Sackville, N.-B.	B.A. en géographie B.A. en études environnementales B. Sc. environnementales	Gestion des ressources naturelles Systèmes d'information géographique (SIG) Économie des ressources naturelles Planification et gestion de l'environnement au Canada

² http://www.ccnb.nb.ca/college/campus/peninsule_acadienne/index.aspx, visité le 29/01/2009.

³ http://www.hollandc.pe.ca/admissions/full_time_programs/, visité le 29/01/2009.

⁴ <http://www.nssc.ca/marine/main.html>, visité le 29/01/2009.

⁵ <http://www.mta.ca/calendar/index.html>, visité le 29/01/2009.

Université St. Francis Xavier ⁶	Antigonish, N.-É.	B.Sc. environnementales – Climat et eau - programme multidisciplinaire sur les ressources aquatiques B. Sc. de la terre	Introduction aux ressources aquatiques I : applications en sciences naturelles Introduction aux ressources aquatiques II : applications en sciences sociales Systèmes d'information géographique (SIG) Pollution marine
Université de Moncton ⁷	Campus de Moncton	B. Sc. Géographie Maîtrise en études environnementales Certificat en gestion et planification touristiques	Écosystèmes naturels Droit de l'environnement Géographie du milieu marin Aventure et écotourisme
	Campus de Shippagan	Baccalauréat en gestion intégrée des zones côtières	Localités et population côtières Aménagement du littoral Gestion des ressources halieutiques Récréation et tourisme côtiers
Université de l'Île-du-Prince-Édouard ⁸	Charlottetown, I.-P.-É.	B.A. et/ou B. Sc. en études environnementales B. Sc. biologiques Canadian Aquaculture Institute	Écologie littorale sur place Santé et maladies des mollusques Gestion Aquaculture et santé du poisson Services de diagnostic aquacoles

Source : StatCan, Cansim, Tableau 102-0218

2.3 Santé et sécurité

Les tracés géographiques suivants s'appliquent aux sections 1.3.1, 1.3.2 et 1.3.3.

Au Nouveau-Brunswick*, les Régies de santé 1, 4, 5, 6 et 7 composent le bassin hydrographique du Golfe. La région sociosanitaire 3 contribue peu de superficie au bassin et est peu densément peuplée. Dans le présent contexte, son inclusion dans notre discussion aurait faussé la représentation de la Région du Golfe.

La Nouvelle-Écosse** est divisée en régions (zones) sociosanitaires telles que définies par Statistique Canada. De celles-ci, les zones 3, 4 et 5, en tout ou en partie, constituent une portion du bassin hydrographique du Golfe. Nous n'avons pu trouver de délimitation plus précise pour ces données.

⁶ http://www.stfx.ca/academic/aquatic_resources/, visité le 29/01/2009; <http://envsciences.stfx.ca/>, visité le 29/01/2009.

⁷ <http://www.umoncton.ca/etudiants/programmes>, visité le 29/01/2009.

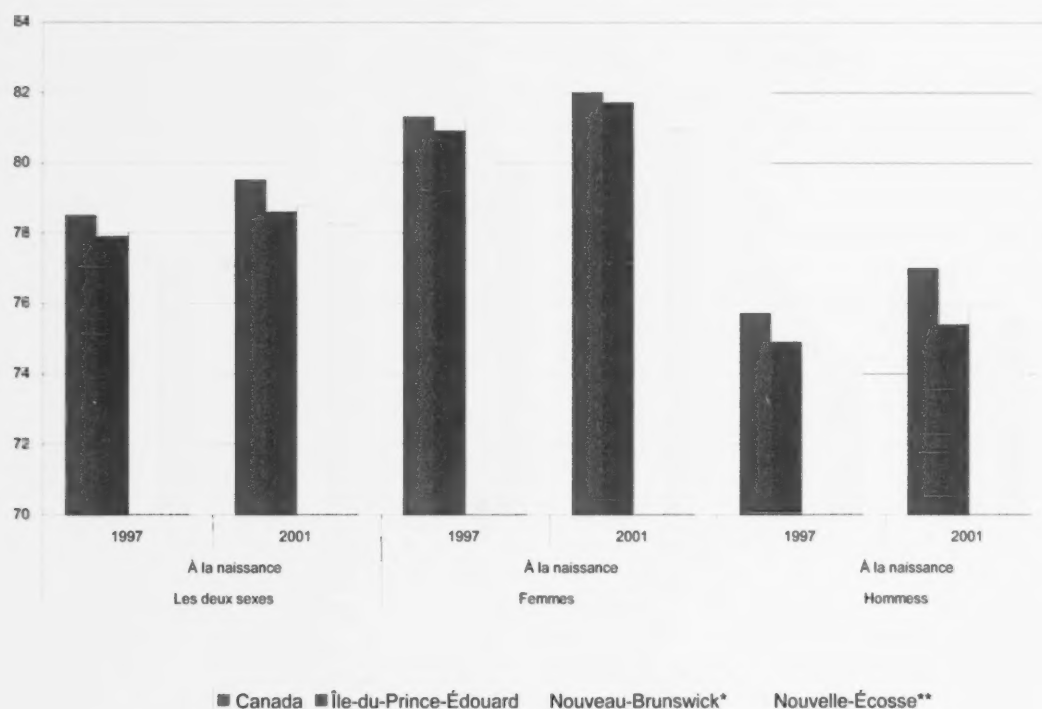
⁸ <http://upei.ca/lifelonglearning/cai/>, visité le 29/01/2009; http://www.upei.ca/registrar/programs_by_faculty, visité le 29/01/2009.

Ici comme ailleurs dans ce rapport, l'Île-du-Prince-Édouard est considérée dans son ensemble.

2.3.1 Espérance de vie

En général, l'espérance de vie s'accroît de 1997 à 2001 pour tous les groupes représentés à la Figure 8. Il reste que l'espérance de vie de la Région du Golfe est toujours sous la moyenne canadienne.

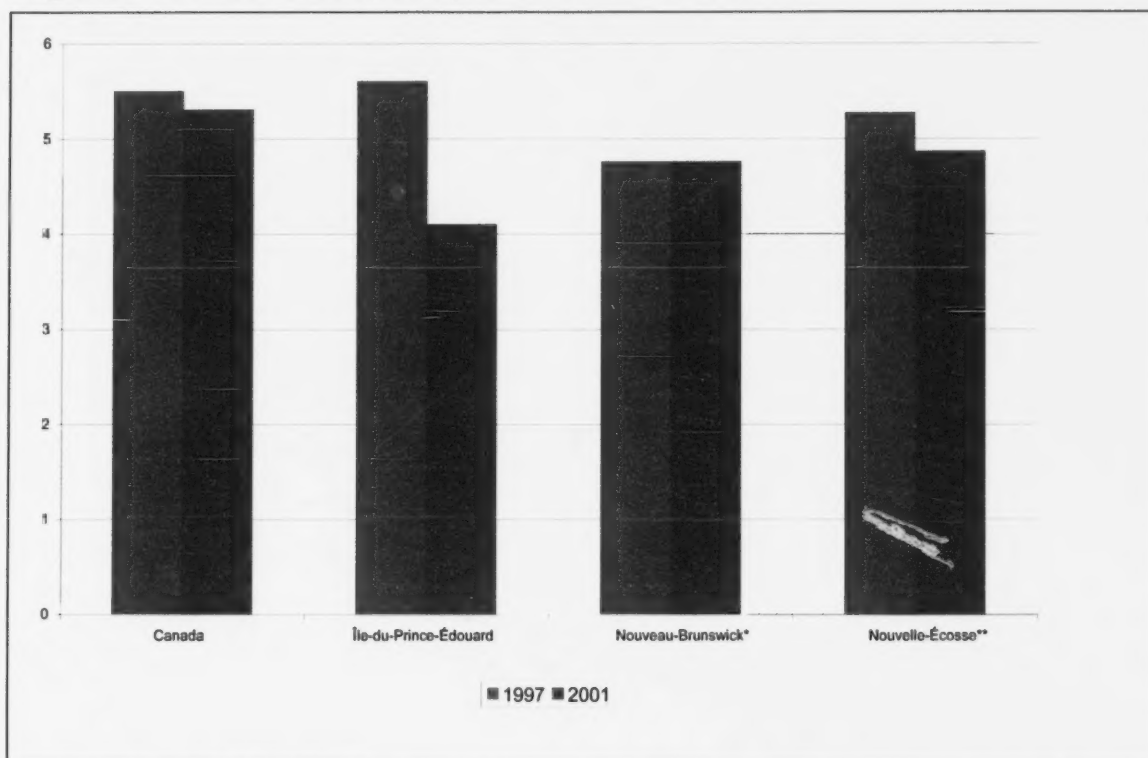
Figure 8: Espérance de vie à la naissance, en années



2.3.2 Mortalité infantile

Les taux de mortalité infantile sont inférieurs à la moyenne nationale en 2001 dans toutes les provinces du Golfe. Seul le taux du Nouveau-Brunswick* est demeuré stable (ne s'est pas amélioré) de 1997 à 2001.

Figure 9: Mortalité infantile, décès pour 1 000 naissances vivantes



Source : StatCan, Cansim, Tableau 102-0207

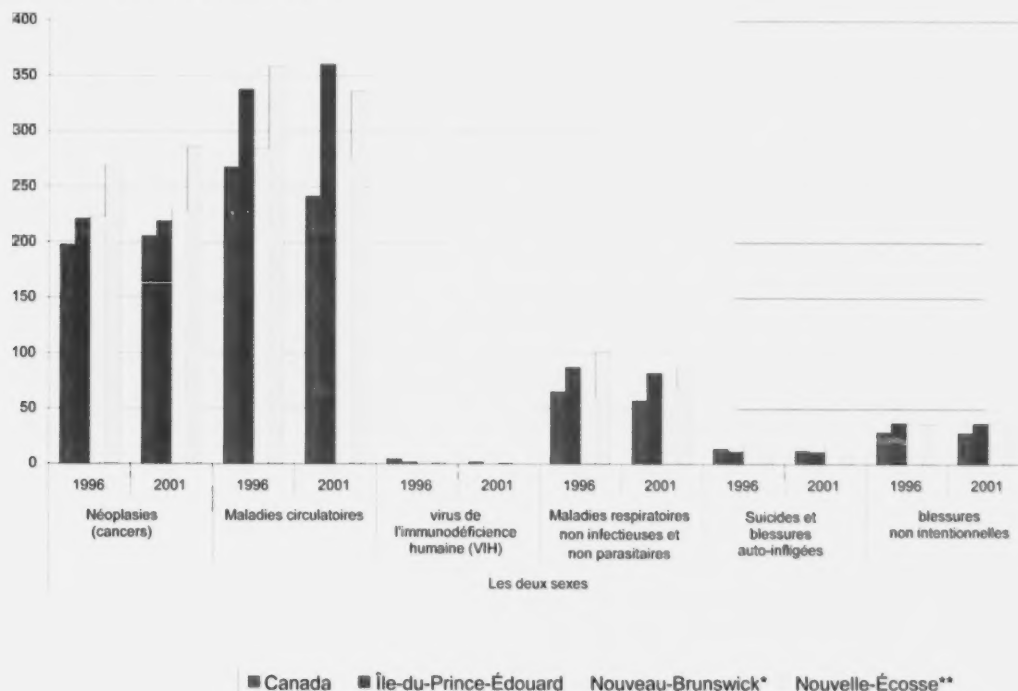
2.3.3 Mortalité par cause de décès

À l'image de la moyenne canadienne, les deux principales causes de décès dans la région du Golfe sont les maladies du système circulatoire et le cancer. Il semble que dans la zone Golfe – Nouvelle-Écosse, le taux de cancers fatals et de maladies circulatoires et respiratoires soit plus élevé que la moyenne. Les Prince-Édouardiens essuient également des taux plus élevés que la moyenne nationale de maladies circulatoires et respiratoires mortelles.

Toutes les zones de la Région du Golfe ont vu un taux inférieur à la moyenne canadienne de décès dus au VIH, maladie dont le taux restait tout de même relativement restreint à ces deux niveaux.

Figure 10: Mortalité par cause de décès, décès pour 100 000 habitants

Source : StatCan, Cansim, Tableau 102-0003



2.3.4 Évacuation et traitement des eaux usées

Malgré des efforts considérables, nous n'avons trouvé aucune source exhaustive de données pour cette section. De nouvelles tentatives seront nécessaires pour préparer les prochaines éditions de ce rapport.

Tableau 8 : Lois sur les effluents d'eaux usées municipales

Région	Lois
Nouveau-Brunswick	<i>Loi sur l'assainissement de l'environnement</i> <i>Loi sur l'assainissement de l'eau</i>
Nouvelle-Écosse	<i>Loi sur l'environnement</i>
Île-du-Prince-Édouard	<i>Loi sur la protection de l'environnement</i>
Canada	<i>Loi sur les pêches</i> <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i> <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i>

Source : Conseil canadien des ministres de l'environnement®

9 Document de discussion sur l'élaboration d'une Stratégie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usées municipales. (2004). http://www.ccme.ca/assets/pdf/mwwe_dscsnppr_may5_e.pdf (en anglais).

2.3.5 Composition de la flotte de la Garde côtière

La Région des Maritimes est responsable des services de Garde côtière pour la Région du Golfe. L'administration centrale de la GC se situe à Dartmouth, et compte des bases opérationnelles à Saint John, N.-B., Dartmouth, N.-É. et Charlottetown, I.-P.-É.

2.3.6 Pollution et déchets

De nombreux sites de la Région du Golfe présentent ou pourraient présenter un risque à l'environnement ou à la santé humaine. Souvent, les conséquences environnementales n'étaient pas comprises lorsque les sites ont été contaminés. Le gouvernement canadien applique les mesures correctives selon le principe pollueur-payeur.

À titre d'exemple, le gouvernement fédéral est responsable des sites qu'il loue et de ceux qui lui appartiennent. Il a établi le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCF) pour gérer ces sites. L'un des mandats du PASCF est de réduire les risques à la santé humaine et à l'environnement sur certains sites fédéraux présentant un plus grand risque. Le Tableau 9 recense les sites admissibles au PASCF de la Région du Golfe.

Tableau 9 : Nombre de Sites PASCF (Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux) de la Région du Golfe (par ministère et par province)

Ministère	N.-B.	N.-É.	I.-P.-É.
AAC (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	1	0	2
SCC (Service correctionnel du Canada)	2	2	0
MDN (Ministère de la Défense nationale)	0	0	1
MAINC (Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien)	17	0	0
MPO (Ministère des Pêches et Océans)	43	42	60
EC (Environnement Canada)	1	1	0
CP (Conseil privé)	0	0	0
TPSGC (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada)	0	0	3
GRC (Gendarmerie royale du Canada)	26	9	7
RNCan (Ressources naturelles Canada)	1	0	0
Total provincial	91	54	73
Total pour la Région du Golfe	218		
% projets du MPO	67		

Source : MPO, Région du Golfe, Division des océans et de l'habitat, 22/01/2009

3.0 Économie

3.1 Performance

On déterminera la performance économique selon la capacité de l'économie d'une population à lui procurer du travail à un salaire lui assurant une qualité de vie respectable. La moyenne canadienne agira comme donnée de référence lors de comparaisons et de déclarations de réussite ou d'échec relatives concernant les divers facteurs économiques à l'examen dans la section qui suit.

3.1.1 Industrie et main-d'oeuvre

Le Tableau 10 illustre le pourcentage de la main-d'oeuvre par secteur économique. Les industries autres que les deux dont il est question ci-dessous s'éloignent peu de la moyenne canadienne.

La plus importante différence entre la Région du Golfe et la moyenne canadienne en ce qui concerne la répartition de la main-d'oeuvre se trouve dans les industries tributaires des ressources naturelles. Les zones N.-B. – Nord, N.-É. – Cap Breton et I.-P.-É. mènent le peloton pour ce qui est du pourcentage de la main-d'oeuvre affectée aux industries des ressources naturelles telles que pêche, foresterie et agriculture. En moyenne, la main-d'oeuvre de la Région du Golfe affectée aux industries des ressources naturelles dépasse celle du Canada de 4,2 %. L'écart serait plus considérable si ce n'était que Moncton, le plus important centre urbain de la Région, est situé dans N.-B. – Sud.

Les industries de la finance et des biens réels —ainsi que la main-d'oeuvre y affectée— sont bien représentées en N.-B. – Sud, dépassant la moyenne canadienne. Le pourcentage de travailleurs affectés à ces secteurs dans le restant de la Région du Golfe est d'environ deux fois inférieur à ceux de N.-B. – Sud et du Canada en moyenne.

Tableau 10 : Répartition de la main-d'oeuvre par industrie

Variable	Bassin hydrographique du N.-B.		Bassin hydrographique de la N.-É.		I.-P.-É.	Région du Golfe	Canada
	N.-B. – Nord	N.-B. – Sud	N.-É. – Côte Nord	N.-É. – Cap Breton			
Industries des ressources naturelles (p.ex. : pêche, agriculture, foresterie)	11,5 %	4,2 %	8,7 %	14,3 %	12,3 %	9,4 %	5,2 %
Fabrication et construction	20,2 %	17,6 %	20,8 %	15,9 %	15,8 %	18,4 %	17,9 %

Commerce de gros et de détail	14,3 %	15,8 %	16,6 %	13,1 %	12,9 %	14,8 %	15,5 %
Finances et biens réels	3,0 %	6,7 %	2,6 %	3,0 %	3,6 %	4,1 %	5,8 %
Santé et éducation	18,6 %	16,9 %	18,0 %	17,1 %	15,6 %	17,3 %	16,7 %
Services aux entreprises	13,8 %	15,5 %	14,0 %	19,4 %	16,6 %	15,2 %	18,0 %
Autres Services	16,2 %	23,1 %	17,5 %	15,1 %	22,3 %	19,6 %	19,2 %

Source : StatCan, recensement de 2006

3.1.2 Emploi

Les données du Tableau 11 révèlent un taux de chômage élevé dans la Région du Golfe et un faible niveau d'emploi. Ce sont là deux indicateurs clés de la santé économique et même sociétale.¹⁰ Le taux d'activité de la région du Golfe est de 3,6 % inférieur à la moyenne nationale. L'écart entre les taux d'activité représente un autre pourcentage de la population de 15 ans et plus qui ne travaillent pas ou ne cherchent pas activement de l'emploi.

Le taux d'activité ne tient pas compte des travailleurs découragés ou physiquement incapables de chercher de l'emploi ; ceux-ci risquent d'être plus nombreux vu les taux supérieurs de chômage et de maladies critiques (voir la section 1.3.3).

Dans la plupart des cas, les données sur l'emploi pour la Région de 2001 à 2006 se sont améliorées. Si le Golfe est toujours inférieur à la moyenne nationale, il s'est tout de même amélioré plus rapidement que la moyenne nationale, notamment du point de vue du taux de chômage. Tous les indicateurs d'emploi des zones étudiées de N.-B. – Nord et N.-É. – Cap Breton sont moindres que ceux de N.-B. – Sud, I.-P.-É. et, à un moindre degré, N.-É. – Côte Nord.

Tableau 11 : Structure de l'emploi de la population >15 ans

Variable		Bassin hydrographique du N.-B.		Bassin hydrographique de la N.-É.		I.-P.-É.	Région du Golfe	Canada
		N.-B. – Nord	N.-B. – Sud	N.-É. – Côte Nord	N.-É. – Cap Breton			
Taux d'activité (%)	2001	57,6	66,2	60,3	57,6	69,0	62,6	66,4
	2006	58,3	66,5	61,4	59,6	68,2	63,2	66,8
Taux d'emploi (%)	2001	47,2	58,0	52,3	44,0	59,9	53,4	61,5
	2006	49,6	60,4	55,5	48,9	60,7	55,9	62,4

¹⁰ Source : L'économie canadienne à votre portée

Taux de chômage (%)	2001	18,1	12,3	13,3	23,7	13,2	14,8	7,4
	2006	14,9	9,1	9,5	18,0	11,1	11,5	6,6

Source : StatCan, recensements de 2001 et de 2006

3.1.3 Revenu

Le revenu moyen dans la Région du Golfe est de 68,9 % de la moyenne canadienne, fait que pourrait mitiger la notion généralement acceptée que le coût de la vie est moins élevé dans la Région du Golfe que dans les régions plus urbanisées du pays.

Le tableau révèle également que l'écart grandit entre la Région du Golfe et la moyenne canadienne en ce qui concerne le revenu moyen. De 2001 à 2006, le taux de croissance moyen pour le Canada a dépassé celui de la Région du Golfe de près de 5 %, mais on note avec intérêt que des écarts plus importants encore existent entre les zones de la Région du Golfe elles-mêmes. Le Nouveau-Brunswick accuse un certain retard par rapport à toutes les autres régions identifiées, en ce qui concerne le revenu moyen et son taux de croissance.

Le pourcentage d'habitants qui gagnent moins de 15 000 \$ dépasse la moyenne nationale. Cependant, vu le pourcentage plus bas de la population de moins de 15 ans dans la région du Golfe, l'impact d'un revenu inférieur à 15 000 \$ sera relativement plus important.

Tableau 12 : Revenus en 2005 de la population >15 ans

Variable		Bassin hydrographique du N.-B.		Bassin hydrographique de la N.-É.		I.-P.-É.	Région du Golfe	Canada
		N.-B. – Nord	N.-B. – Sud	N.-É. – Côte Nord	N.-É. – Cap Breton			
Revenu moyen (\$)	2001	19 525	19 947	21 835	22 629	23 709	21 131	29 769
	2006	22 357	22 215	25 943	27 248	27 769	24 461	36 301
	% var. 2001 à 2006	14,5	11,4	18,8	20,4	17,1	15,8	21,9
% au revenu < 15 000 \$	2006	36,6	31,6	33,3	32,7	34,3	33,2	30,5

Source : StatCan, recensement de 2006.

Non seulement la Région du Golfe a-t-elle un niveau de revenu inférieur : elle tire une partie importante de ce revenu des paiements de transfert. Les paiements de transfert, dont

l'assurance-emploi, participent au revenu de la Région du Golfe environ deux fois plus que pour la moyenne nationale. Les prestations de retraite du Canada font également partie des paiements de transfert ; le pourcentage de citoyens de plus de 65 ans étant supérieur à la moyenne canadienne (Région du Golfe : 15,4 % ; moyenne canadienne : 6,0 %), le pourcentage du revenu attribuable aux paiements de transfert s'en trouve majoré.

Tableau 13 : Composition du revenu

Variable		Bassin hydrographique du N.-B.		Bassin hydrographique de la N.-É.		I.-P.-É.	Région du Golfe	Canada
		N.-B. – Nord	N.-B. – Sud	N.-É. – Côte Nord	N.-É. – Cap Breton			
Composition du revenu pour toutes les familles économiques								
Revenu d'emploi (%)	2006	62,8	61,4	69,8	65,7	72,2	66,0	78,3
Paiements de transfert (%)	2006	23,9	21,0	18,6	21,3	16,4	20,4	9,9
Autres sources (%)	2006	8,3	9,2	11,7	13,0	11,4	10,1	11,8
Composition du revenu pour personnes de 15 ans et plus non comprises dans une famille économique								
Revenu d'emploi (%)	2006	44,9	47,5	49,6	42,6	56,5	48,9	65,7
Paiements de transfert (%)	2006	37,2	31,8	33,6	34,6	26,2	32,6	16,8
Autres sources (%)	2006	12,7	12,0	16,8	22,8	17,3	14,7	17,5

Source : StatCan, recensement de 2006

3.1.4 Investissement et Recherche & Développement

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (l'APECA) est dotée de fonctions très larges pour aider au développement économique du Canada atlantique. L'un des outils permettant à l'APECA de remplir son mandat est la distribution de fonds fédéraux aux entreprises et aux initiatives de développement admissibles.

Le Tableau 14 indique le niveau et le caractère de l'aide financière fournie par l'APECA à certains projets. De 2003 à 2008, l'APECA a soutenu et financé des projets des comtés qui donnent sur le Golfe du St-Laurent — au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard — pour une valeur totale de 1,36 milliard de dollars.

Tableau 14 : Aide financière (en milliers de dollars*) de l'APECA aux projets des comtés de la Région du Golfe situés le long du Golfe, de 2003 à 2008

Zone géographique	Montant	Contribution	Subvention	Contribution remboursable sous condition	Contribution remboursable	Total général
I.-P.-É.	Somme totale d'aide APECA	173 524	677	30 353	41 907	246 460
	Cout total	380 378	1 192	51 366	129 913	562 850
N.-B. (Comtés le long du Golfe seulement)	Somme totale d'aide APECA	117 600	45	14 189	53 562	185 396
	Cout total	226 074	389	22 784	136 679	385 926
N.-É. (Comtés le long du Golfe seulement)	Somme totale d'aide APECA	80 834	0	8 407	37 479	126 720
	Cout total	199 374	0	16 035	196 022	411 431
Ensemble de la zone étudiée	Somme totale d'aide APECA	371 957	722	52 949	132 948	558 577
	Cout total	805 827	1 581	90 184	462 614	1 360 207

Source : <http://pub.acoa-apeco.gc.ca/atip/e/content/>

*Montants arrondis au millier près

Une douzaine de programmes de l'APECA (voir ci-dessous) lui permettent d'octroyer plus efficacement son expertise. L'APECA a récemment financé certaines initiatives de portée éventuelle sur l'environnement marin dont 2,46 millions au Collège vétérinaire de l'Atlantique (de l'université de l'Île-du-Prince-Édouard) pour son projet : « Pour des poissons en santé, un environnement sain et des aliments sains » et 1,59 million à Atlantech Engineering & Associates Incorporated pour « Faire progresser la technologie de la recirculation de l'eau et du traitement des effluents au profit des installations terrestres de l'industrie salomonique ». Ce ne sont là que quelques-uns des projets approuvés par le Fonds d'innovation de l'Atlantique en 2009.

Exemple détaillé d'un projet lié à l'environnement marin et financé par le Fonds d'innovation de l'Atlantique

L'Institut de recherche sur les zones côtières inc. (IRZC) est une institution privée, à but non lucratif, affiliée à l'Université de Moncton, campus de Shippagan (Nouveau-Brunswick). L'IRZC est né de la fusion de trois centres de recherche et développement de la Péninsule acadienne au Nouveau-Brunswick : le Centre de recherche et de développement de la tourbe, le Centre de recherche et de développement des produits marins et les équipes de recherche de l'Aquarium et Centre marin du Nouveau-Brunswick.¹¹

En février 2009, l'IRZC annonçait avoir reçu une contribution de 3 millions de dollars du Fonds d'innovation de l'Atlantique de l'APECA. Ce montant finance la recherche visant à augmenter la valeur des coproduits marins et à les commercialiser.¹²

Le gouvernement fédéral a récemment annoncé des mesures de stimulation présentant le développement des infrastructures en tant que moyen pour créer des emplois et stimuler l'économie. L'argent des mesures de stimulation est distribué, entre autres, par le biais d'outils tels que le Fonds Chantiers Canada. À l'Île-du-Prince-Édouard, on finance en priorité les projets impliquant l'eau et les eaux usées à Tyne Valley, Crapaud et Montague. Le Nouveau-Brunswick a prévu pour ses régions non constituées en municipalités des projets écologiques d'infrastructure pour l'eau et les eaux usées, ainsi que d'autres projets de développement de l'infrastructure. La Nouvelle-Écosse compte parmi ses priorités l'élargissement de l'autoroute transcanadienne et l'accès à Internet partout en province, deux mesures qui devraient favoriser le tourisme et la productivité.

L'EPCE (voir le tableau ci-dessous) est un accord de financement provenant à 70 % du gouvernement fédéral et à 30 % des gouvernements provinciaux de l'Atlantique. L'accord vise à augmenter les exportations de 12 industries clés, dont les technologies du poisson et de l'aquaculture, les industries maritimes et les aliments (agroalimentaires et de la mer). L'EPCE a encouragé les entreprises de l'Atlantique à participer, entre autres, à l'Exposition européenne des fruits de mer 2006, ainsi qu'à la Seafood Processing America Show (exposition américaine sur la transformation des produits marins).

Le Fonds des collectivités innovatrices (FCI) investit dans les projets stratégiques qui renforcent l'économie des collectivités du Canada atlantique. En partenariat avec les collectivités et intervenants de l'Atlantique, le FCI met à profit les forces des collectivités et leur fournit les outils qui leur sont nécessaires pour découvrir les occasions de s'assurer une croissance économique durable. Le FCI investit de sorte à créer des emplois à long terme et renforcer la capacité économique des collectivités rurales. On y tiendra parfois compte d'initiatives urbaines aptes à stimuler la compétitivité et le dynamisme des collectivités rurales.¹³

¹¹ CZRI : http://www.irzc.umcs.ca/flash_content/anglais/apropos_apercu.html, 18/02/2009.

¹² CZRI. (2009, février). A well deserved announcement. La voix des affaires, p. 30.

¹³ ACOA, Investir dans les collectivités, Fonds des collectivités innovatrices, http://www.acoa-apeca.gc.ca/English/publications/FactSheetsAndBrochures/Documents/Innovative_Communities_Funds.pdf, visité le 03/04/2009.

Tableau 15 : Programmes de placement de l'APECA

Programme	Description
Fonds d'innovation de l'Atlantique	Favorise les partenariats entre les entreprises privées et les universités, collèges et autres organismes de recherche, dans le but d'améliorer des produits et services ou d'en développer de nouveaux.
Partenariat pour le commerce et l'investissement au Canada atlantique	Ses cinq initiatives pour le Canada atlantique y favorisent le commerce international et tentent d'y attirer des investisseurs.
Fonds Chantiers Canada	Finance les projets d'infrastructures municipales, surtout celles de petites collectivités. Il vise premièrement l'amélioration des infrastructures pour l'eau potable, les eaux usées, la culture et les loisirs.
Programme de développement des entreprises (PDE)	Aide à mettre sur pied, développer ou moderniser votre entreprise. Il peut également fournir les capitaux pour mettre au point vos idées novatrices et accroître votre concurrentialité.
Programme de financement des petites entreprises du Canada	Aide aux petites entreprises, nouvelles ou en croissance, à obtenir les capitaux pour acquérir terrains, bâtiments et équipements.
Entente Canada – provinces de l'Atlantique sur la promotion du commerce extérieur(EPCE)	Aide aux exportateurs établis à étendre leurs activités à de nouveaux marchés plus diversifiés. Aide aussi les nouveaux exportateurs à démarrer.
Fonds des collectivités innovatrices (FCI)	Investit dans les projets stratégiques qui renforcent l'économie des collectivités du Canada atlantique.
Stratégies d'exportation sectorielles	Appuie l'expansion des exportations d'industries ciblées du Canada atlantique.
Programme de capital d'appoint	Si vous avez 35 ans, vous pouvez demander un prêt pour démarrer une entreprise. Si vous avez moins de 35 ans, vous pouvez également demander un prêt pour moderniser ou agrandir une entreprise existante.
Sensibilisation au commerce et perfectionnement des compétences en affaires	Aide les propriétaires de petites et moyennes entreprises à acquérir les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour exporter avec succès.

Initiative pour jeunes entrepreneurs (IJE)	Offre un financement aux organismes sans but lucratif, aux collèges, aux universités et aux municipalités pour l'acquisition de compétences en affaires ; offre une aide financière aux entrepreneurs de l'Atlantique de moins de 35 ans.
Initiative Femmes en affaires (IFA)	Offre de l'aide financière aux organismes d'aide aux entreprises sans but lucratif du Canada atlantique afin d'offrir aux femmes propriétaires d'entreprise les ressources dont elles ont besoin pour agrandir leur entreprise et être concurrentielles.

Source : <http://www.acoa-apeco.gc.ca>, site Web consulté le 03/04/2009

L'APECA continue à fournir le mécanisme d'investissement et l'appui nécessaires au développement et à l'amélioration de la situation économique des provinces de l'Atlantique. On a noté des instances de collaboration interministérielle à l'appui de certains projets, même si l'APECA n'a pas l'habitude de financer les projets gouvernementaux.

Le CNR (Conseil national de recherches du Canada) contribue aussi à la recherche et au développement (R et D) dans la région, en plus de soutenir les PME (petites et moyennes entreprises). Il collabore fréquemment avec l'APECA, les gouvernements provinciaux, les universités locales et d'autres groupes afin de mieux appuyer son mandat et ses clients. Ce ministère du Gouvernement du Canada encourage la création de grappes de technologies. Les grappes de technologies consistent en une concentration importante d'entreprises d'avant-garde autour d'un noyau d'installations de R et D¹⁴.

Les instituts du CNR peuvent servir de catalyseurs à ces grappes ; deux de ces instituts se sont établis dans la Région du Golfe. Le premier est basé à Fredericton (N.-B.) — à l'extérieur de la Région du Golfe — mais possède des bureaux à Moncton, N.-B. Ses centres d'intérêt sont la Technologie de l'information et les Affaires électroniques. Le second est à Charlottetown, I.-P.-É. et s'occupe de sciences nutritionnelles et de santé.

Parmi les projets que soutient le CNR, mentionnons Atlantech Engineering & Associates Incorporated, dont il a déjà été question dans cette section. Le CNR leur a fourni une assistance technique et à la recherche par le biais du Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI). Le PARI a également appuyé : Diversified Metal Engineering, de Charlottetown, a trouvé une solution aux cheminées de vaisseaux marins ; APACK Canada, également de Charlottetown, ont développé des emballages biodégradables ; Preferred Environment, de Moncton, recycle la peinture et réduit les effets nocifs de la peinture et des contenants de peinture dans les sites d'enfouissement. Avec l'aide du CNR, ils ont pu embaucher un ingénieur chimiste ; Ovatek Inc., basée à Bas-Caraquet, construit ses radeaux de sauvetage rigides à redressement automatique grâce à l'aide en recherche et développement fournie par le CNR.

¹⁴Site Web du Conseil national de recherches. <http://www.nrc-cnrc.gc.ca/fra/grappes/index.html>

3.1.5 Marché de l'habitation

Dans la Région du Golfe, le marché de l'habitation, à l'instar du revenu, marque un retard par rapport à la moyenne canadienne — autant en nombre de dollars qu'en taux de croissance. Une maison moyenne de la zone N.-B. – Nord ne valait que 30,1 % de la moyenne nationale en 2006, sa croissance plus lente ne faisant qu'agrandir cet écart. Peut-être cette situation contribue-t-elle à la fixité relative des habitants de la Région du Golfe : la valeur nette réelle des maisons y est considérablement moindre et s'y accroît plus lentement que dans les autres régions du pays, restreignant ainsi la capacité d'accumuler la richesse nécessaire pour s'établir dans les régions à plus forte valeur immobilière.

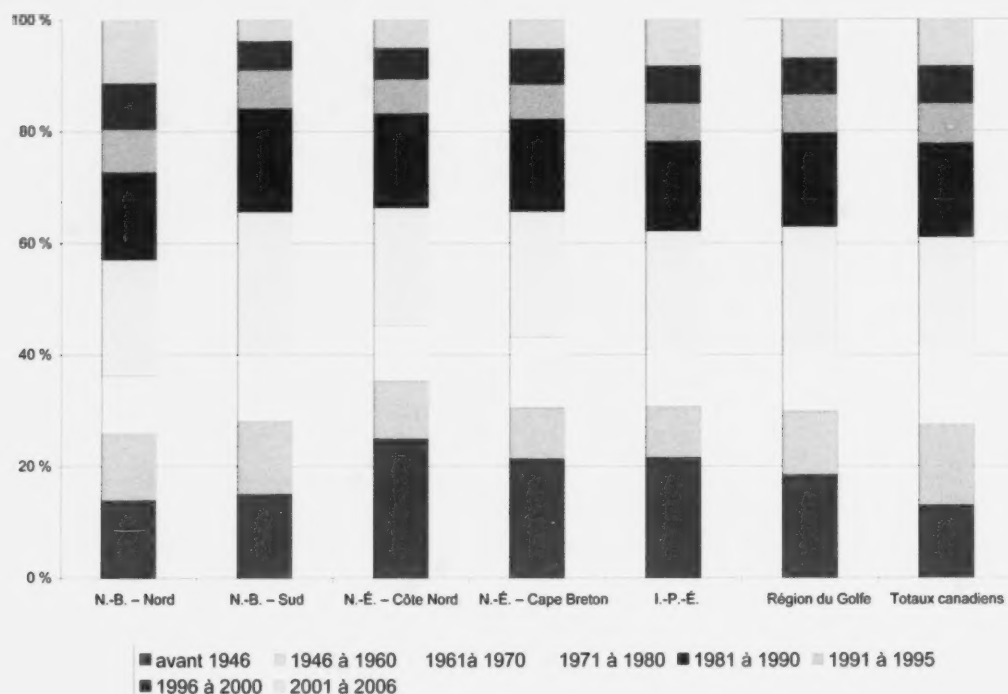
Tableau 16 : Valeur moyenne des habitations

Région	2001	2006	Croissance (%)
N.-B. – Nord	64 405	79 265	+ 23,1
N.-B. – Sud	74 365	112 182	+ 50,9
N.-É. – Côte Nord	75 415	115 105	+ 52,6
N.-É. – Cap Breton	83 157	121 460	+ 46,1
I.-P.-É.	90 088	135 715	+ 50,6
Ensemble de la Région du Golfe	78 727	112 365	+ 42,7
Canada	162 709	263 369	+ 61,9

Source : StatCan, recensements de 2001 et de 2006

Contre-intuitivement, peut-être, la zone N.-B. – Nord a le plus haut pourcentage d'habitations construites ces 15 dernières années, mais le plus faible taux de construction avant 1961. Par ailleurs, la construction d'habitations par décennie est assez bien répartie et semblable d'une région à l'autre, tel qu'en fait foi la Figure 11.

Figure 11: Période de construction pour logements non agricoles et hors réserve, habités par leur propriétaire (Les 3 périodes les plus récentes de cette figure sont de 5 ans)



Source : StatCan, recensement de 2006

3.2 Pêches

3.2.1 Pêche commerciale

3.2.1.1 Contexte

L'importance de l'industrie de la pêche commerciale a été ressentie tout au long de la longue histoire du peuplement des côtes du Golfe du St-Laurent. Les pêches marines y ont servi de principal moteur économique depuis que les immigrants européens ont commencé à s'y établir il y a plus de cinq-cents ans. L'industrie de la pêche commerciale a grandement évolué depuis, les changements et défis les plus importants datant d'environ 30 ans. Des navires plus efficaces, propulsés au diesel, à chalut latéral ou arrière, ont remplacé les bateaux à voile et à vapeur. Des méthodes plus efficaces ont mené à la surpêche et ont relevé le besoin de pratiques plus rigoureuses pour gérer les ressources. Les prochains graphiques montreront que la répartition de la valeur des débarquements s'est déplacée du poisson de fond vers les crustacés (surtout le homard et le crabe des neiges). On ne saurait trop insister sur l'importance de la pêche commerciale pour les localités côtières de la Région du Golfe. La plupart de ces collectivités sont le produit de l'industrie de la pêche commerciale et nombre d'entre elles sont toujours monoindustrielles, soutenues par les pêches actuelles. En 2007p¹⁷, les débarquements dans la Région du Golfe totalisaient près de 350 millions de dollars (des données aquacoles sur les moules sont incluses).

3.2.1.2 Gouvernement/Gouvernance

Au nom du gouvernement du Canada, le MPO doit élaborer et mettre en œuvre des politiques et programmes en appui des intérêts scientifiques, environnementaux, sociaux et économiques du Canada envers les océans et les eaux intérieures.

Parmi les lois directrices du ministère, la *Loi sur les océans* attribue au Ministre la responsabilité de guider la gestion des océans et de fournir des services de garde côtière et d'hydrographie au nom du gouvernement du Canada ; la *Loi sur les pêches* lui confère la responsabilité de gérer les pêches, l'habitat et l'aquaculture. Le ministère figure également parmi les trois autorités responsables en vertu de la *Loi sur les espèces en péril*.¹⁵

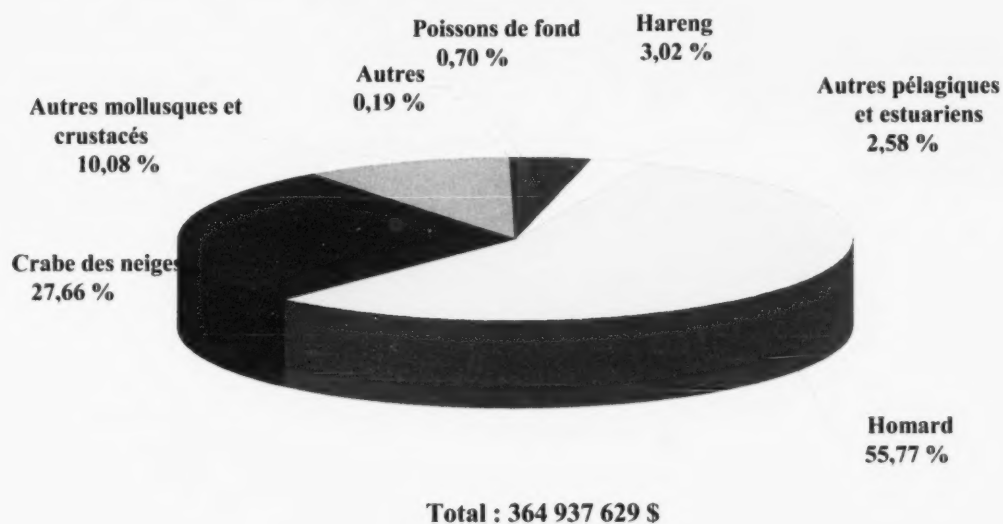
3.2.1.3 Tendances

Le premier graphique démontrera l'importance relative du principal groupe d'espèces de la Région du Golfe en 2007. Les trois graphiques suivants en feront autant pour les régions administratives de l'intérieur de la Région du Golfe. Les annexes 4 à 7 présentent l'ensemble des données sur les volumes et valeurs par espèce.

¹⁵ <http://www.dfo-mpo.gc.ca/us-nous/vision-eng.htm>

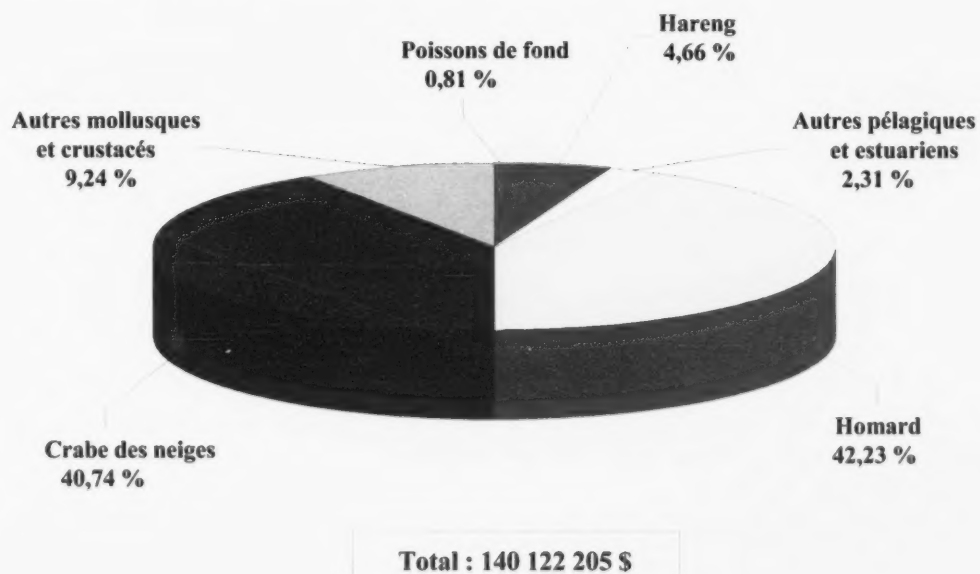
¹⁷ 2007p invoque des données provisoires.

Figure 12 : Ventilation de la valeur selon l'espèce, Région du Golfe, 2007p



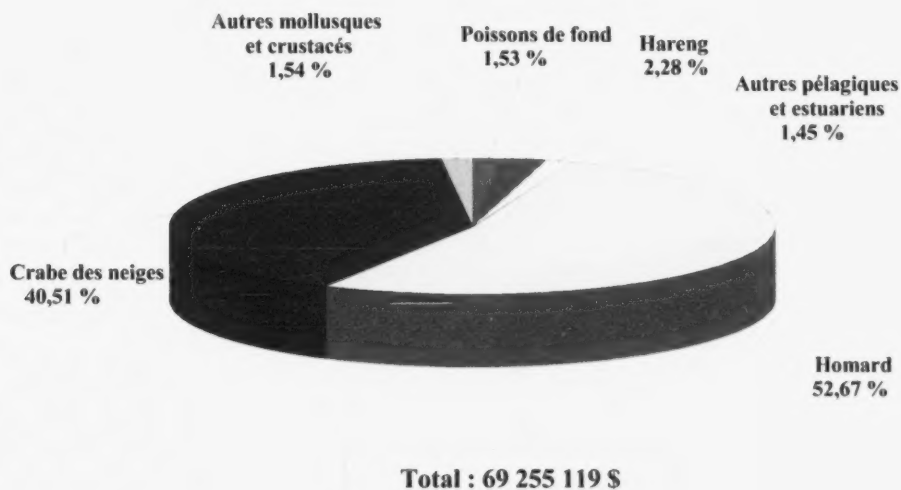
Source : Direction des politiques et des études économiques, MPO-Région du Golfe]

Figure 13 : Ventilation de la valeur selon l'espèce, Golfe – N.-B., 2007p



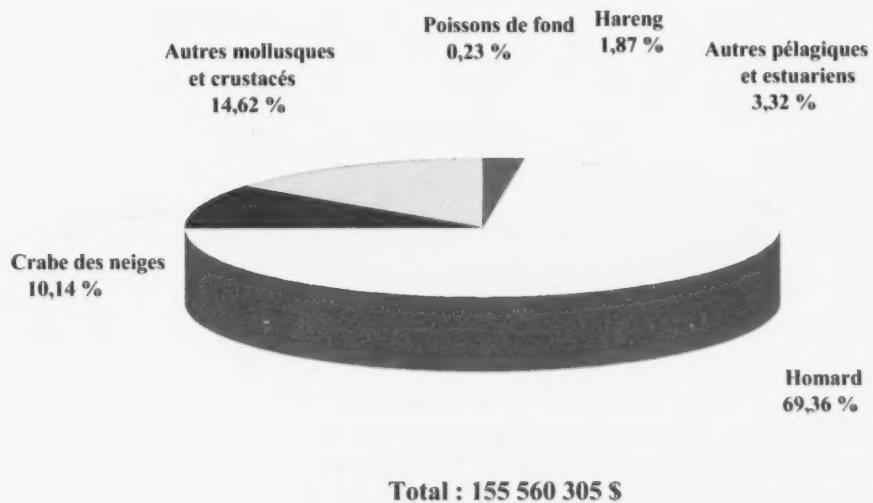
Source : Direction des politiques et des études économiques, MPO-Région du Golfe

Figure 14 : Ventilation de la valeur selon l'espèce, Golfe – N.-É., 2007p



Source : Direction des politiques et des études économiques, MPO-Région du Golfe

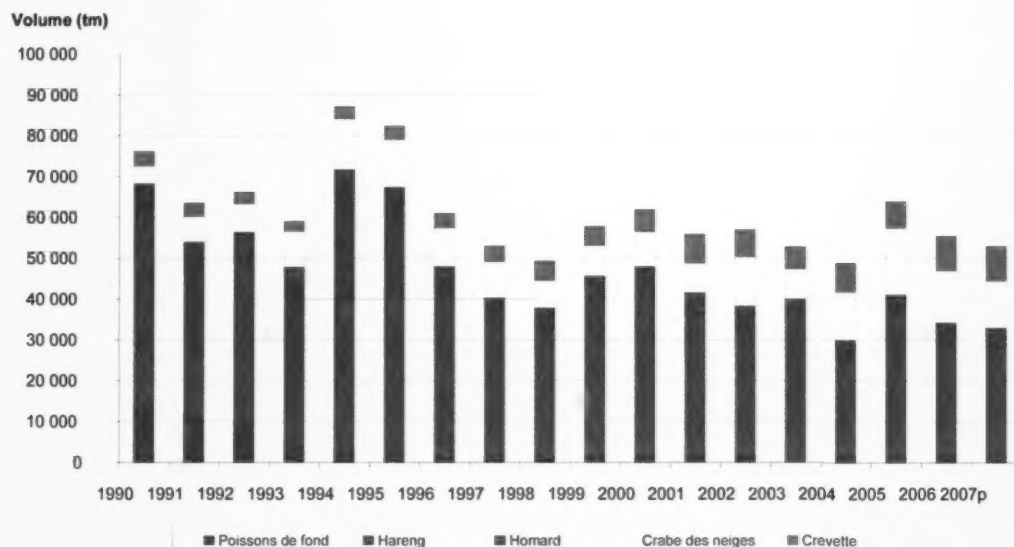
Figure 15 : Ventilation de la valeur selon l'espèce, Île-du-Prince-Édouard, 2007p



Source : Direction des politiques et des études économiques, MPO-Région du Golfe

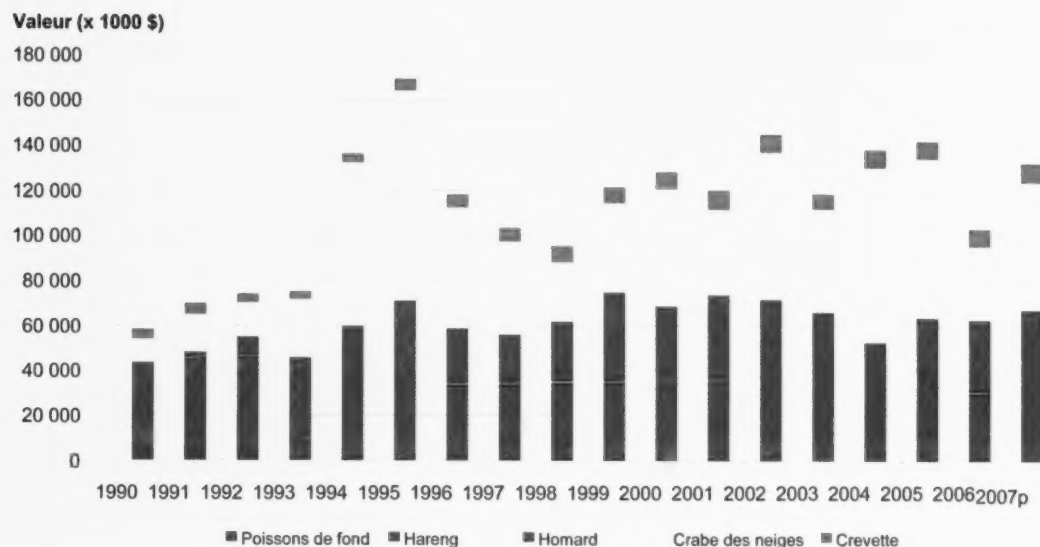
Les graphiques qui suivent représentent les débarquements de poissons (volume et valeur) de 1990 à 2007p par secteur administratif pour la Région du Golfe, c.-à-d. les zones Golfe – Nouveau-Brunswick, Golfe – Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard. Ces données offrent un aperçu de la valeur des pêches pendant cette période.

Figure 16 : Ventilation du volume selon les principales espèces, Golfe – Nouveau-Brunswick, 1990 à 2007p



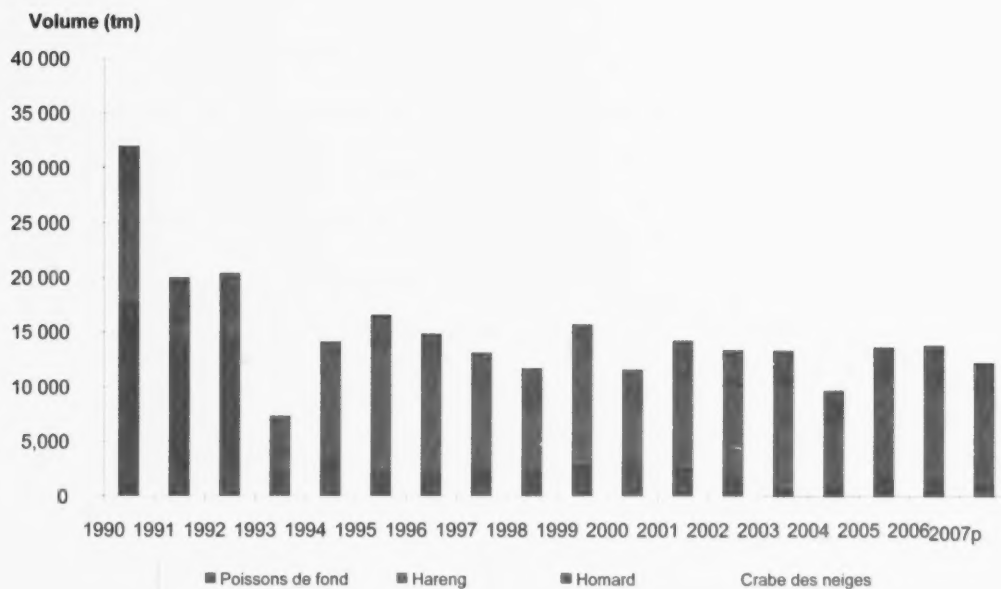
Source : Direction des politiques et des études économiques, MPO-Région du Golfe

Figure 17: Ventilation de la valeur selon les principales espèces, Golfe – Nouveau-Brunswick, 1990 à 2007p



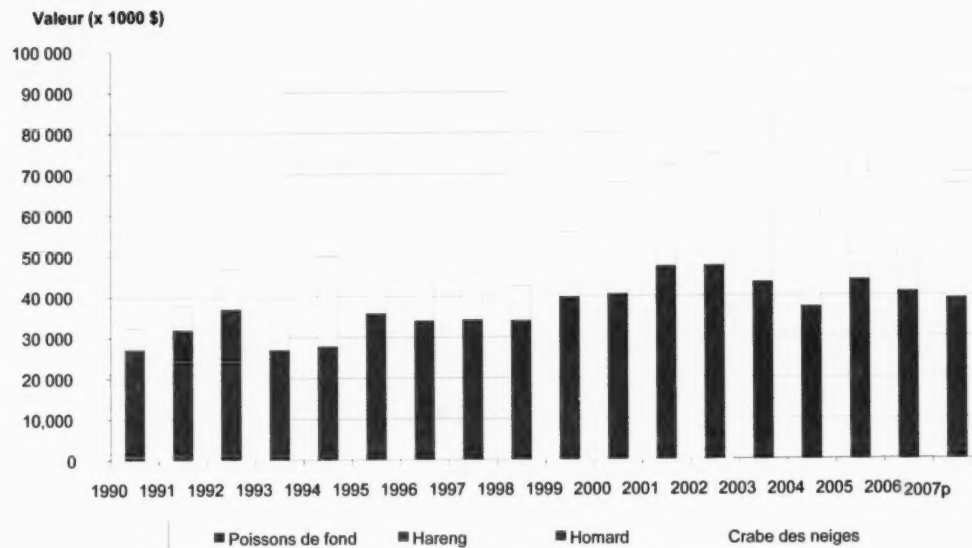
Source : Direction des politiques et des études économiques, MPO-Région du Golfe

Figure 18 : Ventilation du volume selon les principales espèces, Golfe - Nouvelle-Écosse, 1990 à 2007p



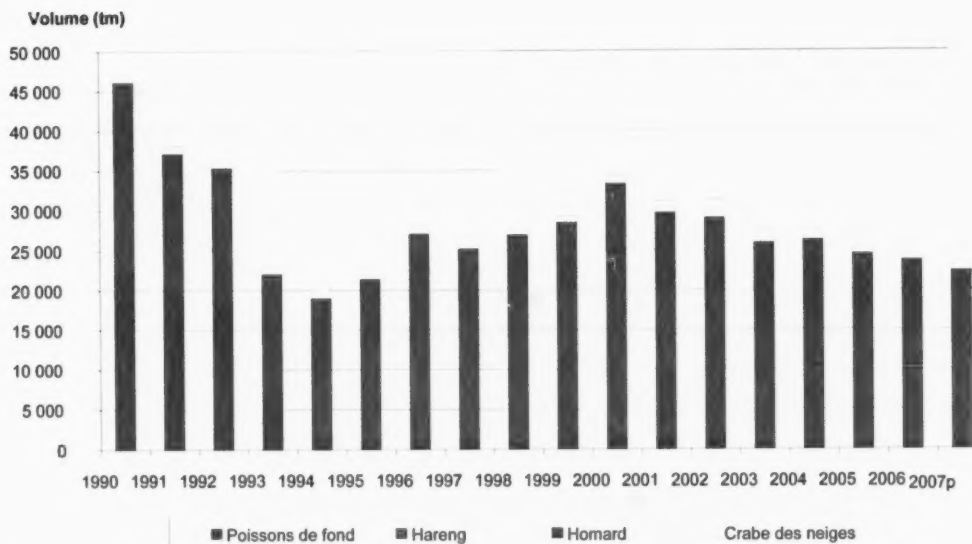
Source : Direction des politiques et des études économiques, MPO-Région du Golfe

Figure 12 : Ventilation de la valeur selon les principales espèces, Golfe - Nouvelle-Écosse, 1990 à 2007p



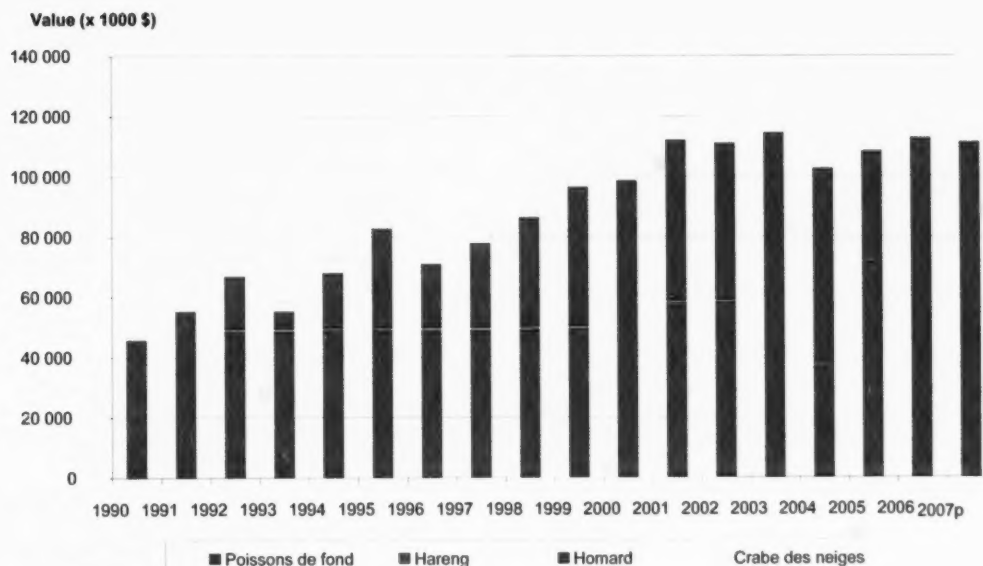
Source : Direction des politiques et des études économiques, MPO-Région du Golfe

Figure 20: Ventilation du volume selon les principales espèces, Île-du-Prince-Édouard, 1990, 2007p



Source : Direction des politiques et des études économiques, MPO-Région du Golfe

Figure 21 : Ventilation de la valeur selon les principales espèces, Île-du-Prince-Édouard, 1990 à 2007p



Source : Direction des politiques et des études économiques, MPO-Région du Golfe

Historiquement, les poissons démersaux (de fond) ont été parmi les plus exploités dans la Région du Golfe. En 1990, l'ensemble des débarquements de tous les poissons de fond se montait à 53 265 tm ; à titre de comparaison, de 2000 à 2007p, on a débarqué en moyenne 3 211 tm de tous les poissons de fond. La pêche commerciale de la morue, soumise à un moratoire de 1992 à 1996, rouverte à la pêche restreinte de 1997 à 2001 et 2002, a de nouveau été fermée en 2003 à cause de la faible croissance des stocks. Depuis 2003, on a recommencé une pêche très restreinte.

De 1990 à 2007p, les débarquements d'espèces pélagiques étaient d'environ 72 655 tm en moyenne et d'une valeur de plus de 22 millions de dollars. Le hareng et le maquereau sont actuellement les espèces les plus importantes du groupe pélagique ; ils constituaient 93,5 % de tous les débarquements de 2007p. Les débarquements totaux annuels d'espèces pélagiques demeurent assez stables ; la valeur totale des débarquements variait entre 11 millions et 31 millions de dollars de 1990 à 2007p.

Suite au repli de la pêche aux poissons démersaux, l'industrie des mollusques et crustacés a éveillé l'intérêt, surtout pour le crabe des neiges. En 2007p, le homard et le crabe des neiges réunis constituaient près de 60 % de tous les débarquements de mollusques et crustacés, soit environ 90 % de la valeur totale des débarquements de mollusques et crustacés de la Région du Golfe.

3.2.1.4 Participants

En 2007, la Région du Golfe dénombrait près de 12 000 pêcheurs commerciaux dont 5 965 titulaires de licences. Le prochain tableau présente le nombre de pêcheurs en 2007, par catégorie (la définition de chacune des catégories se trouve à l'Annexe 12).

Tableau 17 : Pêcheurs commerciaux, Région du Golfe, 2007

Catégorie	Golfe – Nouveau- Brunswick	Golfe – Nouvelle- Écosse	Île-du- Prince- Édouard	Total global
CÔTIERS	1 062	171	1 341	2 574
DÉSIGNÉE	1,268	653	1 316	3 237
ESTUARIENS	3	-	7	10
PLEIN TEMPS	15	-	-	15
NON-DÉSIGNÉS	43	12	10	65
NE S'APPLIQUE PAS	23	11	30	64
PÊCHEURS COMMERCIAUX ENREGISTRÉS	2 333	1 517	2 078	5 928
Grand Total	4 747	2 364	4 782	11 893

Source : Unité de la délivrance des permis de la Région du Golfe, MPO

La Région du Golfe comptait 3 956 navires immatriculés en 2007. Le tableau qui suit donne le nombre de navires par catégorie de longueur et par zone administrative de la Région du Golfe.

Tableau 18 : Nombre de navires immatriculés de la Région du Golfe, 2007

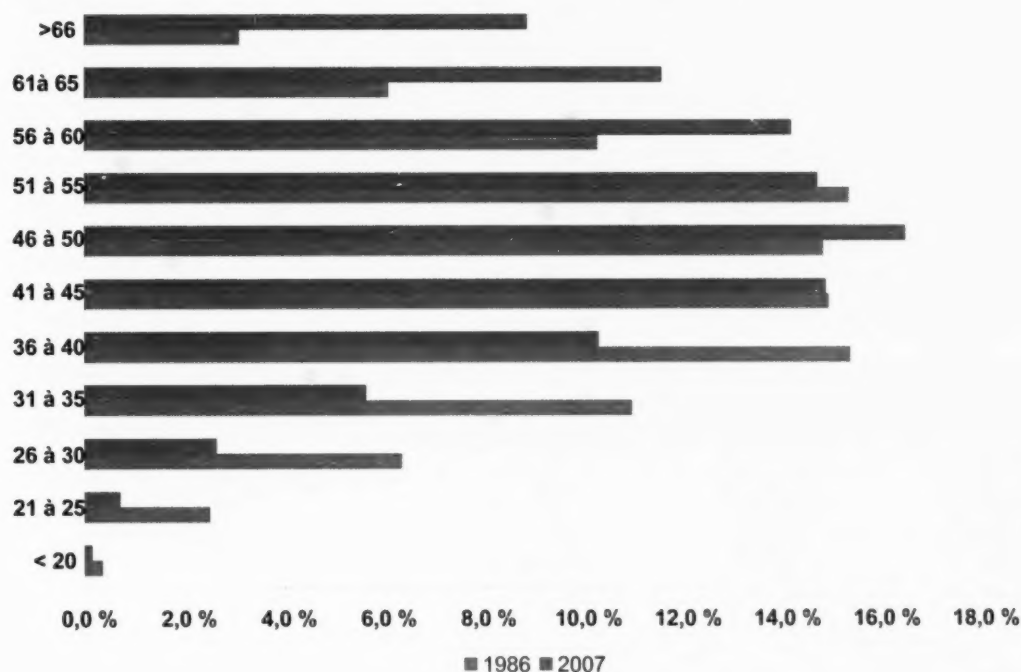
Catégorie	Golfe – N.-B.	Golfe – N.-É.	I.-P.-É.	Total
000'01" à 019'11"	435	62	49	546
020'00" à 024'11"	106	12	1	119
025'00" à 034'11"	100	151	7	258
035'00" à 039'11"	126	174	85	385
040'00" à 044'11"	983	347	1 197	2 527
045'00" à 049'11"	9	1	1	11
050'00" à 054'11"	6	0	0	6
055'00" à 059'11"	8	1	1	10
060'00" à 064'11"	65	3	0	68
065'00" à 099'11"	23	0	0	23

100'00" +	3	0	0	3
Total	1 864	751	1 341	3 956

Source : Unité de la délivrance des permis de la Région du Golfe, MPO

Intéressons-nous maintenant à la structure par âge des pêcheurs désignés de la Région du Golfe. La figure suivante montre que la catégorie la plus nombreuse est celle des pêcheurs de 46 à 50 ans, représentant 16,5 % des participants ; les moins de 30 ans ne forment que 3,5 % du total. L'un des éléments limitant l'entrée des jeunes gens dans le domaine de la pêche est l'investissement nécessaire à l'achat d'une entreprise de pêche.

Figure 22: Structure par âge – Pêcheurs désignés, Région du Golfe, 2007



Source : Direction des politiques et des études économiques, compilation spéciale, MPO-Région du Golfe

3.2.1.5 Chasse au phoque

On chasse deux espèces de phoque dans la Région du Golfe : le phoque gris et le phoque du Groenland.

La chasse au phoque gris a lieu en général entre la mi-février et la mi-mars dans la partie Sud du Golfe du St-Laurent, sur les îles au large de la côte du Cap Breton. En 2008, on attribua 12 000 phoques aux sections sud du Golfe et de la Nouvelle-Écosse. La chasse au phoque gris est une pêche compétitive.

En général, la chasse au phoque du Groenland a lieu entre la fin-mars et la mi-avril. Puisque on chasse sur les glaces, l'emplacement peut varier d'une année à l'autre quoique, dans l'ensemble, la chasse s'opère dans le sud du Golfe du St-Laurent, au large de la côte du Cap Breton. On gère cette pêche de façon compétitive.

L'allocation commerciale de phoques du Groenland pour le Golfe et la région des Maritimes était de 1 399 bêtes en 2008, soit 2 % du quota pour tout l'Est du Canada. On accorde 1 620 phoques à la chasse autochtone du Golfe et de la région des Maritimes, chaque collectivité autochtone recevant un contingent individuel d'environ 300 phoques.

Tableau 19 : Nombre de permis de chasse au phoque délivrés en 2007 pour la Région du Golfe.

Province	Professional	Assistant
Golfe – Nouveau-Brunswick	<u>2</u>	<u>5</u>
Golfe – Nouvelle-Écosse	<u>21</u>	<u>21</u>
Île-du-Prince-Édouard	<u>23</u>	<u>15</u>
Total	<u>46</u>	<u>41</u>

Source : Unité de la délivrance des permis, Moncton, Région du Golfe, MPO

3.2.1.6 Pêche autochtone

La Cour suprême du Canada a rendu sa décision dans l'affaire *Marshall* à l'automne 1999. La cour a essentiellement statué que les traités signés en 1760 et en 1761 par les collectivités Mi'kmaq et Malécite comportait un droit communautaire de pratiquer la chasse, la pêche et la cueillette pour en tirer une « subsistance convenable ».

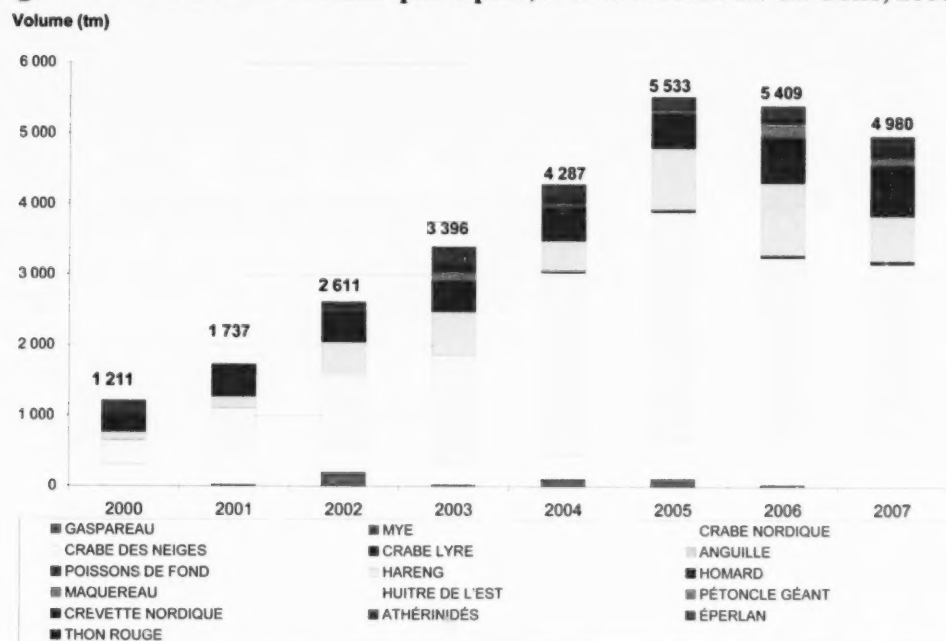
Pour donner suite à l'arrêt Marshall, Pêches et Océans Canada a entrepris de négocier des ententes de pêche provisoires offrant aux Premières nations la possibilité de réussir dans le secteur de la pêche commerciale.¹⁸

Pour ce qui est du nombre de licences détenues par les Premières nations, il est important de faire la distinction entre les permis de *pêche communautaires aux fins alimentaires, sociales et cérémonielles* (tel qu'accordé par l'arrêt Sparrow) et les permis de pêche commerciale communautaire qui prévoient la vente du poisson.

Suite à l'arrêt Marshall, on a accordé aux Premières nations un meilleur accès à la pêche commerciale. Rappelons que certaines réserves détenaient déjà des permis de pêche commerciale communautaire avant l'arrêt Marshall. Suite à ce jugement, Pêches et Océans Canada a établi un programme de rachat afin d'offrir aux peuples autochtones un meilleur accès encore. Le prochain graphique indique les débarquements découlant de permis de pêche commerciale communautaire.

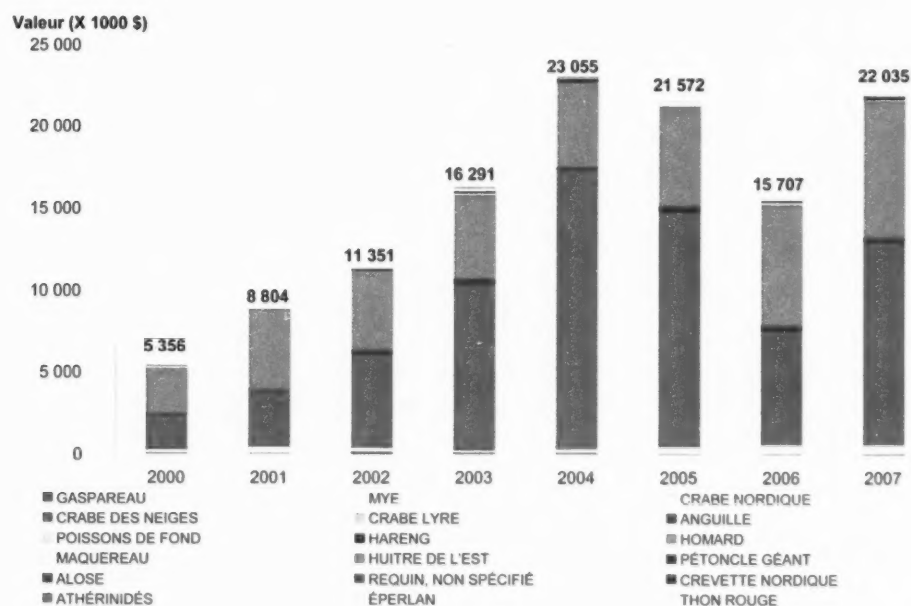
¹⁸ http://www.dfo-mpo.gc.ca/communic/Marshall/Fish_Agreement/index_e.htm

Figure 23: Ventilation du volume par espèce, Premières Nations du Golfe, 2000 à 2007p



Source : Direction des politiques et des études économiques, MPO-Région du Golfe

Figure 24: Ventilation de la valeur selon l'espèce, Premières Nations du Golfe, 2000 à 2007p



Source : Direction des politiques et des études économiques, MPO-Région du Golfe

Comme en témoigne la Figure 23, les revenus des groupes de pêcheurs autochtones proviennent surtout du homard et du crabe des neiges (38 % et 57 % respectivement). Les autres espèces de valeur sont : le crabe commun, la crevette, le hareng, le thon rouge et le maquereau.

3.2.1.7 Transformation

En 2008, la Région du Golfe a mené une étude afin d'établir la courbe du secteur de la transformation de la Région du Golfe pour 2008. À cette fin, nous avons amassé de l'information, dans 108 usines de transformation de la Région du Golfe, sur le nombre d'employés par usine et par espèce. Le tableau ci-dessous dresse la courbe de la Région du Golfe pour 2008.

Tableau 20 : Nombre d'usines et d'employés, Région du Golfe, 2008

Nombre d'usines et d'employés par espèce principale de l'industrie de la transformation du poisson de la Région du Golfe		
Espèces	Nombre d'usines de transformation	Nombre maximum d'employés par espèce
Poissons de fond	4	56
Pélagiques et estuariens		
Hareng	42	2 495
Maquereau	7	116
Mollusques et crustacés		
Homard	48	4 406
Crabe des neiges	16	2 177
Crabe commun	9	640
Crevettes	3	136
Huitres	19	161
Moules	11	180
Pétoncles	5	47
Total – Golfe	112	8 325

Note 1 : Le nombre total d'usines et celui des employés ne concordera pas nécessairement puisque les employés de certaines usines transforment plus d'une espèce à l'intérieure de la même usine.

Note 2 : Le tableau ci-dessus reflète les résultats d'une enquête menée en 2008 auprès des usines de transformation.

Source : Direction des politiques et des études économiques, Région du Golfe, MPO, Moncton (dernière révision : mai 2009)

Comme en témoigne la Figure 23, les revenus des groupes de pêcheurs autochtones proviennent surtout du homard et du crabe des neiges (38 % et 57 % respectivement). Les autres espèces de valeur sont : le crabe commun, la crevette, le hareng, le thon rouge et le maquereau.

3.2.1.7 Transformation

En 2008, la Région du Golfe a mené une étude afin d'établir la courbe du secteur de la transformation de la Région du Golfe pour 2008. À cette fin, nous avons amassé de l'information, dans 108 usines de transformation de la Région du Golfe, sur le nombre d'employés par usine et par espèce. Le tableau ci-dessous dresse la courbe de la Région du Golfe pour 2008.

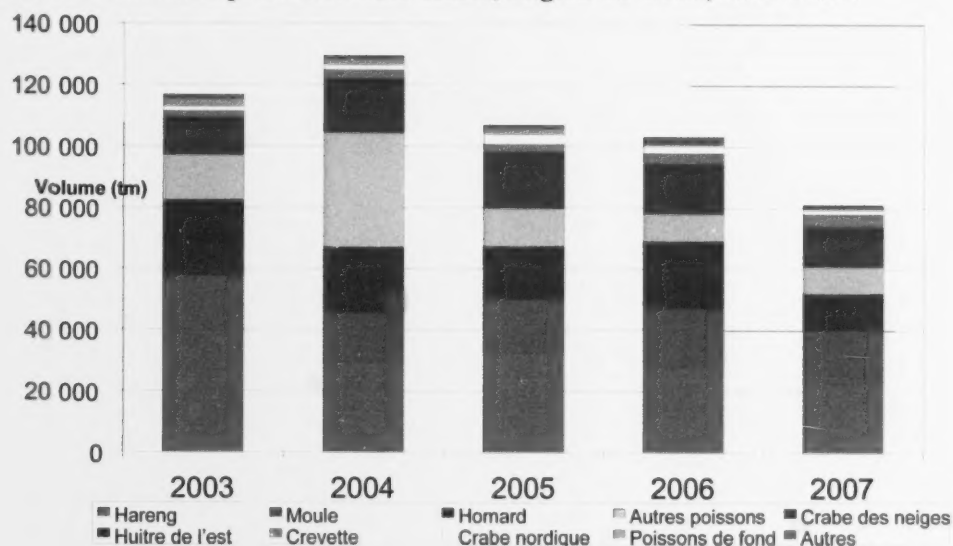
Tableau 20 : Nombre d'usines et d'employés, Région du Golfe, 2008



Dans la Région du Golfe, les produits les plus importants en matière de volume en 2007 étaient dérivés du hareng, de moules, du homard, d'autres poissons à nageoires (tous sauf le hareng)

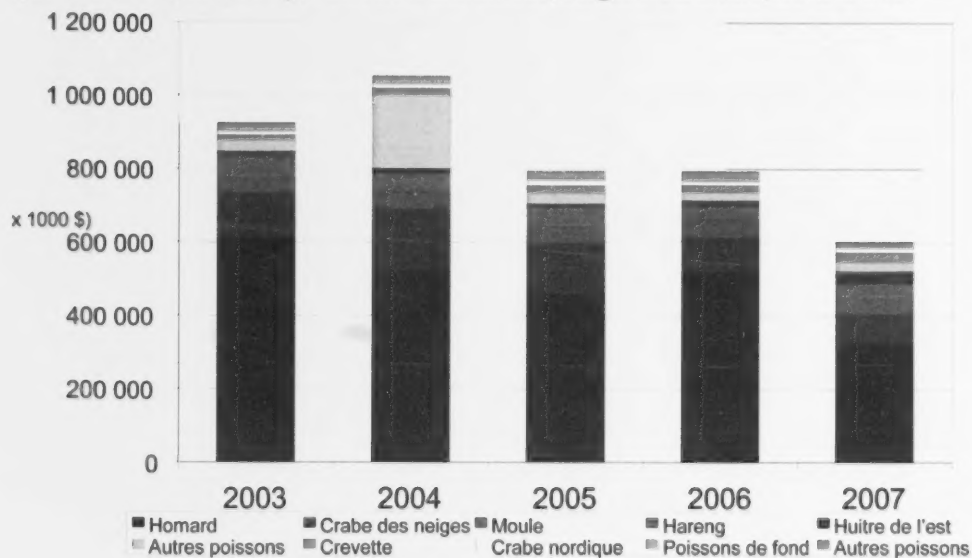
et du crabe des neiges. Le volume total se montait à 81 012 t. Les espèces importantes en termes de valeur étaient le homard, le crabe des neiges, la moule et l'huître. La valeur totale atteignait les 598 582 000 \$.

Figure 25: Volume de production des usines, Région du Golfe, 2003 à 2007



Source : Données relatives à la production des usines, MPO-Région du Golfe

Figure 26: Valeur de la production des usines, Région du Golfe, 2003 à 2007

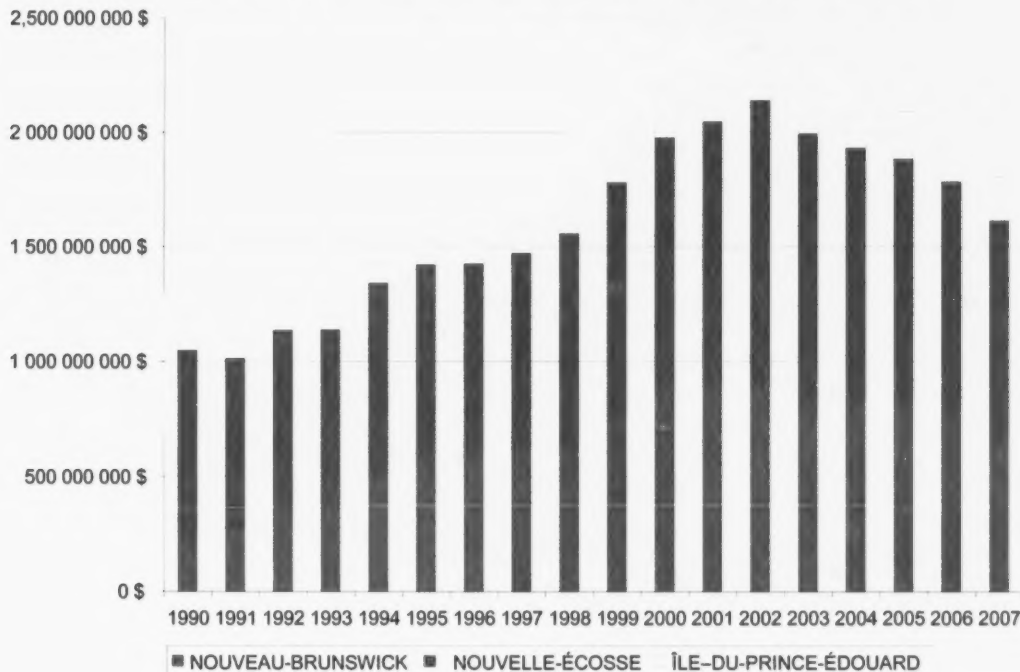


Source : Données relatives à la production des usines MPO Région du Golfe

3.2.1.8 Exportations

Les données sur les exportations ne sont disponibles que sur une base provinciale ; le prochain graphique indiquera donc les exportations par province, de 1990 à 2007p. La plupart des exportations proviennent du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. En 2007p, sur un total de 1 802 millions de dollars d'exportations pour les provinces Maritimes, 52 % provenaient de la Nouvelle-Écosse, 37 % du Nouveau-Brunswick et 11 % de l'Île-du-Prince-Édouard. La Région du Golfe exporte surtout le homard, le crabe des neiges et le hareng. En ce qui concerne la valeur en 2007p, 70 % des exportations des Maritimes étaient expédiées aux États-Unis, 6 % au Japon et 3 % chacun au Danemark et en France.

Figure27: Ventilation de la valeur des exportations par province, 1990 à 2007p



Source : Pêches et Océans Canada, Division de la statistique, Ottawa

3.2.1.9 Tendances en transformation, importations et exportations

Vu l'importance des exportations, l'industrie se doit de connaître en détail les préférences des consommateurs des divers marchés. Cette industrie est très sensible aux fluctuations, surtout dans le cas de produits haut de gamme comme le homard et le crabe des neiges. Si l'économie d'un certain marché ralentit, la demande y fléchira également. De même, les fluctuations du taux de change des dollars américain et canadien ont de sérieuses répercussions étant donné le pourcentage élevé des exportations des provinces Maritimes à destination des États-Unis. Les fluctuations de l'euro et du yen entraînent également de lourdes conséquences. Les

industries qui vendent beaucoup sur les marchés extérieurs verront leur flexibilité affectée assez rapidement, de façon positive ou négative, lors de fluctuations des taux de change.

Les entreprises doivent s'adapter aux modifications apportées à l'économie, c.-à-d. faire face au libre-échange et à la mondialisation de l'économie. Elles doivent également adopter les technologies de pointe, dans la mesure du possible, pour maintenir leur concurrentialité. Somme toute, la mondialisation présente à l'industrie de nouvelles possibilités, augmentant toutefois le niveau de compétitivité et le nombre de règlements relatifs au commerce (p.ex. : emballage, format, description de la production, traçabilité, certification, etc.).

3.3 Aquaculture

3.3.1 Contexte

L'industrie aquacole de la Région du Golfe est solide et dynamique et contribue pour une part considérable à une économie diversifiée. Cette industrie, quasi inexistante il y a dix ans, a connu une croissance relativement rapide grâce aux innovations technologiques et à la demande croissante en fruits de mer. L'épuisement d'un nombre croissant d'espèces d'importance commerciale a pour effet de stimuler l'industrie aquacole.

3.3.2 Gouvernance/Gouvernement

L'industrie est règlementée par les lois fédérales et provinciales dont : la *Loi sur les pêches*, la *Loi sur les océans*, la *Loi sur l'inspection du poisson*, la *Loi sur la protection des eaux navigables*, la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, ainsi que diverses lois provinciales (voir la section Gouvernance). Ces lois exigent qu'on obtienne un bail ou un permis pour opérer toute installation aquacole. Pêches et Océans Canada tient lieu d'autorité à l'Île-du-Prince-Édouard alors que les autres provinces de la Région du Golfe accordent elles-mêmes leurs baux et permis aquacoles. C'est que vers la fin des années 80, le gouvernement du Canada, les quatre provinces de l'Atlantique et le Québec ont signé un protocole d'entente (PE) transférant de ce fait l'autorité focale aux provinces en matière de développement de l'aquaculture. Les autorités focales mettent en œuvre leurs propres lois sur le développement de l'aquaculture et coordonnent les baux et permis, y compris les autorisations d'autres provinces et d'organismes fédéraux.¹⁹

Dans la Région du Golfe, on a établi un certain nombre d'associations et de comités, gouvernementaux et non-gouvernementaux, axés sur le développement stratégique de l'industrie et l'implantation de normes de pratique.

¹⁹ Cook, R.H. et F.J. Simpson, 1995. Roles of Government Agencies in Aquaculture Development in Atlantic Canada : Regulations and Incentives. (« Le rôle des organismes gouvernementaux dans le développement de l'aquaculture au Canada atlantique ») In Boghen (ed.), Cold Water Aquaculture in Atlantic Canada (« Aquaculture en eaux froides au Canada atlantique »). Institut Canadien de recherche sur le développement régional, Université de Moncton, pp. 506-536.

Tableau 21 : Comités et associations d'aquaculture.

Province	Comités et associations d'aquaculture
Région du Golfe	Comité de coordination de l'aquaculture de la Région du Golfe ; Comité du Programme d'innovation en aquaculture et d'accès au marché, des régions du Golfe et des Maritimes ; Comité du Programme coopératif de recherche et développement en aquaculture
Nouveau-Brunswick	Comité des introductions et des transferts du N.-B. ; Comité de gestion du PE Canada N.-B. en Aquaculture ; Comité de développement de la truite et de l'eau douce ; Comité de développement des mollusques et crustacés, Sous-comité de recherche et développement des mollusques et crustacés ; Comité de coordination sur l'environnement et la conchyliculture ; Comité de développement des poissons de mer ; Comité de coordination sur l'environnement et l'aquaculture des poissons de mer ; Comité consultatif sur la santé du poisson et la biosécurité ; Groupe de travail sur les mollusques du N.-B. (actuellement inactif)
Nouvelle-Écosse	Comité de gestion du PE Canada-N.-É. en Aquaculture ; Groupe de travail sur les mollusques de la zone Golfe –N.-É. (réactivé au printemps 2009), Comité du fonds de développement de la N.-É.
Île-du-Prince-Édouard	Comité des introductions et des transferts de l'I.-P.-É. ; Comité des espèces aquatiques envahissantes de l'I.-P.-É. ; Introductions et transferts – souscomité des tuniciers ; Comité de révision des concessions aquacoles de l'I.-P.-É. ; Conseil de gestion des baux de l'I.-P.-É. ; Comité de gestion du PE Canada-I.-P.-É. sur le développement de l'aquaculture

3.3.3 Tendances

La Région du Golfe compte 1 687 sites aquacoles actifs (2008). L'Île-du-Prince-Édouard est la plus active en matière d'aquaculture : environ 1 100 sites¹⁶ répartis dans presque toutes les baies et tous les estuaires. Au Nouveau-Brunswick, 70 % des sites sont situés entre la baie de Caraquet et la baie de Miramichi, le long de la côte nord-est de la province.²⁰ En Nouvelle-Écosse, les activités aquacoles ont lieu le long de la côte nord, de Pugwash à Baie St-Georges.²¹

²⁰ Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, Ministère des Pêches et Océans, Direction des pêches et de l'aquaculture (Division de l'aquaculture et de la pêche récréative).

Tableau 22 : Sites actifs d'aquaculture de mollusques et de poissons, Golfe du St-Laurent

Province	Mollusques et crustacés	Poissons	Tous les sites
Golfe – N.-B.	540	0	540
Golfe – N.-É.	43	10	53
I.-P.-É.	1 094	0	1 094
Total	1 677	10	1 687

3.3.4 Mollusques et crustacés

Tableau 23 : Sites de conchyliculture licenciés, par province*

Province	Moule bleue	Huitre	Pétoncle géant	Pétoncle de baie	Palourde américaine	Mollusques (mye, mactre d'Amérique, couteau)	Oursin	Total
Golfe – N.-B.	29	535	43	12	94	113	1	769
Golfe – N.-É.	6	32	0	4	18	3		65
I.-P.-É.	286	703	5	-	54	31	--	1 095
Total	321	1 270	48	16	166	147	1	1 929

*Plusieurs sites aquacoles élèvent plus d'une espèce et pourraient être pris en compte dans plus d'une colonne du tableau.

3.3.5 Production et valeur

On présente ci-dessous les données des trois Provinces Maritimes sur la production et la valeur en 1997, 2002 et 2007. Comme ces données n'étaient disponibles que pour chacune des provinces dans son ensemble, on n'a pas pu extraire de données pour la Région du Golfe elle-même. Lorsque de nouvelles espèces sont introduites à l'industrie de l'aquaculture, elles ne sont produites que dans quelques opérations ou encore dans des opérations simples. On regroupe souvent les données sur la production et la valeur de plusieurs espèces secondaires pour fin de confidentialité.

L'industrie aquacole du Nouveau-Brunswick est orientée principalement sur quatre espèces ; le saumon, la truite, l'huitre et la moule bleue. Le saumon, toujours en tête pour ce qui est de la valeur et de la production, jouit d'une grande avance sur les autres espèces et l'écart ne cesse de s'élargir. Cependant, le Nouveau-Brunswick ne compte aucune ferme salmonicole à l'intérieur de la Région du Golfe à cause des glaces hivernales. L'huitre et la moule bleue constituent les plus importantes espèces aquacoles à l'intérieur de la Région du Golfe au Nouveau-Brunswick. La production ostréicole a bondi de plus de 1300 % de 1997 à 2007. Entretemps, la production de moules bleues a triplé au cours de la même période, mais a pris un recul par rapport au sommet atteint en 2002. La valeur de la moule bleue augmente plus rapidement que sa production en tonnes. C'est que la demande augmente et/ou qu'on concentre sur des moules bleues de meilleure qualité.

Tableau 24: Production et valeur aquacoles au Nouveau-Brunswick; 1997, 2002 et 2007

Espèce	Donnée	Année			% var. 1997 à 2007
		1997	2002	2007	
Saumon	Production (tonnes)	18 585	38 900	39 000	109,8
	Valeur (x 1000 \$)	139 016	194 500	288 210	107,3
Truite	Production (tonnes)	550	550	300	-45,5
	Valeur (x 1000 \$)	6 000	6 100	3 000	-50,0
Huitre	Production (tonnes)	265	1 235	3 900	1371,7
	Valeur (x 1000 \$)	567	1 173	4 100	623,1
Moule bleue	Production (tonnes)	137	637	550	301,5
	Valeur (x 1000 \$)	108	801	600	455,6
Autres espèces	Production (tonnes)	0	0	0	-
	Valeur (x 1000 \$)	0	0	0	-
Somme de la production (tonnes)		19 537	41 322	43 750	123,9
Somme de la valeur (x 1000 \$)		145 691	202 574	295 910	103,1

Source : StatCan, catalogue No. 23-222-X

En Nouvelle-Écosse, l'industrie aquacole croît rapidement pour toutes les espèces, sauf l'huitre. La production et la valeur du saumon, de la truite et de la moule bleue augmentent considérablement. De toute évidence, la catégorie **Autres espèces** focalise sur les espèces de valeur élevée puisque la production en tonnes recule de 27 % de 1997 à 2007 alors que la valeur augmente de 205 % durant de cette période.

Tableau 25: Production et valeur aquacoles en Nouvelle-Écosse; 1997, 2002 et 2007

Espèce	Données	Year			% var. 1997 à 2007
		1997	2002	2007	
Saumon	Production (tonnes)	1 112	1 951	6 936	523,7
	Valeur (x 1000 \$)	6 356	12 504	39 209	516,9
Truite	Production (tonnes)	33	0	118	257,6
	Valeur (x 1000 \$)	164	0	1 084	561,0
Huitre	Production (tonnes)	288	349	199	-30,9
	Valeur (x 1000 \$)	1 030	1 076	821	-20,3
Moule bleue	Production (tonnes)	577	1 073	2 476	329,1
	Valeur (x 1000 \$)	819	2 288	3 461	322,6
Autres espèces	Production (tonnes)	621	824	452	-27,2
	Valeur (x 1000 \$)	2 758	3 767	8 414	205,1
Somme de la production (tonnes)		2 631	4 197	10 181	287,0
Somme de la valeur (x 1000 \$)		11 127	19 635	52 989	376,2

Source : StatCan, catalogue No. 23-222-X

L'industrie aquacole de l'Île-du-Prince-Édouard n'inclut pas encore le saumon, ni la truite. Jusqu'à maintenant, on s'est concentré sur les mollusques et crustacés et la croissance est

forte dans l'ensemble, malgré le ralentissement de 2002 à 2007 relativement à la période de 1997 à 2002. À l'instar de celle de la Nouvelle-Écosse, la catégorie **Autres espèces** de l'I.-P.-É. augmente en valeur alors que son poids de production diminue. On se serait, encore ici, orienté davantage vers les espèces de meilleure qualité et de plus grande valeur.

Tableau 26 : Production et valeur aquacoles à l'Île-du-Prince-Édouard ; 1997, 2002 et 2007

Espèce	Données	Année			% var. 1997 à 2007
		1997	2002	2007	
Saumon	Production (tonnes)	0	0	0	-
	Valeur (x 1000 \$)	0	0	0	-
Truite	Production (tonnes)	0	0	0	-
	Valeur (x 1000 \$)	0	0	0	-
Huitre	Production (tonnes)	1 428	2 736	2 812	96,9
	Valeur (x 1000 \$)	3 181	5 727	6 700	110,6
Moule bleue	Production (tonnes)	9 974	16 785	17 052	71,0
	Valeur (x 1000 \$)	12 096	22 202	21 800	80,2
Autres espèces	Production (tonnes)	94	33	14	-85,1
	Valeur (x 1000 \$)	851	892	1 700	99,8
Somme de la production (tonnes)		11 496	19 554	19 878	72,9
Somme de la valeur (x 1000 \$)		16 128	28 821	30 200	87,3

Source : StatCan, catalogue No. 23-222-X.

En 2007, les exploitations aquacoles de l'ensemble des provinces de la Région du Golfe ont débarqué 73 809 tonnes de produits, pour une valeur de près de 380 millions de dollars. La majeure partie de la production des provinces Maritimes provenait des sites d'engraissement du saumon et de la truite, situés en majorité à l'extérieur de la Région du Golfe. Mollusques et crustacés (principalement la moule et l'huitre) constituaient près de 10 % de la valeur de la production aquacole. Les zones de production sont pour la plupart concentrées à l'Île-du-Prince-Édouard et dans l'est du N.-B.

Tableau 27 : Production et valeur aquacoles des provinces Maritimes ; 1997, 2002 et 2007

Espèce	Données	Année			% var. 1997 à 2007
		1997	2002	2007	
Saumon	Production (tonnes)	19 697	40 851	45 936	133,2
	Valeur (x 1000 \$)	145 372	207 004	327 419	125,2
Truite	Production (tonnes)	583	550	418	-28,3
	Valeur (x 1000 \$)	6 164	6 100	4 084	-33,7
Huitre	Production (tonnes)	1 981	4 320	6 911	248,9
	Valeur (x 1000 \$)	4 778	7 976	11 621	143,2
Moule bleue	Production (tonnes)	10 688	18 495	20 078	87,9
	Valeur (x 1000 \$)	13 023	25 291	25 861	98,6
Autres	Production (tonnes)	715	857	466	-34,8

espèces	Valeur (x 1000 \$)	3 609	4 659	10 114	180,2
Somme de la production (tonnes)		33 664	65 073	73 809	119,3
Somme de la valeur (x 1000 \$)		172 946	251 030	379 099	119,2

Source : StatCan, catalogue No. 23-222-X.

3.3.6 Perspectives

Il semble que l'avenir de l'industrie soit prometteur pourvu qu'on y investisse fortement en recherche et développement technologiques. L'industrie devra s'efforcer de mieux comprendre et contrôler d'éventuels impacts environnementaux (les espèces envahissantes, par exemple) en plus d'apprendre à coexister avec les autres usages humains de l'environnement marin.

Dans son Budget 2008, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il investirait 70 millions de dollars sur cinq ans dans le but d'instaurer les conditions menant à une industrie aquacole canadienne qui soit prospère et durable. Le Programme d'aquaculture durable du MPO s'appuie sur quatre piliers : la gouvernance et la réforme réglementaire; la recherche axée sur la réglementation ; l'innovation ; la certification et l'accès au marché.

Les dernières subventions et contributions au Programme d'innovation en aquaculture et d'accès au marché (PIAAM) se montent à 23,5 millions de dollars répartis sur les cinq prochaines années. Ces argents visent les projets d'innovation et d'accès au marché qui contribuent à un ou plusieurs des objectifs suivants : une production durable accrue, une diversification accrue et la promotion de technologies écologiques (vertes). On a approuvé, au cours de l'exercice financier de 2008 à 2009, six projets d'une valeur totale de 2,12 millions de dollars dont 36 % provenaient du PIAAM et 64 % de partenaires provinciaux ou privés, ou encore d'autres partenaires fédéraux.

3.4 Transport maritime

3.4.1 Trafic

La région du Golfe a un port principal, qui est situé à Charlottetown, Î.-P.-É. Toutefois, la grande majorité du trafic maritime dans notre région se dirige vers le fleuve St.-Laurent pour la distribution de cargaisons aux principaux centres urbains le long de la voie maritime du St.-Laurent.²²

Il y a deux services de traversier, la liaison entre Wood Islands, Î.-P.-É. et Caribou, N.-É. NFL Ferries offre jusqu'à 9 départs par jour de chaque côté transportant approximativement 475,000 passagers par année.²³

3.4.2 Pollution

Sous l'égide de la Loi sur la marine marchande du Canada, des règlements sur le contrôle et la gestion de l'eau de ballast sont en train d'être créés pour aborder le problème de plus en plus répandu d'espèces aquatiques pouvant être transportées par les eaux de lestage des navires,

incluant des bactéries et d'autres microbes, microalgues et diverses plantes et espèces d'animaux aquatiques à différents stades de leur cycle de vie. Les navires voyageant dans les eaux canadiennes transportent des tonnes d'eau de ballast chaque année, rendant le Canada vulnérable à l'introduction d'espèces non indigènes à même les eaux de ballast qui sont évacuées.²⁴

En vertu des Lignes directrices facultatives canadiennes courantes, tous les navires qui pénètrent dans les eaux canadiennes doivent changer leur eau de ballast à l'extérieur de la Zone économique exclusive. Si le changement au large n'est pas possible pour des raisons sécuritaires, comme une grosse mer ou des tempêtes, les lignes directrices canadiennes courantes et les règlements proposés permettraient un changement d'eau dans une zone alternative située au large des côtes est et ouest et de façon saisonnière dans le chenal laurentien du golfe du Saint-Laurent.²⁶

3.5 Activités touristiques et de loisir

La situation géographique de la région du Golfe offre des possibilités d'activités reposant sur le tourisme et les loisirs. Le fait que la région est située dans un climat froid veut dire que ces possibilités se produisent généralement durant les saisons plus chaudes et ainsi créent des sources saisonnières de revenus et de travail pour ceux qui dépendent de cette industrie.

Les données entourant la pêche sportive ou récréative, les croisières et les voyages touristiques pour les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard sont présentées dans leur intégralité à moins d'indications contraires.

22 Définition de la Voie maritime: <http://www.greatlakes-seaway.com/en/seaway/index.html> 11/03/2009.

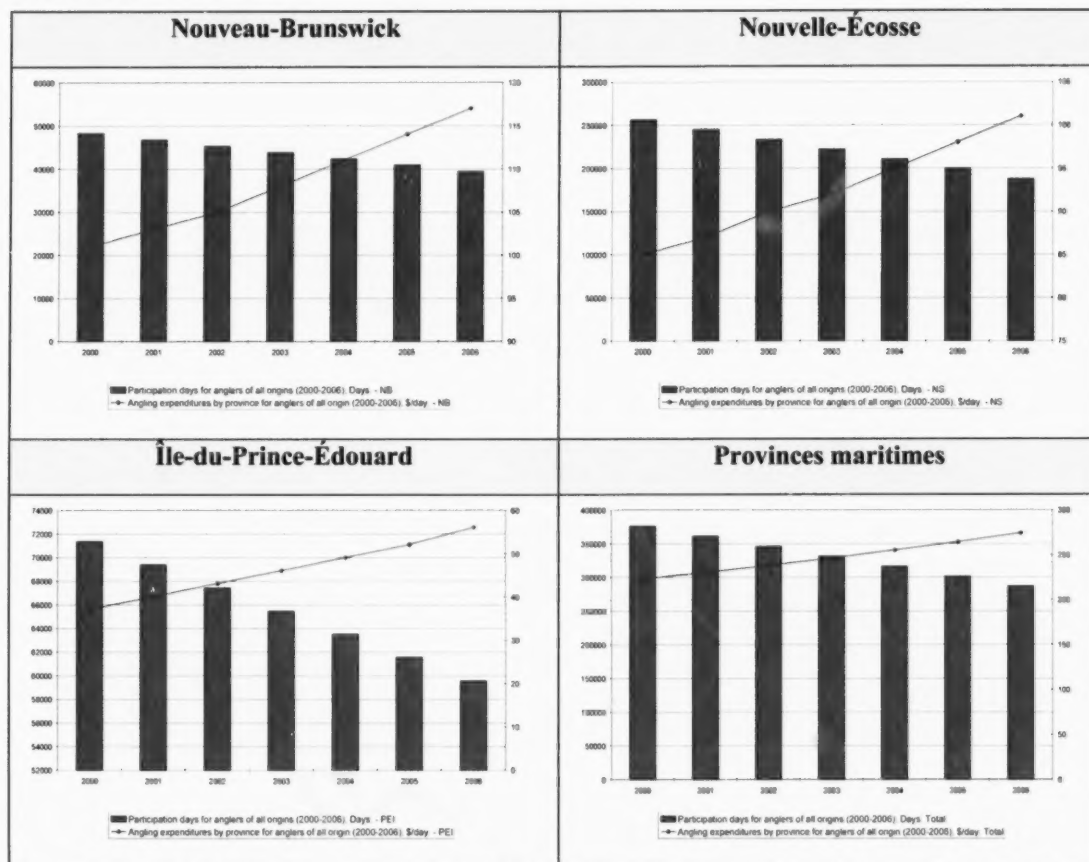
23 Information au sujet de NFL Ferries, <http://www.peiferry.com/francais/the-ship/> 11/03/2009.

24 Transports Canada: <http://www.tc.gc.ca/fra/securitemaritime/epe-environnement-sources-ballast-1722.htm> 18/02/2009.

26 Transports Canada: <http://www.tc.gc.ca/fra/securitemaritime/epe-environnement-ballast-gestion-1963.htm> 18/02/2009.

3.5.1 Pêche récréative

Figure 28: Nombre total de journées de pêche récréative et dépenses totales par journée de pêche récréative



Source: Gardner Pinfold (2009). « Valeur économique des activités liées à la mer au Canada ». Rapport provisoire, Pêches et Océans Canada, Ottawa, janvier 2009.

De 2000 à 2006, les Provinces maritimes ont connu un déclin du nombre total de jours de pêche par les pêcheurs à la ligne, une diminution de 23,8 %, alors que les dépenses totales par jour associées à la pêche récréative ont augmenté de 22,9 %.

- N.-É. : une diminution de 26,8 % des journées de participation avec une augmentation de 18,8 % des dépenses par journée de pêche sportive.
- N.-B. : une diminution de 18,4 % des journées de participation avec une augmentation de 15,8 % des dépenses par journée de pêche sportive.
- Î.-P.-É. : une diminution de 16,4 % des journées de participation avec une augmentation de 51,4 % des dépenses par journée de pêche sportive.

En Nouvelle-Écosse, ceci représente une diminution de 13,3 % des dépenses totales liées à la pêche sportive de 2000 à 2006. Pour la même période, les résultats au Nouveau-Brunswick accusent une diminution de 2,7 % alors que la tendance est inverse à l'Île-du-Prince-Édouard avec une augmentation de 22,9 %. Dans l'ensemble, ceci représente une augmentation de 8,7 % pour l'ensemble des Provinces maritimes.

Pour 2006, le niveau des dépenses par jour à l'Î.-P.-É. était de 52,1 % et 44,6 % sous les niveaux respectifs du N.-B. et de la N.-É. Le facteur principal expliquant cet écart est le coût des permis tel qu'illustré dans le tableau ci-dessous avec comme exemple le droit des permis de pêche au saumon.

Tableau 28 :Droit de pêche saisonnière au saumon

Province	Type	Coût
Île-du-Prince-Édouard¹⁷	Résidant et non résidant (2 étiquettes)	11.30 \$
Nouvelle-Écosse¹⁸	Résidant (4 étiquettes)	38.19 \$
	Non résidant (4 étiquettes)	142.96 \$
Nouveau-Brunswick¹⁹	Résidant (8 étiquettes)	33.90 \$
	Non résidant (8 étiquettes)	158.20 \$

3.5.2 Tourisme généré par les navires de croisière

Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, est le seul port de mer dans la région du Golfe reconnu dans le rapport de BREA²⁶ comme un port de destination pour les croisières. Les données pour le Nouveau-Brunswick et pour la Nouvelle-Écosse sont omises ici parce que les ports fréquentés par les navires de croisière dans ces provinces sont situés exclusivement à l'extérieur de la zone d'étude.

De 1997 à 2007, le Port de mer historique de Charlottetown a accueilli en moyenne 19 navires par année. Le 25 septembre 2007, une nouvelle jetée et un Centre d'accueil des passagers des navires de croisière ont été ouverts au public. Subséquemment, 36 paquebots ont accosté à Charlottetown en 2008 comparativement à 16 en 2007. Ceci représente une augmentation de 202 % du nombre de passagers pour un total de 57 326 en 2008, comparativement à 19 000 en

27 <http://www.gov.pe.ca/photos/original/08fishsummary.pdf>, 26/02/2009.

28 <http://www.gov.ns.ca/fish/sportfishing/angling/09AG06.pdf>, 26/02/2009.

29 <http://app.infoaa.7700.gnb.ca/gnb/Pub/EServices/ListServiceDetails.asp?ServiceID=1115&ReportType=All>, 26/02/2009.

2007²⁷. Présentement, le calendrier pour 2009 prévoit que 41 navires viendront à Charlottetown, ce qui représente une capacité de 63 073 passagers et de 27 844 membres d'équipage.

BREA délimite une région de l'Atlantique qui inclut les ports de Charlottetown, Î.-P.-É., de Saint-Jean, N.-B., d'Halifax et de Sydney, N.-É., de même que ceux de Corner Brook et Saint-Jean, T.-N. BREA estime qu'à n'importe quelle escale approximativement 95 % des passagers débarquent de leur navire et approximativement 60 % de l'équipage débarquent aussi. En 2007, les dépenses moyennes calculées par BREA étaient de 60.68 \$ par passager²⁸ et 41.80 \$ par membre d'équipage, ce qui représente approximativement 3,3 millions de dollars de dépenses-passagers et 736 000 dollars de dépenses effectuées par les membres d'équipage²⁹.

3.5.3 Le tourisme lié à la mer, excluant les croisières et la pêche récréative

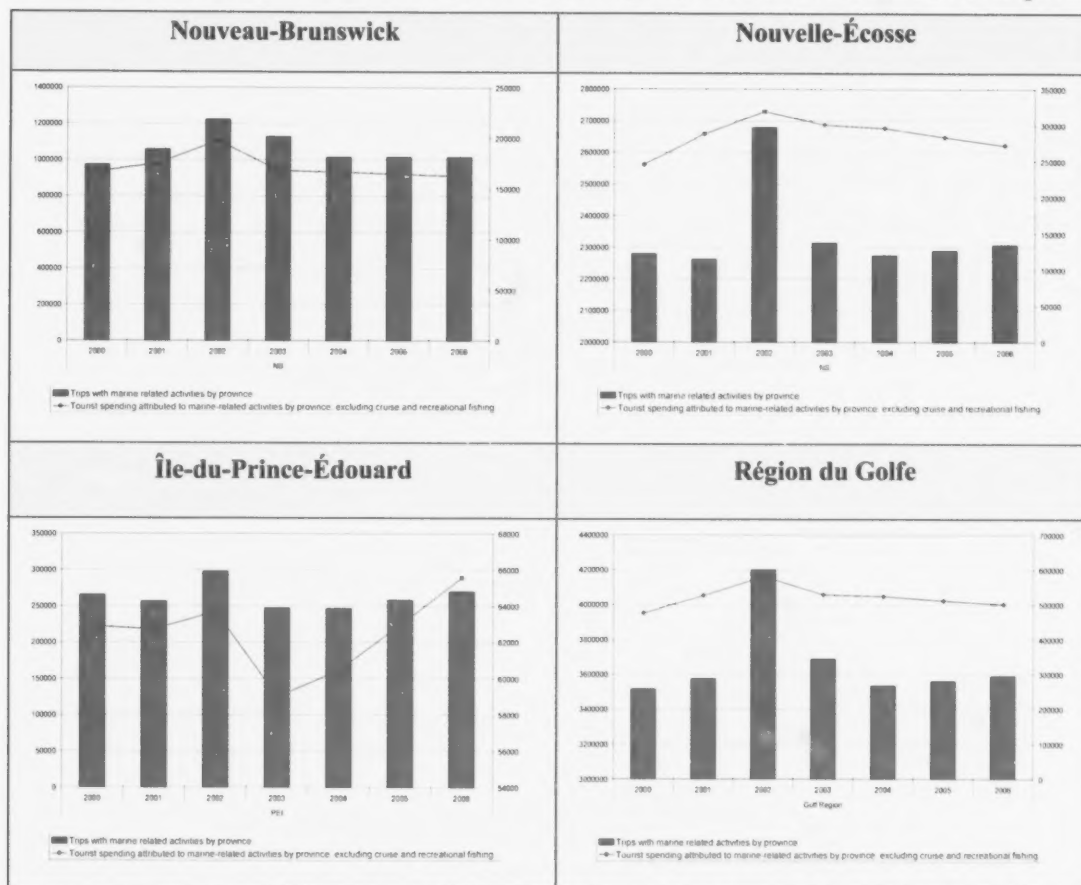
Les graphes ci-dessous ont une chose en commun, une augmentation du nombre de voyages comprenant des activités liées à la mer en 2002. L'illustration représentant la région du Golfe dans son ensemble reflète cette augmentation au même titre que l'importance relative de la contribution néo-écossaise puisqu'elle suit de près le graphique de la Nouvelle-Écosse. Les quatre années suivantes, les chiffres sont revenus à ceux connus en 2000 et 2001.

Les trois dernières années abordées dans ces graphes suggèrent un schéma de croissance modéré émergeant du nombre d'excursions. Entre-temps, les dépenses diminuent dans toutes les provinces à l'exception de l'Î.-P.-É., qui a bénéficié d'une croissance annuelle moyenne de 3,6 % de 2003 à 2006.

³²Note : Gardner-Pinfold estimait à 67 \$ les dépenses par passager pour selon les conclusions de BREA, donc la moyenne atlantique de 60.68 \$ pour les dépenses par passager pourrait bien être minimale pour l'Î.-P.-É.

³³ Note : Ces chiffres furent calculés en utilisant la moyenne réelle des dépenses par passager et membre d'équipage dans les ports de l'Atlantique en 2007, tels que définis par BREA. 95 % du nombre de passagers rapporté et 60 % des équipages complets des navires qui ont accosté au port en 2008, selon l'Autorité portuaire de Charlottetown, ont été utilisés pour calculer le nombre total.

Figure 29: Nombre d'excursions comprenant des activités liées à la mer et les dépenses des touristes (milliers de dollars) attribuées aux activités nautiques, excluant les croisières et la pêche récréative



Source : Gardner Pinfold (2009). « Valeur économique des activités liées à la mer au Canada ». Rapport provisoire, Pêches et Océans Canada, Ottawa, janvier 2009.

3.6 Énergie

3.6.1 Éolienne, hydro, fossile, nucléaire

Nouvelle-Écosse (NS Power - Emera)

Une centrale de production d'énergie thermique et plusieurs parcs éoliens existent dans le bassin versant du Golfe de N.-É. La centrale thermique est située dans le comté de Pictou. Les parcs éoliens sont situés dans la région de Cumberland-Colchester, le comté de Pictou, les comtés d'Antigonish et d'Inverness au Cap-Breton. Ce secteur est témoin d'une croissance rapide et les installations apparaissent en nombre croissant dans la région, particulièrement dans le golfe de la Nouvelle-Écosse.

Nouveau-Brunswick (NB Power)

Quatre centrales thermiques et deux centrales produisant de l'énergie hydroélectrique sont situées au Nouveau-Brunswick et à l'intérieur du bassin versant du Golfe. Les centrales thermiques sont situées à Dalhousie, à Belledune, à Ste-Rose et à Millbank, alors que les centrales hydroélectriques se trouvent à Nepisiguit Falls et à Sisson.

Île-du-Prince-Édouard (Maritime Electric — Fortis)

À l'Île-du-Prince-Édouard, il y a deux centrales de production d'énergie thermique, une à Charlottetown et une autre à Borden. Il y a aussi 2 parcs éoliens, un près de Tignish, un autre près de Souris. Les centrales thermiques sont gardées en réserve et elles sont utilisées pour remplacer l'énergie achetée au Nouveau-Brunswick, qui est alimentée à l'Île par l'entremise d'une ligne de transmission sous-marine. Presque toute l'énergie consommée à l'Île-du-Prince-Édouard est importée.

Les tableaux suivants montrent la capacité de production d'électricité de chaque province.

Tableau 289: Capacité de production d'électricité

Source	Canada	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Mégawatts-heures				
Industrie et services d'électricité				
Hydro	349 469 015	0	1 019 420	3 730 625
Éolienne et marémotrice	2 466 767	36 249	128 679	0
Thermique	240 072 039	6 251	10 305 730	14 473 995
Vapeur	118 251 518	5 096	10 199 890	8 379 101
Nucléaire	92 418 514	0	0	4 366 463
Combustion interne	3 591 329	32	0	4 897
Turbine à combustion	25 810 678	1 123	105 840	1 723 534
Énergie totale générée	592 007 821	42 500	11 453 829	18 204 620
Pourcentage du total pour le Canada.	100 %	0 %	1,9 %	3,1 %

Source : <http://www.statcan.gc.ca/pub/57-202-x/2006000/5208580-eng.htm>, 12/02/2009.

3.6.1.1 Aperçu

La région du Golfe est à un stade précoce de développement de sa capacité de production d'énergie éolienne. L'appui du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et de la part d'intérêts publics et privés est fort. Développer cette ressource est important pour la région puisque les ressources requises pour l'hydroélectricité sont déjà bien exploitées et l'énergie générée à partir de combustibles fossiles produit des émissions et s'appuie sur des ressources non renouvelables. Le nucléaire est aussi une option.

L'Île-du-Prince-Édouard pourrait profiter grandement de l'énergie éolienne. Actuellement, elle achète la plus grande partie de son électricité de ses voisins et elle n'a pas les ressources naturelles et la topographie nécessaire pour suivre les autres options énergétiques mentionnées ci-dessus.

Le Tableau 30 donne un aperçu de l'élaboration d'initiatives et d'objectifs appuyés par le gouvernement fédéral et de chaque province Maritime en matière d'énergie éolienne. Une liste détaillée des emplacements où l'on produit de l'énergie éolienne pour la région se trouve dans l'Annexe 13.

Tableau 30 : Initiatives fédérales/provinciales en matière d'énergie éolienne³³

Juridiction	Initiative	État actuel
Fédéral	En janvier 2007, le gouvernement fédéral annonce la mise en place du programme écoÉNERGIE pour l'électricité renouvelable en vue d'appuyer le déploiement de 4 000 MW d'énergie renouvelable entre 2007 et 2011.	En raison de la forte demande, il est probable que tout le financement lié au programme sera attribué d'ici la fin de 2009.
Nouveau-Brunswick	NB Power cherche à atteindre une puissance de 400 MW d'énergie éolienne d'ici 2016.	Un contrat portant sur 96 MW d'énergie éolienne a déjà été conclu – il est prévu que des contrats additionnels pour 300 MW seront annoncés au printemps 2008.
Nouvelle-Écosse	Les Normes d'énergie renouvelable (NER) adoptées par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse exigent que 5 % des besoins totaux en électricité proviennent (après 2001) de nouvelles sources d'énergie renouvelables d'ici 2010 et passe à 10 % d'ici 2013.	Approximativement 60 MW d'énergie éolienne ont déjà été installés après – 2001. Pour toute capacité éolienne, les NER exigeront 210 MW de capacité éolienne additionnelle d'ici 2010 et un total de 510 MW de capacité éolienne additionnelle d'ici 2013.
Île-du-Prince-Édouard	L'objectif du gouvernement est de produire 500 MW d'énergie éolienne d'ici 2013.	72 MW d'énergie éolienne sont déjà produits. Le gouvernement explore la possibilité de fournir plus d'énergie éolienne au réseau d'électricité.

Mis à jour en mai 2008

³⁴http://www.canwea.ca/images/uploads/File/Fed_and_provincial_initiatives_may_2008.pdf visité le 09/02/2009.

3.7 Pétrole et gaz

Statistique Canada rapporte séparément les données pour la Nouvelle-Écosse et ceux de la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse. La zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse n'est pas prise en considération dans la discussion entourant le pétrole et le gaz dans la région du Golfe parce que la production dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse se trouve majoritairement dans la région des Maritimes. À noter, toutefois, que Corridor Resources Ltd, d'Halifax, possède un permis d'exploration extracôtière à l'ouest du Cap-Breton. Des relevés sismiques furent effectués dans cette région par la compagnie en 2003 et en 2004.

L'activité liée au pétrole et au gaz dans la région du Golfe est de négligeable à nul. Statistique Canada indique que l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse n'ont aucun puits de pétrole et de gaz exploratoire actif ou en développement, ni des puits similaires ayant été abandonnés ou suspendus en 2005 ou 2006. Entre-temps, le Nouveau-Brunswick avait deux puits exploratoires de gaz naturel en 2005 et aucun en 2006. Cependant, 2006 a vu le développement de 8 puits de gaz alors qu'il n'y en avait aucun l'année précédente. Le Nouveau-Brunswick avait 5 puits exploratoires et 1 puits de développement, abandonnés ou suspendus, en 2005 et aucun en 2006³⁴. Comparativement, le Canada dans son ensemble avait approximativement 5 700 puits exploratoires et 1 600 puits de développement actifs en 2006.

Des fonds sont en train d'être consacrés à l'exploration et au développement. À l'Île-du-Prince-Édouard, 1,8 million de dollars ont été consacrés à l'exploration en 2006 comparativement à 1,6 million en 2005. En Nouvelle-Écosse, 12 millions de dollars ont été investis, principalement dans l'exploration, en 2006 comparativement à 2,1 millions de dollars en 2005. Le centre d'attention penche vers le développement au Nouveau-Brunswick, 2006 a vu un investissement de 88,5 millions de dollars, dont approximativement 73,5 millions ont été dédiés au développement. En 2005, les dépenses au Nouveau-Brunswick totalisaient approximativement 35 millions de dollars, dont approximativement 20 millions étaient pour le développement.

Malgré les investissements sus-mentionnés, la production commercialisable est négligeable et pas assez importante pour être rapporté par Statistique Canada dans la répartition par province de la production commercialisable.³⁵

3.8 Exploitation minière

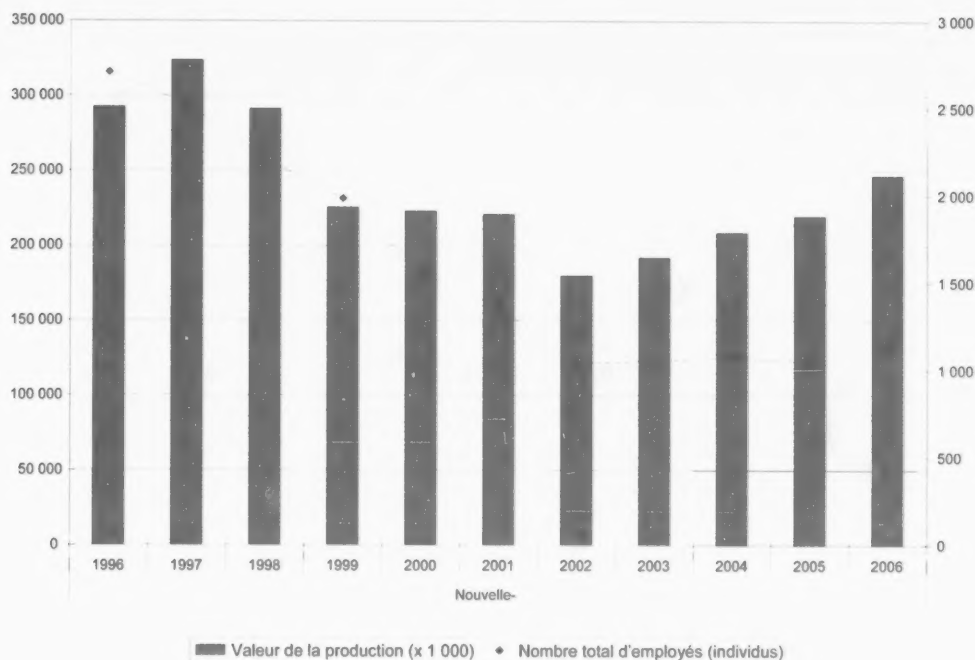
L'exploitation minière au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse a vu une recrudescence générale depuis 2002 avec la croissance de la valeur de leur production et une stabilité en terme d'emplois. Les données pour l'Île-du-Prince-Édouard ne sont pas disponibles à partir de 2002 à cause des exigences de confidentialité de Statistique Canada.

3.8.1 Nouvelle-Écosse

Les 3 principaux minerais extraits des mines en Nouvelle-Écosse sont le gypse, la pierre concassée et le sel, représentant 82,4 % de la Valeur de la production primaire en 2006³⁶. De 1996 à 2002, les emplois et la valeur de la production ont diminué tous les deux dans l'industrie

minière. Depuis 2002, nous pouvons voir une augmentation constante en terme de valeur alors que l'emploi est demeuré stable avec plus de 1 000 emplois.

Figure 30: Valeur de la production et nombre total d'emplois attribués à l'industrie minière en Nouvelle-Écosse

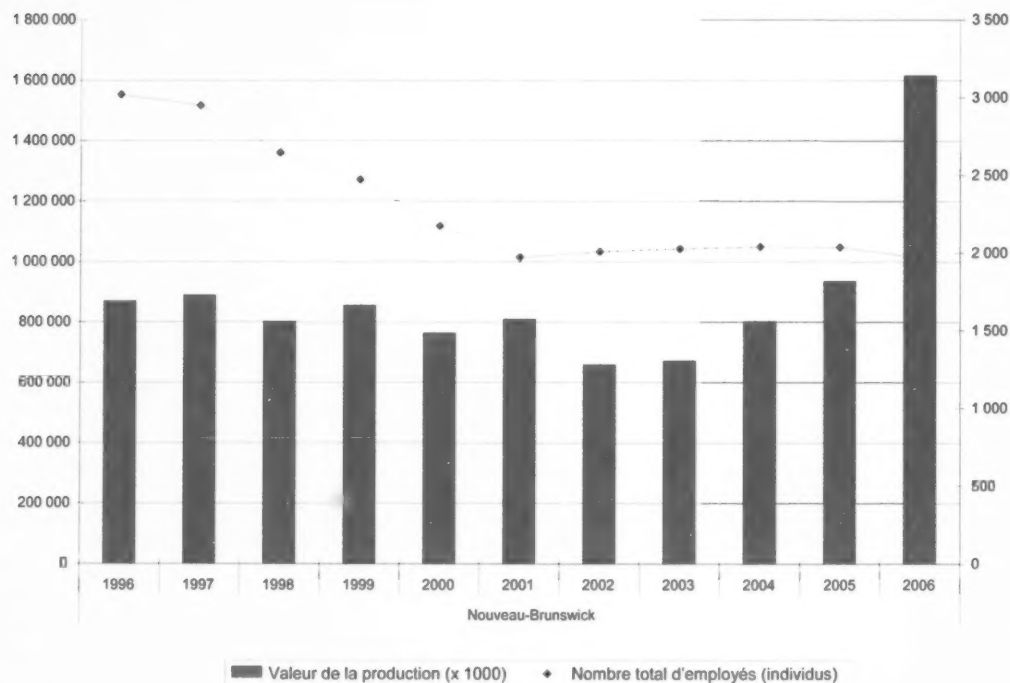


Source : Statcan, Tableau 152-0003

3.8.2 Nouveau-Brunswick

Le Nouveau-Brunswick demeure toujours la province la plus importante parmi les 3 provinces maritimes en terme de valeur de la production et le nombre d'emplois de 1996 à 2006. L'emploi s'est stabilisé depuis 2001 après des compressions constantes durant les 5 années précédentes. La valeur de la production a augmenté annuellement depuis 2002 avec une augmentation anormale de la valeur en 2006 attribuée par l'industrie à l'augmentation dramatique du prix des métaux à travers le monde et à la force du dollar canadien durant cette période. Avant 2002, la valeur de la production était en baisse, passant d'une valeur approximative de 868 millions de dollars en 1996 à 658 millions de dollars en 2002.

Figure 31: Valeur de la production et nombre total d'emplois attribués à l'industrie minière en New Brunswick



Source : Statcan, Tableau 152-0003

³⁵ Statcan, Publication 26-213-X *Oil and Gas Extraction*, Tableau 2.

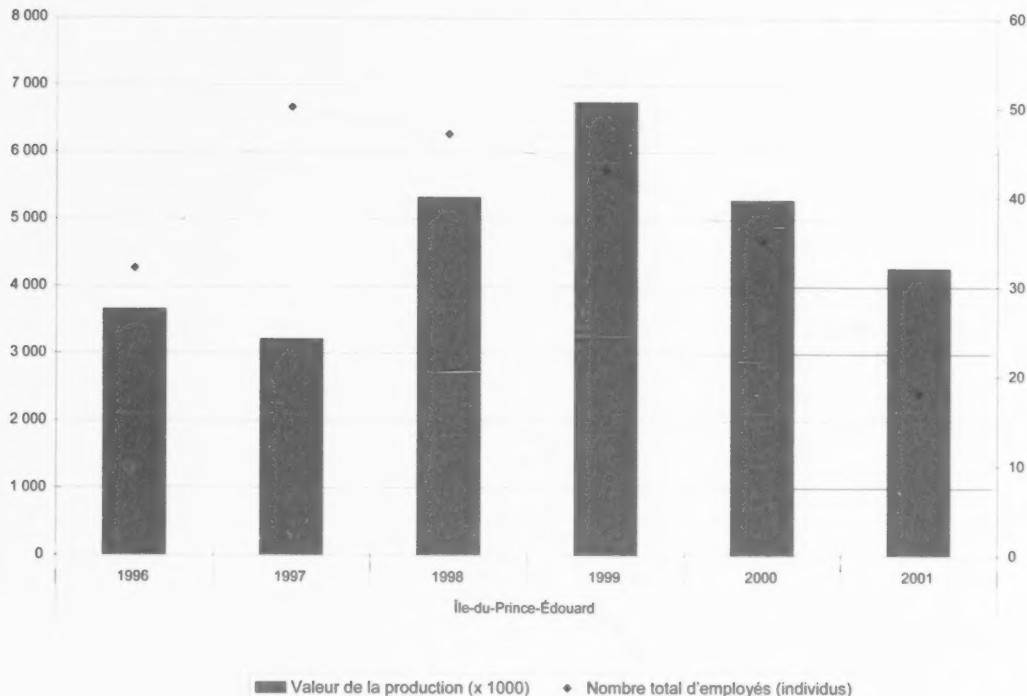
³⁶ Statcan, Publication 26-213-X *Oil and Gas Extraction*, Tableau 5.2.

³⁷ Gardner, M., Pinfold, T. (2008) Impact économique de l'industrie des minéraux en Nouvelle-Écosse, 2006. Prélevé le 12/03/2009 du site www.gov.ns.ca, le site officiel du gouvernement de la Nouvelle-Écosse.
<http://www.gov.ns.ca/natr/meb/pdf/08ofr01/08ofr01.pdf>

3.8.3 Île-du-Prince-Édouard

L'Île-du-Prince-Édouard a une petite industrie minière, ce qui crée des problèmes de confidentialité dans l'acquisition de données. Nous pouvons dire que dans les trois dernières années pour lesquelles nous avons pu obtenir des données la valeur, à la fois, de la production et de l'emploi s'orientait en baisse.

Figure 32 : Valeur de la production et nombre total d'emplois attribués à l'industrie minière de l'Île-du-Prince-Édouard



Source : Statcan, Tableau 152-0003

3.9 Agriculture

3.9.1 Nouvelle-Écosse

Le Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Aquaculture est l'organisme responsable de l'agriculture en Nouvelle-Écosse. Les associations agricoles appuyant les intérêts de l'industrie agricole incluent la Fédération d'agriculture de la Nouvelle-Écosse, l'Association des éleveurs de bovins de la Nouvelle-Écosse et l'Association des producteurs laitiers de la Nouvelle-Écosse. Les divisions de recensement, 10 (Colchester), 11 (Cumberland), 12 (Pictou), 14 (Antigonish) et 15 (Inverness) représentent 36 % de toute la superficie agricole dans la région du Golfe et approximativement 50 % de la superficie agricole de la province³⁸.

³⁸ Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006, données sur les exploitations et les exploitants agricoles, catalogue no 95-629-XWE

La vallée d'Annapolis et le centre de la Nouvelle-Écosse sont les principales régions où se déroulent les activités agricoles, représentant 31 % et 30 % des fermes respectivement. En 2006, Statistique Canada rapportait que la production de fruits, l'élevage de bovins et la production d'arbres de Noël étaient les activités agricoles les plus communes en Nouvelle-Écosse. Les recettes monétaires agricoles de l'industrie agricole de la Nouvelle-Écosse totalisaient 473 millions de dollars en 2006.

Tableau 31 : Nombre et superficie totale des exploitations agricoles à l'intérieur des comtés en Nouvelle-Écosse longeant le Golfe du St-Laurent.

Toponyme (Marque géographique)	Superficie totale des exploitations	
	Fermes déclarantes	Hectares
Nouvelle-Écosse	3 795	403 044
Région agricole 3 (RAR)	1 149	137 903
Comté de Colchester (DR-10)	442	50 600
Comté de Cumberland (DR -11)	553	73 025
Région agricole 4 (RAR)	589	70 344
Comté de Pictou (DR — 12)	273	30 002
Comté de Antigonish (DR – 14)	226	29 024
Région agricole 5 (RAR)	291	32 291
Comté de Inverness (DR – 15)	138	17 971

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006, données sur les exploitations et les exploitants agricoles, catalogue no 95-629-XWE

Les applications de produits sur les terres, ce qui comprend l'irrigation, l'utilisation d'engrais chimiques, d'herbicides, d'insecticides et de fongicides, ont toutes diminué dans l'ensemble de la Nouvelle-Écosse. Les zones d'intérêt pour la région du Golfe, telles que spécifiées dans le Tableau 31, ne reflètent pas la même diminution générale en terme d'application de produits sur les terres. De légères variations, à la fois positives et négatives, sont présentes dans les zones d'intérêt tel que détaillées dans l'Annexe 14. Aucune tendance n'est facilement identifiable quant à l'application de produits sur les terres dans la zone d'intérêt.

3.9.2 Nouveau-Brunswick

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Aquaculture est l'organisme responsable des activités agricoles au Nouveau-Brunswick. Les divisions de recensement, 14 (Restigouche), 15 (Gloucester), 9 (Northumberland), 8 (Kent) et 7 (Westmorland) représentent approximativement 19 % de la superficie agricole en bordure de la région du Golfe et 27 % de la superficie agricole à l'intérieur de la province. Les fermes d'élevage de bovins, les exploitations fruitières (surtout de bleuets) et les fermes laitières sont les opérations agricoles les plus communes à travers la région. Les recettes monétaires agricoles à travers la province totalisaient 459 millions de dollars en 2006.

Tableau 32: Nombre et superficie totale des exploitations agricoles à l'intérieur des comtés au Nouveau-Brunswick longeant le Golfe du St-Laurent

Toponyme (Marque géographique)	Superficie totale des exploitations	
	Fermes déclarantes	Hectares
Nouveau-Brunswick	2 776	395 228
Région agricole 3 (RAR)	633	78 683
Comté de Westmorland (DR-7)	357	46 240
Comté de Kent (DR -8)	163	19 141
Région agricole 4 (RAR)	384	42 854
Comté de Northumberland (DR - 9)	100	10 006
Comté de Restigouche (DR - 14)	92	15 651
Comté de Gloucester (DR - 15)	192	17 197

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006, données sur les exploitations et les exploitants agricoles, catalogue no 95-629-XWE

L'application de produits sur les terres pour la province du Nouveau-Brunswick est généralement demeurée stable de 2001 à 2006. La plus grande fluctuation est une augmentation de l'usage de fongicides avec 30 291 hectares exposés en 2006, comparativement à 26 504 hectares en 2001, ceci avec 34 fermes déclarantes en moins.

Pour les régions agricoles situées le long du Golfe du St-Laurent au Nouveau-Brunswick, divers changements se sont produits en terme d'application de produits sur les terres de 2001 à 2006. Un tableau détaillé peut être consulté à l'Annexe 15. Alors que l'utilisation de l'irrigation, d'engrais chimiques et d'herbicides est demeurée généralement stable avec des augmentations et des diminutions régionales, l'utilisation d'insecticides et de fongicides a généralement augmenté dans la région.

3.9.3 Île-du-Prince-Édouard

Le Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Aquaculture est l'organisme administratif de l'agriculture à l'Île-du-Prince-Édouard. L'Île-du-Prince-Édouard est divisée en trois divisions du recensement de l'agriculture : RAR 1 (comté de Kings), RAR 2 (comté de Queens) et RAR 3 (comté de Prince). L'Île-du-Prince-Édouard a approximativement 250 000 hectares de terres utilisées pour l'agriculture, ce qui équivaut à plus du tiers de la superficie totale de la province. La production de pommes de terre a augmenté à 97 637 acres, ou 23 % de la production végétale totale à l'Î.-P.-É. Il y a approximativement 360 fermes de bovins laitiers/laitières et 90 fermes porcines à travers la province. La production bovine équivaut à 20 % de toutes les fermes, dont les parcs d'engraissement les plus importants sont situés dans la région Kensington –Summerside. D'autres marchandises importantes incluent la production de légumes et de petits fruits. En 2005, les recettes monétaires agricoles de l'industrie agricole de l'Île-du-Prince-Édouard totalisent 380 millions de dollars.

Tableau 33: Nombre et superficie totale des exploitations agricoles à l'intérieur de l'Île-du-Prince-Édouard

Toponyme (Marque géographique)	Superficie totale des exploitations	
	Fermes déclarantes	Hectares
Île-du-Prince-Édouard	1 700	250 859
Région agricole 1 (Comté de Kings)	286	49 773
Région agricole 2 (Comté de Queens)	835	101 475
Région agricole 3 (Comté de Prince)	579	99 611

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006, données sur les exploitations et les exploitants agricoles, catalogue no 95-629-XWE

L'Annexe 16 offre un aperçu détaillé de l'application de produits sur les terres pour l'Île-du-Prince-Édouard et ses régions agricoles. L'Î.-P.-É a augmenté de 140 % le nombre d'hectares irrigués de 2001 à 2006, 1 771 hectares bénéficient maintenant d'irrigation. C'est dans le comté de Prince, le comté de plus à l'ouest de l'Île, qu'on retrouve 84,4 % des terres irriguées de l'Île.

L'usage d'engrais chimiques a augmenté légèrement sur l'ensemble de l'Île de 2001 à 2006. Toutefois, les hectares exposés aux herbicides, aux insecticides et aux fongicides ont tous diminué durant la même période à l'exception de l'usage de fongicides dans la région agricole 2 (comté de Queens).

3.10 Foresterie

L'industrie forestière au Canada Atlantique traverse une période de changement fondamental³⁸. Le coût croissant de l'énergie et la concurrence mondiale sont parmi les défis amenant l'industrie forestière des Maritimes à s'adapter et à changer.

Nous pouvons observer dans le tableau ci-dessous une perte nette de 3 400 emplois dans l'industrie. La perte d'emploi aurait pu être plus importante, n'eût été l'adaptabilité des entreprises et de leurs employés. Leur empressement à transférer à d'autres produits du bois a limité les pertes en présence des changements au niveau de la concurrence mondiale et de la demande du marché.

Tableau 34: Emplois dans l'industrie forestière (en milliers)

Région	Catégorie	Année			Changement du nombre d'emplois (en milliers)
		1997	2002	2007	
N.-B.	Produits forestiers	6,3	4,6	4,4	-1,9
	Produits du bois	5,5	6,7	7,1	1,6
	Pâtes et papiers	6,2	5,2	5	-1,2
N.-É.	Produits forestiers	3,5	3,7	2,5	-1,0
	Produits du bois	2,8	3,6	3,2	0,4
	Pâtes et papiers	4,1	3,4	2,7	-1,4
Î.-P.-É.	Produits forestiers	0,3	0,3	0	-0,3
	Produits du bois	0,3	0,3	0,3	0,0
	Pâtes et papiers	0	0	0,4	0,4

Source : CÉPA²⁰

Étant donné le transfert d'emploi des pâtes et papiers et de la forêt primaire aux produits du bois au Nouveau-Brunswick et la tendance observée des exportations au cours d'une période de 10 ans, de 1997 à 2007, je suggérerais ce qui suit : la stratégie du Nouveau-Brunswick

³⁵ Statcan, Publication 26-213-X *Oil and Gas Extraction*, Tableau 2.

³⁶ Statcan, Publication 26-213-X *Oil and Gas Extraction*, Tableau 5.2.

³⁷ Gardner, M., Pinfold, T. (2008) Economic Impact of the Mineral Industry in Nova Scotia 2006. Retrieved 12/03/2009 from www.gov.ns.ca/natr/meb/pdf/08ofr01/08ofr01.pdf

⁴⁰ Conseil économique des provinces de l'Atlantique (CÉPA) (2008). [« Building Competitiveness in Atlantic Canada's Forest Industries: Strategies for Future Prosperity. »... **ce document n'est pas disponible en français**], (Version électronique).

tourne autour du déplacement de la main-d'œuvre d'opérations moins concurrentielles vers des marchés en émergence.

Le déplacement de la main-d'œuvre en Nouvelle-Écosse ne s'est pas fait avec la même portée; cette province semble plutôt avoir comme stratégie de réduire directement le nombre d'employés. Ceci, conjointement avec la hausse de la valeur des exportations à la fois du papier et d'autres produits du bois, suggère que les compagnies dans cette industrie ont réussi à augmenter leur efficacité.

L'Île-du-Prince-Édouard joue toujours un rôle mineur dans l'industrie forestière avec approximativement 700 personnes employées dans cette industrie en 2007. Le secteur du bois d'œuvre a souffert lors des progrès réalisés dans le secteur du papier et d'autres produits du bois.

Tableau 35: Exportations internationales de produits forestiers (valeur en millions de dollars)

Région	Catégorie	Année			Variation en pourcentage 1997 – 2007
		1997	2002	2007	
N.-B.	Pâte	485,2	499,5	478,5	-1,4 %
	Papier	963,9	966,3	862,5	-10,5 %
	Bois d'œuvre	563,1	536,7	305,7	-45,7 %
	Autre bois	141,1	349,9	200	41,7 %
Total - N.-B.		2 153,3	2 352,4	1 846,7	-14,2 %
N.-É.	Pâte	204,5	189,5	171,1	-16,3 %
	Papier	279,3	540,6	530,3	89,9 %
	Bois d'œuvre	110,7	212,5	131,9	19,2 %
	Autre bois	34,4	79,1	66,6	93,6 %
Total - N.-É.		628,9	1 021,7	899,9	43,1 %
Î.-P.-É.	Pâte	0	0	0,1	-
	Papier	0,6	0,5	0,9	50,0 %
	Bois d'œuvre	11	13,6	3,8	-65,5 %
	Autre bois	0,6	0,6	2,1	250,0 %
Total - Î.-P.-É.		12,2	14,7	6,9	-43,4 %

Source : CÉPA⁴¹

⁴¹ Conseil économique des provinces de l'Atlantique (CÉPA) (2008) [« Building Competitiveness in Atlantic Canada's Forest Industries: Strategies for Future Prosperity », (Version électronique).

3.10.1 Pollution²² (41)

En 1992, le Règlement sur les effluents des fabriques de pâtes et papier (REFPP) sous l'égide de la *Loi sur les pêches* a remplacé un règlement de 1971 sur les pâtes et papiers. L'industrie canadienne des pâtes et papiers avait investi des milliards de dollars dans la recherche et des techniques visant à réduire ses émissions et à améliorer la qualité de ses effluents.

Aujourd'hui, la plupart des usines de pâtes et papiers au Canada sont équipées avec au moins des systèmes de traitement primaires et secondaires. Bien que les usines aient réussi à réduire la toxicité de leurs effluents, les données ESEE montrent que les impacts continuent dans le milieu aquatique.

4.0 Culturel

4.1 Musées

Les musées conservent l'information sur les événements survenus dans la région. Ils peuvent aider à mettre en contexte un endroit, une communauté ou un groupe de personnes. L'histoire d'un peuple et son identité se trouvent dans les musées à travers la région du Golfe permettant d'identifier la fondation culturelle. Les soixante-dix-sept musées qui se trouvent dans la région du Golfe sont identifiés dans l'Annexe 18.

4.2 Sites historiques

Dix lieux historiques nationaux sont situés dans la région du Golfe, dont plusieurs sont rattachés directement à leur environnement marin. Tout comme aujourd'hui, les premiers colons dépendaient largement des ressources marines. Plusieurs lieux historiques dans la région gardent le souvenir des premiers établissements et postes de traite, de même que l'industrie à base marine. L'Annexe 19 comprend une liste de ces lieux historiques.

4.3 Centres d'interprétation

Certains centres d'interprétation font partie d'un parc fédéral ou provincial, ou d'un site patrimonial ou de conservation. Ils ne font pas partie du présent document.

L'Aquarium et Centre marin du Nouveau-Brunswick à Shippagan fait partie de l'Institut de recherche sur les zones côtières (IRZC). Il abrite aussi un aquarium et un musée des pêches.

⁴² Environnement Canada. 2003. L'évaluation nationale des données des études de suivi des effets sur l'environnement des fabriques de pâtes et papiers- Rapport synthèse. Institut national de la recherche sur les eaux, Burlington, Ontario. Série de rapports d'évaluation scientifique de l'INRE, No 2. 28 p. <http://www.ec.gc.ca/esee-eem/2E689B7B-239B-410D-868C-18AFD5C09C67/SynopsisEn.pdf>, 11/03/2009.

L'aquarium met en vedette 100 espèces dans des microhabitats spécialisés et un bassin de manipulation où certaines espèces peuvent être touchées par les visiteurs.

Le Parc historique Metepenagiag⁴² à Red Bank, au Nouveau-Brunswick, montre comment les Mi'kmaq ont vécu sur les rives de la rivière Miramichi durant près de 3 000 ans. Le centre d'interprétation correspond aux sites historiques du Tumulus Augustine et de Oxbow.

Situé dans le comté de Pictou, en Nouvelle-Écosse, la « Landsdowne Outdoor Recreational Development Association » a pour but de permettre, spécifiquement aux aînés et aux personnes handicapées, de profiter du plein air et d'activités comme la pêche sportive et les randonnées pédestres.

L'Aquarium marin de Stanley Bridge, situé près de New London, Î.-P.-É., possède un bassin de manipulation qui permet de toucher certaines des 700 espèces sur place. L'histoire de l'huître de Malpeque et de l'industrie des mollusques et des crustacés est aussi en vedette à cet aquarium.

4.4 Parcs nationaux

Parcs Canada est une agence qui protège plusieurs zones naturelles et culturelles autour du golfe du Saint-Laurent en créant des parcs nationaux. Le Tableau 36 dresse une liste des Parcs nationaux qui se trouvent dans la région du Golfe.

Tableau 36: Parcs nationaux

Nom	Lieu	Traits significatifs	Activité humaine
Parc national du Canada des Hautes-terres-du-Cap-Breton	Dans le nord de l'Île du Cap-Breton, N.-É.	Région côtière, maritime, géologique, culturelle (Acadienne)	Camping, randonnée pédestre, nautisme, kayak
Parc national du Canada Kouchibouguac	Kouchibouguac, N.-B.	Région archéologique, côtière, maritime (2 ^e plus importante colonie de sternes en Amérique du Nord)	Camping, randonnée pédestre, baignade, excursions en bateau, navigation de plaisance, observation d'oiseaux, kayak.
Parc national du Canada de l'Île-du-Prince-Édouard	[De la baie de Tracadie à la baie de New London, Î.-P.-É.]	Région côtière (dunes de sable et plages), maritime.	Camping, baignade, kayak, randonnée pédestre, nautisme, pêche.

Source : Parcs Canada

4.5 Parcs provinciaux

Les parcs et les lieux historiques provinciaux offrent des aires de camping, des plages publiques et des aires de fréquentation diurne. Les gouvernements provinciaux sont les autorités administratives de leurs parcs et de leurs lieux historiques respectifs. Le seul lieu historique provincial est le Lieu historique acadien à Caraquet, au N.-B. L'Annexe 20 dresse une liste des parcs provinciaux et des sites historiques provinciaux dans la région du Golfe.

Tableau 37 : Nombre de parcs et de lieux historiques provinciaux dans chaque province en bordure du golfe du Saint-Laurent.

Province	Parcs provinciaux	Lieux historiques provinciaux
Nouveau-Brunswick ²³	3	1
Nouvelle-Écosse ²⁴	17	0
Île-du-Prince-Édouard ²⁵	28	0
Total	48	1

4.6 Sites de conservation et aires protégées

Les sites de conservation et les aires protégées représentent plus de 10 mille kilomètres carrés de zones marines et côtières à l'intérieur du golfe du Saint-Laurent. Ces régions incluent à la fois les zones désignées nationales (des refuges d'oiseaux migrateurs, des réserves d'espèces sauvages, des rivières du patrimoine) et des zones désignées provinciales (des réserves écologiques, des aires naturelles, des réserves d'espèces sauvages et des réserves intégrales). (Annexe 17; Tableau 38). Basin Head, à l'est de l'Île-du-Prince-Édouard, est la première Aire marine protégée implémentée à l'intérieur du golfe du Saint-Laurent en vertu de la *Loi sur les océans*, alors que deux autres sont proposées dans l'estuaire du Saint-Laurent et la Péninsule de la Manicouagan. Les aires de conservation et les aires protégées longeant le golfe du Saint-Laurent sont administrées par plusieurs niveaux, y compris le fédéral, le provincial et le secteur privé. L'Annexe 17 dresse une liste des aires protégées et des aires de conservation longeant le golfe du Saint-Laurent.

⁴⁴ Government of New Brunswick, The Official Tourism Website of the Province of New Brunswick <http://www.tourismnewbrunswick.ca/en-ca/>

⁴⁵ Government of Nova Scotia, Natural Resources. Nova Scotia's Provincial Parks <http://parks.gov.ns.ca/>

⁴⁶ Government of Prince Edward Island. Info PEI <http://www.gov.pe.ca/visitorsguide/index.php3?number=1010978>

Figure 33: Aires de conservation et aires protégées à l'intérieur des provinces en bordure du golfe du Saint-Laurent

Aires de conservation, aires protégées et réserves écologiques nationales

National Conservation Areas, Protected Areas and Ecological Reserves



Source : Partie D⁴⁷

⁴⁷ Alexander, D. W., Mullins, C.C., Sooley, D.R., Brennan, J.A., Cabana, A-M., Klvan, I., et al. (2006). Gulf of St. Lawrence Ecosystem Overview Report, Part D: Human Systems and Socio-Economic Components., Department of Fisheries and Oceans, internal document.

Tableau 38 : Les aires protégées et de conservation à l'intérieur des provinces en bordure du golfe du Saint-Laurent

Province	Aire de nature sauvage protégée ²⁷	Refuges d'oiseaux migrants ²⁸	Réserve nationale de faune ²⁹	Rivières du patrimoine canadien ³⁰	Total
Nouveau-Brunswick	4	1	2	1	8
Nouvelle-Écosse	4	0	2	1	8
Île-du-Prince-Édouard	0	1	0	2	3
Total	8	2	4	4	19

Source : Partie D³¹

4.7 Communautés autochtones

Plusieurs communautés autochtones situées dans la région du Golfe ont maintenu les traditions transmises par leurs aînés et ils valorisent grandement leur patrimoine. Ils possèdent un rapport unique datant de 3 000 ans avec l'écosystème du Golfe sur lequel leur survie dépendait largement durant presque toute cette période. Certainement, leur présence dans la région du Golfe vient enrichir l'aspect culturel présent ici.

Les Mi'kmaq sont la principale communauté autochtone qu'on trouve dans les Maritimes. Le Tableau 39 dresse une liste des bandes autochtones par endroits.

⁴⁸ Government of Nova Scotia. Wilderness Areas – Wilderness Area Protection Act
<http://www.chebucto.ns.ca/environment/FNSN/protarea.html>

⁴⁹ Environment Canada., Migratory Bird Sanctuaries.; Migratory Bird Sanctuary Regulations.,
<http://collections.ic.gc.ca/sanctuaries/mbsa.htm>

⁵⁰ Environment Canada (Atlantic Region)., <http://www.atl.ec.gc.ca/wildlife/index.html>

⁵¹ The Canadian Heritage Rivers System., <http://www.chrs.ca/>

⁵² Alexander, D. W., Mullins, C.C., Sooley, D.R., Brennan, J.A., Cabana, A-M., Klvana, I., et al. (2006). Gulf of St. Lawrence Ecosystem Overview Report, Part D: Human Systems and Socio-Economic Components., Department of Fisheries and Oceans, internal document.

Tableau 39 :Groupes autochtones vivant en bordure du golfe du St-Laurent et de son estuaire.

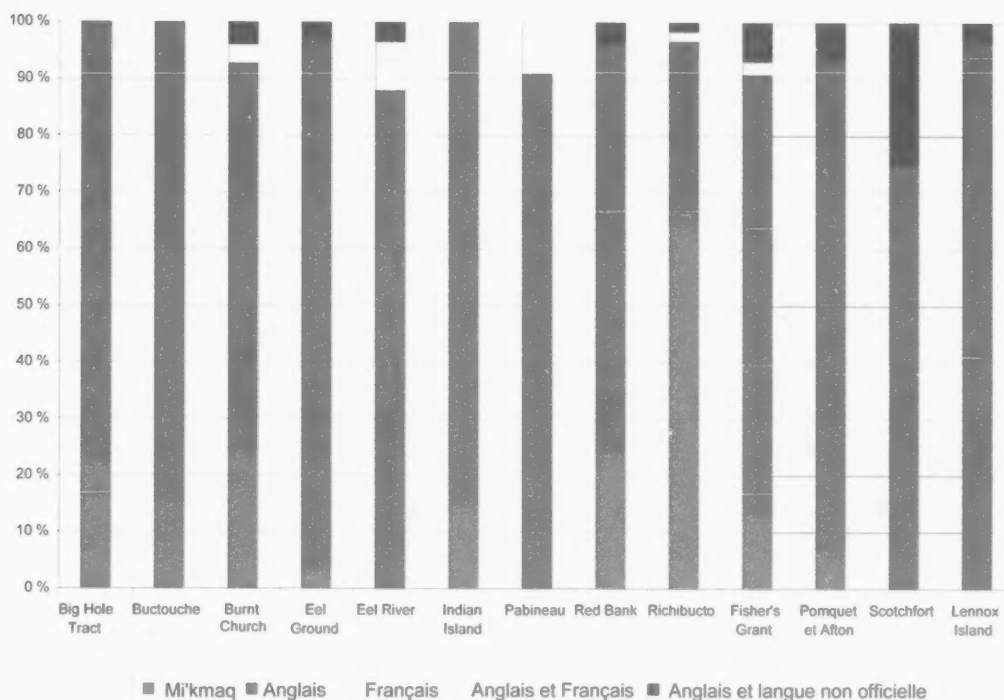
Province	Groupe autochtone	Bande	Conseil de bande
Nouveau-Brunswick	Mi'kmaq	Eel River Bar	Première nation d'Eel River Bar
		Pabineau	Nation Mi'kmaq à Pabineau
		Burnt Church	Conseil de la Première nation de Burnt Church
		Metepenagiag (Red Bank)	Nation Metepenagiag Mi'kmaq
		Indian Island	Conseil de la Première nation d'Indian Island
		Elsipogtog (Big Cove)	Conseil de la Nation d'Elsipogtog
		Eel Ground	Conseil de la Première nation d'Eel Ground
		Bouctouche	Conseil de la Première nation Bouctouche
Nouvelle-Écosse	Mi'kmaq	Pictou Landing	Première nation de Pictou Landing
		Paq'tnekek	Première nation de Paq'tnekek (Afton)
Île-du-Prince-Édouard	Mi'kmaq	Abegweit	Première nation de Abegweit
		Lennox Island	Première nation de Lennox Island

Source : <http://www.ainc-inac.gc.ca/>

4.7.1. Structure de la langue

La langue mi'kmaq fait partie de la famille linguistique algonquienne. Approximativement 26,5 % des gens vivant dans les réserves autochtones utilisent cette langue comme langue de choix lorsqu'ils sont à la maison, alors que l'anglais est parlé par près de 67 % des résidents des réserves. La Figure ci-dessous montre la distribution du langage des gens vivants à l'intérieur des réserves autochtones dans la région du Golfe.

Figure 34: Structure de langage des réserves indiennes de la région du Golfe



Source : Statcan, Recensement 2006.

5.0 Conclusion

L'objectif de ce Survol évaluatif des aspects sociaux, économiques et culturels (SÉASÉC) est de remédier aux lacunes au niveau du Processus de planification de la gestion intégrée des océans. Il s'agit de lacunes au niveau des éléments sociaux, économiques et culturels de la région du Golfe qui fait partie de la GIGSL pour la ZEGO.

La *Loi sur les océans* définit le mandat pour l'utilisation de cette information afin d'établir des objectifs de développement durable. Les éléments du SÉASÉC, combinés au rapport donnant un aperçu des éléments de l'écosystème, fourniront l'information nécessaire aux décideurs sur la composition de la région du Golfe faisant partie de la GIGSL pour la ZEGO. L'objectif est alors de comprendre les valeurs de la région d'une perspective sociale, économique et culturelle, ainsi que développer des stratégies qui rentabilisent au maximum selon les ressources disponibles tout en minimisant les frais connexes. Autrement dit, la gestion intégrée tente de prendre en considération la valeur et les valeurs régionales afin de minimiser les coûts de renonciation liés au développement.

Une considération d'ordre social de la région du Golfe suggère une population stable en général 2001 à 2006. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de la population parle principalement le français ou l'anglais alors que la majorité de la population française habite dans la province du Nouveau-Brunswick. La structure par âge de la population de la région du Golfe suit généralement la tendance nationale de vieillissement. Alors que les gens continuent de vivre plus longtemps, la portion de la population qui est plus âgée continue d'augmenter. L'éducation et la santé sont deux secteurs dans lesquels des gains devraient être possibles dans la région du Golfe étant donné la différence au niveau de la scolarisation et de l'espérance de vie entre la région du Golfe et la moyenne nationale.

En général, la population de la région du Golfe a un taux de participation plus bas que la moyenne nationale, mais des taux de chômage qui sont plus élevés. Ceci veut dire qu'il y a des gens qui veulent travailler dans la région, mais qui ne peuvent trouver du travail. La région est aussi sous-éduquée lorsqu'on la compare à la moyenne nationale. Ces facteurs pourraient être combinés pour créer une main-d'œuvre disponible nouvellement éduquée pouvant soutenir les initiatives de développement durable. Les ressources et le potentiel existent pour répondre aux besoins en terme de développement.

Présentement, l'économie de la région repose sur les ressources naturelles, ce qui place généralement nos industries dans les marchés concurrentiels à l'échelle mondiale. Ceci veut dire que l'état de l'économie mondiale, les taux de change et les accords commerciaux internationaux continueront d'avoir un impact fondamental sur la prospérité économique des régions.

Le volet culturel de ce rapport consistait en une liste des lieux importants dans la région. Nous reconnaissons les lieux culturellement importants comme étant des éléments qui ont du potentiel. Les liens entre les aspects culturels et sociaux ou les aspects culturels et économiques n'ont pas été établis dans ce rapport. Il faut plus de recherche et de consultation pour obtenir des résultats probants en ce qui a trait à l'élément culturel.

Ce premier Survol évaluatif des aspects sociaux, économiques et culturels de la région du Golfe pourrait être utile comme document de base. Bien que les données sur lesquelles ce rapport est basé soient imparfaites, elles fournissent tout de même un aperçu des lacunes et ainsi qu'une indication à savoir comment procéder à partir de maintenant. Il est possible de remédier aux faiblesses et aux lacunes dans les données pour que les versions futures de ce document puissent faire des assertions plus solides quant aux liens entre les différents éléments dans ce rapport.

Annexes:

Annexe 1 : Communauté autochtone et structure de gouvernance dans la Région du Golfe.

Nouveau-Brunswick

Première Nation Elsipogtog Chef Jesse John Simon II 373 ch. Big Cove Road Première Nation Elsipogtog, N.-B. E4W 2S3	Première Nation Buctouche Chef Ann Mary Simon 9 ch. Reserve Road Première Nation Buctouche, N.-B. E4S 4G2
Première Nation Burnt Church (Esgenoôpetij) Chef Wilbur Dedam 680 Bayview Drive Première Nation Burnt Church, N.-B. E9G 2A8	Première Nation Anguille Ground Chef George Ginnish 47 ch. Church Road Première Nation Anguille Ground, N.-B. E1V 4E6
Première Nation Anguille River Bar Chef Everett Martin 11 rue Main Street, Unité 201 Première Nation Anguille River Bar, N.-B. E8C 1A1	Première Nation Indian Island Chef Kenneth Barlow 61 Island Drive Première Nation Indian Island, N.-B. E4W 1S9
Première Nation Malécite Maclawaska Chef Joanna Bernard Bureau d'administration de la Bande 1771 rue Main Street Première Nation Malécite Maclawaska, N.-B. E7C 1W9	Première Nation Pabineau Chef David Peter Paul 1290 ch. Pabineau Falls Road Première Nation Pabineau, N.-B. E2A 7M3
Première Nation Red Bank Chef Noah Augustine 1926 ch. MicMac Road Première Nation Red Bank, N.-B. E9E	Première Nation Tobique Chef Steward Paul 13156 Route 105 Première Nation Tobique, N.-B. E7H 5M7

Île-du-Prince-Édouard

Première Nation Abegweit Chef Brian Francis Scotchfort P.O. Box 36 Mt. Stewart, Î.-P.-É. C0A 1T0	Première Nation Lennox Island Chef Darlene Bernard 31 Sweetgrass Trail Box 134 Lennox Island Première Nation, Î.-P.-É. C0B 1P0
---	---

Nouvelle-Écosse

Première Nation Paq'tnekek Chef Michael Gerard Julian RR #1, Afton Antigonish Co., NS B0H 1A0	Première Nation Pictou Landing Chef Anne Francis Muise Site 6, Box 55, RR # 2 Trenton, NS B0K 1X0
---	---

Conseils

Conseil des peuples autochtones du Nouveau-Brunswick (Aboriginal Peoples Council - NBAPC) Chef et présidente, Betty Anne Lavallée 320 rue St. Mary's Street Fredericton, N.-B. E3A 2S4	Native Council of Prince Edward Island (NCPEI) Chef et président, Jamie Gallant 6 F.J. McAulay Court Charlottetown, Î.-P.-É. C1A 9M7
Native Council of Nova Scotia Chef et président, Grace Conrad P.O. Box 1320 Truro, NS B2N 5N2	

Mis à jour, mars 2009.

Annexe 2: Législation fédérale en ce qui a trait à la gestion des océans dans le golfe et l'estuaire du Saint-Laurent

Législation	Rôle dans la gestion des océans
<i>Loi sur les pêches</i>	Conservation et gestion des pêches et de l'habitat du poisson, la délivrance des licences, mise en application, accords internationaux de pêche ; réglementation des rejets de substances nocives dans les eaux où vivent des poissons et enquête sur les infractions associées.
<i>Loi sur les océans</i>	Élaboration et mise en œuvre de la stratégie de gestion des océans, consolidation et clarification des responsabilités fédérales en matière de la gestion des océans et délimitation des zones maritimes canadiennes ; délimitation des frontières maritimes canadiennes.
<i>Loi sur la marine marchande du Canada</i>	Navigation marine, recherche et sauvetage maritime, sécurité des embarcations de plaisance, prévention de la pollution causée par les navires et intervention, phares ; recherches et sauvetage en mer ; régulation des services qui assurent le mouvement des navires dans les eaux canadiennes d'une façon sûre, économique et efficace.
<i>Loi sur la protection des pêches côtières</i>	Suivi, contrôle et surveillance.
<i>Loi sur les ports de pêche et de plaisance</i>	Essor et entretien des ports destinés aux petites embarcations.
<i>Loi sur la protection des eaux navigables</i>	Protection du droit public à la navigation sécuritaire et mécanisme d'approbation pour le même.
<i>Loi sur le cabotage</i>	Accorde l'autorisation aux vaisseaux étrangers d'effectuer des recherches marines à l'intérieur de la ZEE ; permet l'utilisation temporaire des navires étrangers, quand aucun navire adéquat de transport sur les eaux intérieures n'est disponible. S'applique au transport des passagers, des cargaisons et des activités de nature commerciale.
<i>Loi sur le ministère des Affaires étrangères et du Commerce International</i>	Litiges de frontières maritimes, droit international public de la mer.
<i>Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer</i>	Recherches et sauvetage en mer ; opérations de recherche et sauvetage en mer.
<i>Loi sur les mesures d'urgence</i>	Permet des mesures temporaires visant à assurer la sûreté et la sécurité publiques.
<i>Loi sur la défense nationale</i>	Commandement maritime, sûreté/sécurité nationale et maritime.
<i>Loi sur le ministère de la justice</i>	Effectuer des enquêtes et est responsable de la conduite de procès civils adéquats (y compris internationaux).
<i>Loi fédérale sur les hydrocarbures</i>	Réglemente les titres pétroliers sur les terres domaniales autochtones ; vise la réglementation des titres pétroliers sur les terres domaniales (non accord) à l'intérieur du Canada, y compris les zones marines et côtières.
<i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	Création du Conseil national de recherches qui inclut la mécanique navale et la recherche biologique marine.
<i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	Facilitation des activités de développement économique régional.
<i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	Établit le CRSNG, lequel subventionne et appuie la recherche universitaire.
<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada – Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures côtiers</i>	Gestion du développement des richesses naturelles en mer par le biais de la mise sur pied de l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers.

<i>Loi sur les opérations pétrolières au Canada</i>	Règlementation sur les opérations sur le pétrole et le gaz du Canada.
<i>Loi de 1987 sur les transports nationaux</i>	Examen des fusions et acquisitions des [undertakings, engagements, réalisations] marines et règlement des conflits pour les chargeurs et les navires transporteurs.
<i>Loi sur le pilotage</i>	Désignation et règlementation des zones de pilotage maritime à l'intérieur du Canada.
<i>Loi sur les ports et installations portuaires publics</i>	Gestion des havres et des ports publics.
<i>Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent</i>	Gestion et règlements sur les opérations des voies maritimes.
<i>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</i>	Mise sur pied et exploitation du Bureau de la sécurité des transports et d'enquête sur les accidents de transport.
<i>Loi sur les parcs nationaux</i>	Voit à la création des parcs marins et des aires de conservation marines.
<i>Loi sur les aliments et les drogues</i>	Assure l'utilisation sûre des espèces marines destinées à l'alimentation humaine.
<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (LCEE)</i>	Fournit le processus et la structure visant à assurer que l'évaluation environnementale soit effectuée pour les projets proposés. Assure l'intégration de l'évaluation environnementale dans la planification et le processus décisionnel.
<i>Loi sur les espèces sauvages au Canada</i>	Conservation de la faune, partenariats de recherche et d'interprétation et la création de zones protégées destinées la faune marine.
<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE)</i>	Élaboration des recommandations sur la qualité de l'environnement marin, les règles sur l'immersion/rejet en mer et le contrôle des sources terrestres de pollution, le pétrole et le gaz exploités en mer et les substances toxiques.
<i>Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs, 1994</i>	Protection et conservation des oiseaux migrateurs.

Annexe 3 : Ministères provinciaux et législation associée à la gestion des océans dans le golfe et dans l'estuaire du Saint-Laurent

Législation		Rôle dans la gestion des océans
NOUVEAU-BRUNSWICK		
Ministère du Développement économique et du Tourisme		
<i>Loi sur le développement économique</i>		Soutien financier visant à encourager la mise sur pied et le développement de l'industrie ou améliorer les industries existantes.
Ministère de l'Environnement		
<i>Loi sur l'assainissement de l'environnement</i>		Règlemente l'élimination ou l'introduction de tout contaminant ou déchet susceptible de nuire à l'environnement.
<i>Loi sur l'assainissement de l'eau</i>		Voit à ce que tous les plans d'eau soient protégés des contaminants, des modifications et des perturbations du sol à l'intérieur de 30 m des rives et des littoraux.
Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Aquaculture		
<i>Loi sur l'Aquaculture</i>		Détermine la responsabilité pour l'allocation et la tenure du site dans les sites destinés à l'aquaculture marine.
<i>Loi sur le développement des pêches</i>		Aide financière afin d'aider et d'encourager la mise en oeuvre ou le développement des pêches.
<i>Loi sur le traitement du poisson</i>		Délivrance des permis, détermine les espèces pour lesquelles le permis est valide et inspection des installations de transformation.
<i>Loi sur l'inspection du poisson</i>		Inspection des usines de transformation et des produits.
<i>Loi sur la pêche sportive et la chasse</i>		Règlementation des permis de pêche.
Ministère de la Santé		
<i>Loi sur la santé</i>		Établit l'autorité pour réglementer l'évacuation sur le site des eaux usées, contrôle et réglemente l'eau potable et les eaux utilisées à des fins récréatives.
<i>Loi sur l'inspection du poisson</i> (peut être abrogée par la Loi sur la santé publique)		Inspection des usines de transformation et des produits.
Ministère de l'Environnement et du Gouvernement local		
<i>Loi sur l'assainissement de l'environnement</i>		Confère le pouvoir de contrôler et de faire cesser le déversement de contaminants dans l'environnement et pour ordonner le nettoyage des sites contaminés. Établit les procédures administratives pour les divers systèmes d'approbation, de permis et d'immatriculation et autres autorisations émises par le ministère.
<i>Loi sur l'assainissement de l'eau</i>		
Ministère des Ressources naturelles et de l'Énergie		
<i>Loi sur les terres et les forêts de la Couronne</i>		Confère le pouvoir d'assurer la gestion et le contrôle des terres publiques (de la Couronne), y compris des terres submergées.
<i>Loi sur les parcs</i>		Désigne l'autorité responsable des activités maritimes au sein des parcs provinciaux.
<i>Loi sur les mines</i>		Contrôle l'exploration et le développement des gisements minéraux au large des côtes.
<i>Loi sur le pétrole et le gaz naturel</i>		Accorde l'autorisation d'explorer et d'exploiter du pétrole et du gaz naturel à terre ou en mer.
<i>Loi sur les pipelines</i>		Accorde les permis et les licences d'exploitation des pipelines.
<i>Loi sur l'exploitation des carrières</i>		Contrôle l'extraction des substances de carrière sur les terres publiques (de la Couronne) et dans les zones côtières privées désignées.

Législation	Rôle dans la gestion des océans
NOUVELLE-ÉCOSSE	
Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Aquaculture	
<i>Loi sur les pêches et les ressources côtières</i>	Programmes visant à soutenir et à améliorer l'industrie de la pêche, y compris les secteurs de la transformation et de l'aquaculture. Développer et optimiser le secteur de la transformation pour les pêches et l'aquaculture. Accroître la pêche récréative et sportive. Encourager la participation dans la gestion des ressources côtières.
<i>Loi sur le soutien aux organismes de pêche</i>	L'objectif de cette loi est d'offrir un moyen de financement des organismes de pêche accrédités.
<i>Loi sur la faune (Règlementations sur la pêche seulement)</i>	Règlementation des permis de pêche.
Ministère de l'Environnement	
<i>Loi sur l'environnement</i>	Protection, amélioration et utilisation prudente de l'environnement, afin d'assurer l'intégrité de l'écosystème, le développement durable et l'évaluation environnementale.
Ministère des Ressources naturelles	
<i>Loi sur les plages</i>	Contrôle, gestion et protection des plages (p. ex. enlèvement du sable et du gravier).
<i>Loi sur les plages et les estrans</i>	Subventions ou baux pour la culture d'huîtres et les nasses à poissons / fascines.
<i>Loi sur les parcs provinciaux</i>	Désigne et gère les parcs côtiers et les plages.
<i>Loi sur les sentiers</i>	Régit les sentiers sur les terres et au-dessus des cours d'eau.
<i>Loi sur la faune</i>	Gestion des espèces sauvages, y compris le poisson et définition des eaux provinciales.
<i>Loi sur les terres de la Couronne</i>	Utilisation efficace des terres de la Couronne, y compris la réclamation et l'utilisation des côtes.
<i>Loi sur les espèces menacées d'extinction</i>	Protection, désignation, et récupération d'autres aspects de la conservation des espèces vulnérables, y compris la protection de l'habitat (terre, eau ou air).
<i>Loi sur la fédération des pêcheurs à la ligne et les chasseurs de la Nouvelle-Écosse</i>	Étant donné que les ressources naturelles de la Nouvelle-Écosse sont des ressources économiques, sociales, récréatives ou esthétiques qui doivent être restaurées, utilisées sagement et perpétuées pour la postérité et, en réalisant que pour y arriver, la Fédération a pour but d'amener les gens de la province à développer davantage des opinions plus éclairées.
Ministère de l'énergie	
<i>Loi sur les ressources pétrolières</i>	Les procédures pour accorder les droits aux ressources pétrolières en N.-É., dont le plancher océanique et le sous-sol de la plate-forme continentale.
<i>Loi sur la conservation des ressources énergétiques</i>	Réglemente la conservation et le gaspillage de l'énergie et des ressources minérales, y compris le plancher océanique et le sous-sol de la plate-forme continentale.
<i>Loi sur les pipelines</i>	Construction, opération et gestion des pipelines pour le pétrole à terre et au large des côtes.
<i>Loi sur la mise en œuvre de l'accord Canada – Nouvelle-Écosse sur les ressources pétrolières au large des côtes</i>	Gestion conjointe des ressources pétrolières au large des côtes et des conditions liées à l'exploration.

Législation		Rôle dans la gestion des océans
Service Nouvelle-Écosse et relations municipales		
<i>Loi sur la planification</i>		Planification et élaboration de politiques, y compris pour les cours d'eau, les zones côtières et les plages.
Ministère des Transports et des Travaux publics		
<i>Loi sur les passages d'eau</i>		S'applique aux traversiers qui circulent dans les havres, les baies, les rivières et les ruisseaux.
<i>Loi sur les quais et les débarcadères publics</i>		Exerce un contrôle sur les quais et les débarcadères publics qui relèvent de l'administration provinciale.
Ministère de l'agriculture		
<i>Loi sur la conservation de l'agriculture des Marais</i>		Maintien et conservation des terres poldérisées en-dessous des lignes de marées hautes.
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD		
Pêches, aquaculture et développement rural		
<i>Loi sur le soutien aux organismes de pêche accrédités</i>		Le but de cette loi est de fournir un moyen pour financer les organismes de pêche accrédités.
<i>Loi sur l'inspection du poisson</i>		Règlements visant à assurer que l'achat et la commercialisation des fruits de mer soit faits en observant des conditions sanitaires et établissement de normes pour de telles installations.
<i>Loi sur les pêches de l'Île-du-Prince-Édouard</i>		produits du poisson.
Environnement, énergie et foresterie		
<i>Loi sur la protection de l'environnement</i>		Cette loi vise à gérer, protéger et améliorer l'environnement.
Communautés, affaires culturelles et travail		
<i>Loi sur l'aménagement du territoire</i>		Permet la planification et l'élaboration de politiques afférentes aux cours d'eau et aux zones côtières, y compris la cartographie des zones côtières.

Source : MPO, 2002. La gestion intégrée à la portée de tous — Démarche méthodologique pour les collectivités côtières du Saint-Laurent marin.

Annexe 4 : Total des débarquements (TM) des espèces majeures du Golfe au N.-B. (1990-2007p).

ESPÈCES	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007p
Groundfish																		
Merlu	8 552	5 564	3 267	418	99	316	405	353	590	1 048	1 070	998	1 179	51	492	327	457	265
Sébaste	2 465	3 743	4 787	3 011	1 207	11	0	1	0	15	7	1	15	1	13	5	2	8
Pile	1 797	1 313	1 106	371	153	88	96	55	56	62	32	42	50	9	6	9	12	18
Total	13 999	11 624	9 950	4 515	2 043	871	999	886	907	1 319	1 217	1 184	1 342	167	636	523	643	480
Milieu estuarien																		
Harang	46 077	35 015	39 234	36 160	62 835	59 628	40 491	33 379	30 582	38 041	40 716	34 625	31 535	34 756	24 754	36 164	28 607	27 162
Maquereau	3 735	2 086	1 557	1 983	1 915	1 950	2 676	1 991	1 534	2 255	2 027	2 347	2 223	1 733	1 419	1 498	1 487	1 426
Gaspereau	3 190	3 578	3 447	3 572	3 356	3 238	2 163	2 697	3 687	3 502	2 090	2 517	4 511	3 246	2 699	2 826	2 870	2 501
Anguilles	149	130	119	88	68	60	49	36	49	47	45	92	115	140	123	102	101	116
Éperlans	806	811	711	731	899	757	724	698	807	727	749	220	285	863	621	663	789	704
Total	54 005	41 688	45 101	42 756	69 157	65 676	46 118	38 811	37 440	44 743	45 628	39 821	38 681	40 751	29 622	41 254	34 544	32 338
Crustacés																		
Moules	80	46	50	83	135	240	178	166	106	213	267	155	189	179	55	159	101	343
Huitres	792	685	531	363	484	603	599	350	506	315	248	315	242	279	240	245	264	220
Pétoncles	1 598	708	830	1 022	1 094	1 081	1 028	1 205	1 359	692	659	602	392	468	557	390	289	428
Homard	8 070	7 232	7 111	7 007	6 736	6 707	6 316	5 809	6 233	6 074	5 933	5 604	5 321	4 894	4 427	4 296	4 813	5 128
Crevette	3 649	3 348	2 778	2 488	2 977	3 380	3 496	3 903	4 759	4 762	5 333	7 055	6 747	5 359	6 998	6 555	8 521	8 494
Oube des neiges	4 328	6 186	6 997	8 810	12 432	11 720	9 544	8 956	6 719	7 549	8 482	7 194	11 945	7 428	11 792	16 136	12 655	11 510
Total	20 490	19 709	19 924	21 137	26 256	26 364	23 035	22 527	22 359	22 006	23 873	24 419	28 231	21 199	26 963	30 499	29 063	28 682
Autre	1 786	230	85	47	550	336	258	493	370	60	101	0	0	34	0	0	0	0
TOTAL	90 280	73 251	75 060	68 455	98 006	93 247	70 410	62 717	61 076	68 128	70 819	65 423	68 254	62 151	57 222	72 275	64,250	61 500

Source : Services économiques, Région du Golfe, MPO Moncton

Note : Comprend les données de l'aquaculture pour les moules

Annexe 5 : Total des débarquements (TM) des espèces majeures du Golfe en N.-É. (1990-2007p).

ESPÈCES	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007p
Poisson de fond																		
Merlu	12 777	8 674	9 442	733	387	250	284	364	449	902	1 197	1 254	937	97	503	968	733	205
Sébastie	400	333	357	1	0	2	29	56	162	118	11	6	27	0 4	29	127	95	35
Pile	949	1 338	1 876	570	1 669	1 547	886	1 091	792	747	746	619	315	100	177	112	151	113
Total	17 585	13 852	14 777	2 455	3 388	2 227	1 983	2 466	2 305	2 785	2 793	2 454	1 948	603	1 007	1 650	1 490	830
Milieu estuarien																		
Harang	10 466	2 043	2 057	1 272	7 971	11 339	9 850	7 762	6 284	9 953	5 582	8 569	8 170	9 737	5 880	9 165	9 245	8 624
Maquereau	784	891	493	501	461	363	355	930	360	262	306	962	1 810	3 481	1 429	2 539	1 014	479
Gaspereau	1 490	1 069	771	951	471	188	170	220	544	452	275	218	406	1	347	46	410	78
Anguilles	21	35	56	88	42	16	11	17	15	9	5	4	4	9	4	7	10	9
Éperlans	35	56	61	51	61	40	19	16	17	9	12	8	5	8	6	14	6	29
Total	13 080	4 215	3 685	2 976	9 112	12 156	10 537	9 226	7 406	10 783	6 329	10 047	10 504	13 306	7 739	11 844	10 759	9 256
Crustacés																		
Moules	0	2	0	0	1	0	0	0	0	58	94	3	86	46	104	0	0	0
Huitres	66	32	29	18	110	86	63	82	221	335	236	97	79	61	42	140	64	85
Pétoncles	266	450	495	625	455	423	437	327	190	255	263	117	120	98	82	83	77	62
Homard	3 910	4 033	3 504	3 577	2 731	2 968	3 004	2 867	3 113	2 967	3 205	3 212	3 255	2 979	2 795	2 829	3 054	2 749
Crevette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56	0	0	0	0
Crabe des neiges	2 115	2 261	3 025	3 080	2 730	3 235	2 428	2 429	2 548	2 683	4 187	5 326	4 450	6 164	8 142	7 459	5 432	5 119
Total	6 459	6 949	7 375	7 868	7 006	7 572	6 538	6 829	6 975	7 142	9 224	10 033	9 064	10 298	11 986	11 559	9 361	8 833
Autre	229	0	0	0	1	0	0	425	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	37 353	25 016	25 837	13 299	19 507	21 955	19 058	18 946	16 781	20 710	18 345	22 533	21 516	24 206	20 732	25 053	21 610	18 919

Source : Services économiques, Région du Golfe, MPO Moncton

Note : Comprend les données de l'aquaculture pour les moules

Annexe 6 : Total des débarquements (TM) des espèces majeures du Golfe pour l'Île-du-Prince-Édouard (1990-2007p).

ESPÈCES	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007p
Poisson de fond																		
Morue	4 103	3 100	2 340	817	473	109	110	264	268	1 249	970	804	889	66	290	278	213	70
Sébaste	14 013	12 441	13 350	5 243	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
File	620	980	837	613	466	518	292	350	162	335	273	285	139	188	54	104	167	165
Total	21 631	19 218	18 621	7 586	1 556	851	737	1 124	842	2 290	1 648	1 376	1 324	594	550	549	459	293
Milieu estuarien																		
Hareng	14 131	7 529	7 846	5 508	8 907	11 923	18 097	15 855	17 295	17 781	22 924	19 511	18 461	16 102	16 500	15 406	13 743	12 975
Maquereau	2 551	3 917	2 341	4 577	4 497	3 048	4 585	6 693	6 862	3 842	4 163	5 883	6 816	4 635	4 879	5 424	3 539	2 756
Gaspereau	83	87	317	198	115	59	70	107	52	93	78	30	83	83	111	168	279	147
Anguilles	124	129	54	74	46	34	36	44	41	52	73	61	86	71	69	81	87	64
Éperlans	85	158	193	180	254	289	154	162	276	238	156	118	123	226	160	314	80	56
Total	17 365	11 988	10 827	10 965	15 216	16 049	23 294	23 170	24 870	22 647	27 815	26 309	25 252	21 716	22 197	21 842	18 520	16 665
Crustacés																		
Moules	2 697	3 482	4 177	4 788	5 947	4 197	7 899	8 967	10 096	12 843	14 072	15 246	15 014	17 401	17 452	14 983	13 248	8 815
Huitres	1 774	1 182	1 176	1 205	2 039	1 620	1 468	1 285	2 411	3 335	3 646	2 537	2 559	2 936	3 996	3 147	2 062	2 399
Pétoncles	799	822	794	1 250	1 385	1 427	2 021	1 773	1 433	759	917	531	317	338	451	394	396	415
Homard	10 246	10 310	8 817	8 856	8 488	8 543	8 154	8 096	8 698	8 316	8 659	8 721	9 175	9 160	9 153	8 465	9 432	9 027
Crevette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouïe des neiges	560	1 049	745	905	1 078	1 760	1 176	1 115	612	859	1 122	1 482	2 289	1 566	2 551	3 428	3 431	3 303
Total	17 751	18 716	17 837	19 758	22 321	20 953	23 747	25 600	27 497	29 990	32 718	29 273	33 729	35 831	38 079	35 339	32 805	28 092
Autre	14 707	9 722	4 824	5 062	8 504	9 646	5 946	8 182	5 681	6 409	6 804	5 273	7 187	10 388	5 764	6 553	5 244	3 257
TOTAL	71 504	59 644	52 109	43 371	47 597	47 499	53 724	58 076	58 890	61 336	68 985	62 224	67 493	68 399	66 589	64 284	57 027	48 237

Source : Services économiques, Région du Golfe, MPO Moncton

Note : Comprend les données de l'aquaculture pour les moules

Annexe 7 : Total des débarquements (TM) des espèces majeures pour la Région du Golfe (1990=2007p).

ESPÈCES	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007p
Poisson de fond																		
Morue	25 432	17 338	15 049	1 968	959	675	800	981	1 307	3 199	3 237	3 056	3 005	214	1 285	1 573	1 403	631
Sébaste	16 878	16 517	18 494	8 255	1 207	12	29	57	162	133	18	7	42	1	42	132	98	42
Pile	3 366	3 631	3 819	1 554	2 288	2 153	1 275	1 496	1 010	1 144	1 051	946	504	296	236	225	330	207
Total	53 265	44 694	43 348	14 556	6 987	3 949	3 719	4 476	4 054	6 394	5 658	5 013	4 614	1 293	2 193	2 722	2 592	1 602
Milieu estuarien																		
Harang	70 674	44 587	49 137	42 940	79 713	82 890	68 438	56 996	54 161	65 775	69 222	62 705	58 166	60 595	47 134	60 735	51 595	48 761
Maquereau	7 070	6 894	4 391	7 061	6 873	5 361	7 617	9 614	8 756	6 359	6 496	9 192	10 849	9 850	7 727	9 461	6 040	4 661
Gaspereau	4 763	4 734	4 535	4 721	3 942	3 484	2 402	3 024	4 283	4 047	2 443	2 765	5 000	3 330	3 158	3 039	3 559	2 725
Anguilles	294	294	229	250	156	111	96	97	105	108	123	157	205	220	196	191	198	189
Éperlans	926	1 025	965	962	1 214	1 085	897	876	1 100	974	917	346	413	1 097	787	990	874	789
Total	84 450	57 891	59 613	56 697	93 485	93 881	79 949	71 907	69 716	78 173	79 772	76 169	74 437	75 773	59 559	74 940	63 893	58 260
Crustacés																		
Moules	2 777	3 530	4 227	4 871	6 083	4 437	8 077	9 133	10 202	13 114	14 433	15 404	15 289	17 626	17 610	15 142	13 349	9 158
Huîtres	2 632	1 899	1 736	1 586	2 633	2 309	2 130	1 717	3 138	3 985	4 130	2 949	2 880	3 276	4 278	3 532	2 391	2 705
Pétoncles	2 663	1 980	2 119	2 897	2 934	2 931	3 486	3 305	2 982	1 706	1 839	1 250	829	904	1 090	867	761	904
Homard	22 226	21 575	19 432	19 440	17 955	18 218	17 474	16 772	18 044	17 357	17 797	17 537	17 751	17 033	16 375	15 591	17 299	16 904
Crevette	3 649	3 348	2 778	2 488	2 977	3 380	3 496	3 903	4 750	4 762	5 333	7 055	6 747	5 414	6 998	6 555	8 521	8 494
Ombres noires	7 003	9 496	10 767	12 795	16 240	16 715	13 148	12 500	9 879	11 091	13 791	14 092	18 684	15 158	22 485	27 023	21 519	19 932
Total	44 700	45 374	45 136	48 763	55 583	54 889	53 320	54 956	56 831	59 138	65 814	63 725	71 024	67 398	77 028	77 397	71 229	65 537
Autre	16 722	9 952	4 909	5 109	9 055	9 982	6 204	9 100	6 146	6 469	6 905	5 273	7 187	10 362	5 764	6 553	5 244	3 257
TOTAL	199 137	157 911	153 006	125 125	165 110	162 701	143 192	139 739	136 747	150 174	158 150	150 181	157 262	154 756	144 543	161 613	142 888	128 656

Source : Services économiques, Région du Golfe, MPO Moncton

Note : Comprend les données de l'aquaculture pour les moules

Annexe 8 : Total de la valeur débarquée (+ 000) des espèces majeures pour la Région du Golfe au N.-B. (1990-2007p).

ESPÈCES	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007p
Poisson de fond																		
Morue	4 786	3 977	2 651	402	120	220	397	386	676	1 230	1 214	1 145	1 454	95	735	405	599	410
Sébaste	615	988	1 441	705	293	3	0	1	0	10	4	1	14	1	12	5	3	8
Pile	1 092	889	691	259	119	80	90	53	61	70	26	50	44	8	6	10	14	23
Total	7 925	6 478	5 319	1 832	1 004	678	908	856	1 046	1 635	1 390	1 394	1 799	364	1 172	1 020	1 145	1 130
Milieu estuarien																		
Harang	6 414	3 934	4 450	4 153	8 210	12 018	10 726	5 694	5 013	7 958	8 349	9 793	9 032	10 391	4 773	9 367	5 956	6 536
Maquereau	1 085	707	515	672	744	738	1 269	1 099	884	1 038	1 419	1 661	1 469	1 057	871	1 074	956	915
Gaspereau	309	403	393	380	365	482	388	839	715	656	451	599	1 209	654	723	893	1 219	1 054
Anguilles	500	469	444	336	282	266	0	201	271	242	319	415	476	593	604	578	602	672
Éperlans	654	690	562	730	1 145	954	759	716	835	1 040	737	267	412	905	524	505	611	529
Total	8 974	6 215	6 393	6 335	10 755	14 518	13 429	8 555	7 795	10 953	11 278	12 748	12 605	13 613	7 501	12 417	9 447	9 775
Crustacés																		
Moules	91	48	33	55	143	278	170	129	68	194	273	158	221	196	55	192	115	433
Huîtres	1 382	1 426	1 053	828	1 142	1 264	1 222	783	1 348	1 027	782	996	820	951	848	899	1 101	856
Pétoncles	1 836	977	1 151	1 727	2 234	2 038	2 049	2 862	3 430	1 392	1 324	997	640	801	1 000	816	571	805
Homard	29 510	37 421	44 958	39 520	50 378	57 973	46 874	49 097	55 506	64 887	58 641	62 336	60 665	55 010	46 479	52 861	55 186	59 173
Crevette	4 274	4 589	3 677	3 279	3 745	4 761	5 640	5 637	6 986	6 723	7 339	8 268	7 585	6 252	7 704	7 445	7 360	8 100
Ombres noires	10 538	17 022	15 427	26 078	72 640	93 693	53 794	41 771	26 515	39 947	52 359	38 065	65 816	46 301	77 944	71 163	33 189	57 091
Total	49 771	63 111	68 162	73 129	132 477	162 671	111 585	102 355	97 028	117 222	123 906	114 796	139 117	111 859	136 627	136 110	100 078	129 217
Autre	445	51	90	0	358	241	284	58	18	11	20	0	0	13	0	0	0	0
TOTAL	66 415	75 855	79 964	81 296	144 594	178 108	126 206	111 824	105 887	129 821	136 594	128 938	153 521	125 849	145 300	149 547	110 670	140 122

Source : Services économiques, Région du Golfe, MPO Moncton

Note : Comprend les données de l'aquaculture pour les moules

Annexe 9 : Total de la valeur débarquée (+ 000) des espèces majeures pour la Région du Golfe en N-É (1990-2007p).

ESPÈCES	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007p
Poisson de fond																		
Merlu	7 722	6 942	7 946	581	360	184	266	353	517	1 341	1 527	1 495	1 193	135	608	1 002	889	374
Sépiote	127	88	94	0	0	1	10	48	196	111	6	5	26	0	23	147	101	34
Pie	690	880	1,184	393	1,625	1,488	818	1,026	779	688	648	545	275	81	126	90	131	98
Total	10 322	10 001	11 401	1 735	3 174	2 211	2 059	2 631	2 666	3 263	3 241	2,740	2 338	775	1 232	1 829	1 816	1 063
Milieu estuarien																		
Hareng	1 465	237	273	228	1 063	2 438	3 656	1 065	909	1 073	1 274	2 434	3 054	4 081	1 195	3 519	1 686	1 579
Maquereau	243	259	158	151	182	185	230	505	194	157	267	667	967	1 600	805	1 679	479	256
Gaspereau	691	452	373	459	180	61	57	121	252	235	123	96	245	1	223	32	390	56
Anguilles	65	121	232	379	170	76	74	87	75	44	28	17	27	54	19	31	44	59
Éperlans	53	86	104	89	104	79	45	43	24	29	23	15	29	22	24	3	18	
Total	2 797	2 556	2 187	4 649	3 761	7 215	5 840	3 877	2 951	4 227	4 929	5 838	6 652	7 365	3 649	6 444	3 891	2 586
Crustacés																		
Moules	0	4	0	0	1	1	0	0	0	100	114	3	121	60	143	0	0	0
Huitres	108	57	40	27	196	198	134	173	453	824	610	287	178	124	92	307	193	256
Pétoncles	320	589	723	1 278	997	871	972	805	445	598	581	216	212	169	175	176	183	131
Homard	15 245	21 521	25 150	24 863	23 402	31 027	28 141	30 406	30 279	34 431	35 874	41 944	41 808	38 321	34 649	38 353	37 309	36 476
Crevette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71	0	0	0	0
Crabes des rivières	5 302	5 885	9 965	12 413	22 117	26 691	16 920	12 412	8 600	15 962	27 397	24 757	27 211	42 441	53 860	34 463	17 176	28 058
Total	21 064	28 217	36 185	38 905	47 368	59 489	46 710	44 746	40 591	52 968	66 079	68 881	70 570	81 956	89 731	74 357	55 478	65 606
Autre	50	0	0	0	1	0	0	75	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	34 233	40 774	49 773	45 289	54 304	68 915	54 609	51 329	46 224	60 458	74 249	77 459	79 560	90 096	94 612	82 629	61 184	69 253

Source : Services économiques, Région du Golfe, MPO Moncton

Note : Comprend les données de l'aquaculture pour les moules

Annexe 10 : Total de la valeur débarquée (+000) des espèces majeures pour l'Île-du-Prince-Édouard (1990-2007p).

ESPÈCES	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007p
Poisson de fond																		
Morue	2 283	2 423	2 043	678	408	96	100	240	316	2 083	1 258	1 022	1 130	96	373	320	253	77
Sébeste	3,707	3,567	3,857	1,450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pile	375	530	527	403	384	501	272	338	159	332	250	242	112	197	33	79	366	146
Total	7 499	7 737	7 601	3 006	1 212	774	634	1,014	818	3 000	1 939	1 590	1 576	642	759	662	793	361
Milieu estuarien																		
Hareng	1 948	925	1 110	735	1 385	2 157	5 244	2 709	2 864	4 358	4 783	5 272	5 297	4 166	3 684	4 223	2 615	2 916
Maquereau	702	1 068	792	1 450	1 796	1 431	2 386	3 898	4 016	1 829	2 712	3 703	3 410	2 127	2 369	3 586	2 178	2 009
Gaspereau	27	28	93	68	36	19	28	43	34	62	52	21	58	63	93	183	212	145
Anguilles	390	436	184	246	220	203	224	241	178	239	328	230	297	270	306	376	462	378
Éperlans	77	145	154	213	372	380	186	260	402	303	198	157	174	256	144	323	91	88
Total	3 339	2 792	2 491	3 086	4 299	4 928	9 075	7 763	8 031	8 205	10 555	10 927	11 606	9 999	9 836	11 725	9 506	8 085
Crustacés																		
Moules	4 090	4 574	4 959	4 972	6 321	4 807	9 769	11 048	12 411	15 773	18 170	19 884	21 435	24 125	23 026	19 785	17 241	11 542
Huitres	3 489	1 832	2 062	2 227	3 275	3 097	2 664	3 093	5 238	7 159	8 815	6 325	5 370	7 409	7 805	7 031	5 857	6 774
Pétoncles	926	960	1 076	2 450	3 026	2 795	4 353	4 209	3 272	1 615	1 837	826	509	575	813	852	814	786
Homard	36 230	46 455	58 068	51 452	65 262	79 656	64 975	73 823	82 559	88 925	91 788	104 918	103 970	109 416	97 953	103 243	109 165	107 991
Crevette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ostre des rochers	1 018	2 201	1 586	2 994	5 021	14 343	5 336	5 419	2 415	4 547	6 926	7 844	12 614	10 329	16 864	15 118	9 481	15 778
Total	47 606	57 940	69 734	66 611	86 160	108 118	90 192	102 381	111 115	123 842	134 424	147 290	150 209	157 380	151 731	151 497	147 267	146 416
Autre	3 648	2 143	851	1 004	1 504	1 728	1 054	1 509	1 107	1 215	1 267	1 196	1 976	2 836	1 289	1 501	1 513	698
TOTAL	62 092	70 612	80 677	73 707	93 175	115 547	100 955	112 667	121 071	136 262	148 184	161 004	165 367	170 858	163 615	163 385	159 079	155 560

Source : Services économiques, Région du Golfe, MPO Moncton

Note : Comprend les données de l'aquaculture pour les moules

Annexe 11 : Total de la valeur débarquée (+000) des espèces majeures pour la Région du Golfe (1990-2007p).

ESPÈCES	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007p
Poisson de fond																		
Morue	1 661	888	490	763	979	1 509	4 654	3 999	3 662	3 777	327	1 715	1 727	1 741	861	1 661	888	490
Sébasté	2 155	293	3	10	49	196	121	10	6	40	2	35	152	104	41	2 155	293	3
Pile	1 055	2 128	2 069	1 180	1 417	999	1 090	933	837	431	286	164	179	511	267	1 055	2 128	2 069
Total	6 573	5 390	3 663	3 601	4 501	4 530	7 898	6 569	5 734	5 713	1 782	3 163	3 510	3 754	2 554	6 573	5 390	3 663
Milieu estuarien																		
Hareng	5 116	10 658	16 614	19 626	9 558	8 876	14 289	14 406	17 499	17 393	18 638	9 652	17 109	10 257	11 031	5 116	10 658	16 614
Maquereau	2 282	2 722	2 355	3 885	5 502	5 094	3 024	4 398	6 031	5 846	4 783	4 045	6 338	3 613	3 180	2 282	2 722	2 355
Gaspereau	907	581	562	473	1 003	1 001	953	626	716	1 512	718	1 038	1 108	1 820	1 255	907	581	562
Anguilles	961	672	544	543	529	524	525	675	662	800	916	929	984	1 108	1 109	961	672	544
Éperlans	1 032	1 621	1 413	990	1 019	1 280	1 367	964	447	601	1 190	690	852	706	635	1 032	1 621	1 413
Total	1 407	18 815	26 661	28 344	20 195	18 777	23 385	26 761	29 513	30 863	30 977	20 986	30 586	22 843	20 447	14 070	18 815	26 661
Crustacés																		
Moules	5 027	6 465	5 086	9 939	11 177	12 479	16 067	18 557	20 045	21 777	24 381	23 224	19 976	17 356	11 975	5 027	6 465	5 086
Huitres	3 082	4 613	4 559	4 020	4 049	7 039	9 010	10 207	7 608	6 368	8 484	8 744	8 237	7 151	7 886	3 082	4 613	4 559
Pétoncles	5 455	6 257	5 704	7 374	7 876	7 147	3 605	3 742	2 039	1 361	1 546	1 987	1 843	1 569	1 722	5 455	6 257	5 704
Homard	115 835	139 042	168 656	139 990	153 326	168 404	188 243	186 303	209 198	206 443	202 747	179 081	194 456	201 660	203 540	115 835	139 042	168 656
Crevette	3 279	3 745	4 761	5 640	5 637	6 986	6 723	7 338	8 268	7 585	6 323	7 704	7 445	7 360	8 100	3 279	3 745	4 761
Océans nage	41 485	99 778	134 727	76 050	59 602	37 530	60 456	86 682	70 666	105 641	99 072	148 669	120 743	59 846	100 926	41 485	99 778	134 727
Total	178 645	266 005	330 278	348 487	294 489	248 734	294 032	324 409	330 968	359 896	351 195	378 088	361 964	302 823	341 239	178 645	266 005	330 278
Autre	1 004	1 863	1 969	1 338	1 642	1 141	1 226	1 286	1 196	1 976	2 849	1 289	1 501	1 513	698	1 004	1 863	1 969
TOTAL	200 292	292 073	362 570	281 770	275 820	273 182	326 541	359 096	367 400	398 447	386 802	403 526	397 562	330 934	364 938	200 292	292 073	362 570

Source : Services économiques, Région du Golfe, MPO Moncton
Note : Comprend les données de l'aquaculture pour les moules

Annexe 12 : Description des catégories de pêcheurs.

Catégories de pêcheurs	Description
Pêches cotières	<p>Un pêcheur, qui ne fait pas partie d'une entreprise du noyau et qui est détenteur d'au moins un permis de pêche commerciale clé non rattaché à un bateau. Les permis de pêche commerciale clés non rattachés à un bateau pour les trois régions administratives de la région du Golfe sont classés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est du Nouveau-Brunswick : palourde, anguille, gaspateau, huître et éperlan • Golfe Nouvelle-Écosse : palourde, anguille, gaspateau, huître et éperlan • I.-P.-É. : palourde, anguille, plantes marines, huître et éperlan
Entreprise du noyau	<p>Unité de pêche compose d'un pêcheur (chef de l'entreprise), de bateaux immatriculés et des permis qu'il détient et qui a été désignée comme telle en 1996 en vertu des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les pêcheurs bonafidés doivent avoir le statut bonafidé ; détenir au moins un permis clé (les permis clés sont ceux du crabe des neiges, du homard (catégorie A), du poisson de fond (mais pas à la ligne à main), du pétoncle, du thon et du hareng. • Les pêcheurs non-bonafidés doivent détenir au moins deux permis clés, ou un permis clé et avoir pêché pendant toute une saison et avoir produit des débarquements d'une valeur minimale de 25 000 \$ au moyen de ses propres permis au cours de deux des trois années 1993, 1994 et 1995. Les permis clés sont ceux de la crevette, du crabe des neiges, du homard (catégorie A) et du poisson de fond assujettis aux QIT seulement <p>NOTE : Les organismes autochtones sont considérés comme une entreprise du noyau pour les besoins de cette politique.</p>
Pêcheur estuarien	Un pêcheur qui ne détient aucun permis de pêche commerciale clé et dont aucun permis n'est rattaché à un bateau.
Temps plein	Un pêcheur chef d'entreprise et qui est détenteur d'une ou de licence(s) valide pour un ou des bateau(x) de 65 à 99 LHT.
Entreprise du non-noyau	<p>Unité de pêche composée d'un pêcheur (chef d'entreprise), d'un ou de bateau(x) immatriculés et d'un ou de permis rattaché(s) au(x) bateau(x), mais qui ne satisfaisait pas aux critères d'admissibilité au noyau ou au groupe de pêcheurs riverains.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Par exemple : les pêcheurs qui détiennent un permis de classe B pour la pêche au homard ou un permis de pêche (à la ligne à main) du poisson de fond.
Non applicable	Surtout utilisé dans le cas des successions ou dans des situations où la catégorie de participant ne s'applique (peut se produire dans un certain nombre de situations).
Pêcheurs commerciaux enregistrés	Sont des aides.

Source : Services économiques, Région du Golfe, MPO Moncton.

Annexe 13 : Sites d'énergie éolienne dans la Région du Golfe.

Site/Parc - Éolien	Province	Date d'installation	Turbines / Total de la capacité installée	Compagnie
Vestas Prototype	I.-P.-É.	2004/01	1x Vestas V90 3 MW / 3.0000 (MW)	TransAlta Wind and Vestas
Aeolus Wind Ferme	I.-P.-É.	2003/08	1x Vestas V90 / 3.0000 (MW)	Aeolus PEI Wind
Eastern Kings Wind Ferme	I.-P.-É.	2007/01	10x Vestas V90 3 MW / 30.0000 (MW)	PEI Energy Corporation
North Cape Wind Ferme	I.-P.-É.	2004/01	8x Vestas V47-660 (660 kW) / 5.2800 (MW)	Prince Edward Island Energy Corporation
North Cape Wind Ferme	I.-P.-É.	2001/11	8x Vestas V47-660 (660 kW) / 5.2800 (MW)	Prince Edward Island Energy Corporation
Norway Wind Park	I.-P.-É.	2007/06	3 X Vestas V90 3 MW / 9.0000 (MW)	Suez Renewable Energy NA
West Cape Wind Ferme	I.-P.-É.	2007/05	11x Vestas V80 1.8 MW / 19.8000 (MW)	Suez Renewable Energy NA
Fitzpatrick Mountain	N.-É.	2006/12	1x Enercon E48 800 kW / 0.8000 (MW)	Renewable Energy Services Limited
Fitzpatrick Mountain	N.-É.	2006/04	1x Enercon E48 800 kW / 0.8000 (MW)	Renewable Energy Services Limited
Grand Etang	N.-É.	2002/10	1x Vestas V47-660 (660 kW) / 0.6600 (MW)	Nova Scotia Power
Higgins Mountain Riverhurst	N.-É.	2006/12	3x Vensys 1.2 MW / 3.6000 (MW)	Vector Wind Energy/Spring Hill
Marshville Limited	N.-É.	2006/12	1x Enercon E48 800 kW / 0.8000 (MW)	Renewable Energy Services
Point Tupper	N.-É.	2006/04	1x Enercon E48 800 kW / 0.8000 (MW)	Renewable Energy Services Limited
Springhill Project	N.-É.	2005/12	1x Vensys 1.2 MW / 1.2000 (MW)	Vector Wind Energy
Springhill Riverhurst	N.-É.	2006/12	1x Americas Wind Energy / 0.9000 (MW)	Vector Wind Energy/Springhill

Source: http://www.can-wea.ca/fermes/wind-fermes_e.php, Visited 09/02/2009.

Annexe 14 : Fermes rapportant des intrants terrestres dans les comtés de la Nouvelle-Écosse en bordure du Golfe du St-Laurent

RÉGION	Usage de l'irrigation		Usage de fertilisants commerciaux ¹		Usage de herbicides ¹		Usage de insecticides ¹		Usage de fongicides ¹	
	Fermes rapportant	Hectares	Fermes rapportant	Hectares	Fermes rapportant	Hectares	Fermes rapportant	Hectares	Fermes rapportant	Hectares
2001										
Nouvelle-Écosse	300	3 491	2 336	88 374	1 215	29 686	713	16 183	534	12 034
Région agricole 3	59	245	701	28 233	448	9 354	212	4 318	156	3 836
Comté de Colchester	25	106	301	13 727	179	3 501	71	1 417	50	931
Comté de Cumberland	28	129	311	11 054	244	5 498	131	2 887	98	2 838
Région agricole 4	23	155	369	13 797	182	2 953	56	854	44	598
Comté de Pictou	12	X	158	5 600	87	1 577	25	431	24	386
Comté d'Antigonish	10	119	158	6 855	64	957	17	187	15	128
Région agricole 5	16	57	149	4 464	46	304	20	185	14	47
Comté d'Inverness	1	X	70	2 748	19	169	3	5	3	7
2006										
Nouvelle-Écosse	255	3 217	2 095	81 917	1 120	28 523	619	12 145	509	10 776
Région agricole 3	62	375	671	26 413	424	9 505	225	4 357	197	4 055
Comté de Colchester	28	150	260	12 346	145	3 138	71	974	65	847
Comté de Cumberland	29	217	333	10 966	247	5 643	140	3 302	123	3 126
Région agricole 4	20	115	352	13 032	182	3 150	74	1 315	48	712
Comté de Pictou	10	67	144	5 213	78	1 499	35	467	30	468
Comté d'Antigonish	10	48	146	6 370	69	1 058	24	418	15	153
Région agricole 5	12	46	134	4 558	46	584	12	178	7	49
Comté d'Inverness	1	x	68	2 747	20	252	3	x	0	0
x Supprimé pour respecter les exigences de confidentialité de la Loi sur la statistique										
¹ Tel qu'avec les recensements précédents, la superficie des terres sur lesquelles des herbicides, des insecticides et des fongicides furent appliqués est seulement déclarée en partie. Cependant, les données sont comparables avec les recensements précédents.										

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2006, Données sur les fermes et données sur les exploitants, catalogue no. 95-229-XWE.

Annexe 15 : Fermes rapportant des intrants terrestres dans les comtés du Nouveau-Brunswick en bordure du Golfe du St-Laurent.

RÉGION	Usage de l'irrigation		Usage de fertilisants commerciaux ¹		Usage de herbicides ¹		Usage de insecticides ¹		Usage de fongicides ¹	
	Fermes rapportant	Hectares	Fermes rapportant	Hectares	Fermes rapportant	Hectares	Fermes rapportant	Hectares	Fermes rapportant	Hectares
2001										
Nouveau-Brunswick	156	1 144	1 806	90 067	995	54 018	640	29 118	436	26 504
Région agricole 3	42	280	401	14 711	161	3 485	67	1 004	39	862
Comté de Westmorland	24	157	231	9 764	98	2 212	34	432	23	477
Comté de Kent	15	106	112	3 420	46	1 067	28	530	13	315
Région agricole 4	21	82	234	8 994	171	5 804	82	1 908	46	1 239
Comté de Northumberland	7	8	86	2 355	49	966	25	381	7	141
Comté de Restigouche	0	0	40	3 621	24	2 877	12	335	10	346
Comté de Gloucester	14	74	108	3 018	98	1 961	45	1 191	29	752
2006										
Nouveau-Brunswick	117	859	1 436	88 119	843	55 154	508	28 828	402	30 291
Région agricole 3	33	276	302	13 707	148	3 408	66	1 550	44	1 374
Comté de Westmorland	14	154	179	9 762	82	2 249	30	1 022	26	1 063
Comté de Kent	15	117	77	2 641	48	839	28	372	13	221
Région agricole 4	19	86	177	9 077	133	6 306	62	2 265	41	1 971
Comté de Northumberland	5	X	51	1 614	31	685	16	100	12	117
Comté de Restigouche	1	X	31	4 028	25	1 999	11	231	8	457
Comté de Gloucester	13	74	95	3 435	77	3 622	35	1 934	21	1 397
x Supprimé pour respecter les exigences de confidentialité de la Loi sur la statistique										
1 Tel qu'avec les recensements précédents, la superficie des terres sur lesquelles des herbicides, des insecticides et des fongicides furent appliqués est seulement déclarée en partie. Cependant, les données sont comparables avec les recensements précédents.										

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2006, Données sur les fermes et données sur les exploitants, catalogue no. 95-629-XWE

Annexe 16 : Fermes rapportant des intrants terrestres dans l'Île-du-Prince-Édouard.

RÉGION	Usage de l'irrigation		Usage de fertilisants commerciaux ¹		Usage de herbicides ¹		Usage de insecticides ¹		Usage de fongicides ¹	
	Fermes rapportant	Hectares	Fermes rapportant	Hectares	Fermes rapportant	Hectares	Fermes rapportant	Hectares	Fermes rapportant	Hectares
2001										
Île-du-Prince-Édouard	38	739	1 232	110 102	1 087	92 732	605	45 260	519	44 548
Région agricole 1	3	5	193	18 587	182	17 302	96	7 665	90	7 884
Région agricole 2	18	80	602	44 049	509	34 352	226	12 323	174	11 509
Région agricole 3	17	655	437	47 466	396	41 078	283	25 272	255	25 155
2006										
Île-du-Prince-Édouard	55	1 771	1 075	112 193	876	87 699	478	40 164	425	41 839
Région agricole 1	4	9	173	18 130	143	16 973	78	7 098	72	8 367
Région agricole 2	15	267	506	45 234	402	31 945	175	10 970	153	12 798
Région agricole 3	36	1 495	396	48 830	331	38 781	225	22 095	200	20 674
x Supprimé pour respecter les exigences de confidentialité de la Loi sur la statistique										
1 Tel qu'avec les recensements précédents, la superficie des terres sur lesquelles des herbicides, des insecticides et des fongicides furent appliqués est seulement déclarée en partie. Cependant, les données sont comparables avec les recensements précédents.										

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2006, Données sur les fermes et données sur les exploitants, catalogue no. 95-629-XWE

Annexe 17 : Aires de conservation et aires protégées, réserves naturelles et rivières du patrimoine canadien.

Nom	Lieu et zone	Caractéristiques importantes	Activité humaine	Organisme administratif
Jim Campbells Barren Réserve faunique provinciale	Ferne Brook, N.-É. 1750 ha	Côtière (forêt ancienne ; mosaïque de terres humides boréales, chevauche trois bassins hydrologiques)	Utilisation récréative restreinte (chasse, pêche sportive, randonnée pédestre, canot et kayak) ; recherche et éducation	Ministère d'environnement et travail de la N.-É.
Réserve faunique provinciale de la rivière Margaree	Réserve faunique Northeast Margaree River, N.-É. 6850 ha	Côtière (bassin versant protégé ; frayère pour le saumon et la truite, pêche récréative)	Utilisation récréative restreinte (chasse, pêche sportive, randonnée pédestre, canot et kayak) ; recherche et éducation	Ministère d'environnement et travail de la N.-É.
Rivière du patrimoine Margaree - Lake Ainslie	Bassin versant Margaree - Lake Ainslie, N.-É. 120 km	Côtière (draine un bassin versant de 120 000 hectares ; frayère pour le saumon et la truite ; pêche, certaines portions de la rivière appartiennent à des propriétaires privés)	Utilisation récréative (pêche sportive, canot, kayak)	Réseau des rivières du patrimoine canadien
Réserve faunique provinciale de Pollets Cove-Aspy Fault	Cap St. Lawrence N.-É. 27 230 ha	Côtière (caractéristiques uniques des hautes terres et des côtes - failles et canyons) géologiques	Utilisation récréative restreinte (chasse, pêche sportive, randonnée pédestre, canot, kayak) ; recherche et éducation	Ministère d'environnement et travail de la N.-É.
Réserve naturelle de MacFarlane Woods	Comté d'Inverness	Écosystème naturel unique, rare ou exceptionnel et habitat pour les espèces rares ou en voie de disparition	Nature	Loi sur les endroits exceptionnels, ministère de l'environnement et du travail de la N.-É.
Réserve naturelle de Bomish Hill	Comté d'Inverness	Écosystème naturel unique, rare ou exceptionnel et habitat pour les espèces rares ou en voie de disparition	Nature	Loi sur les endroits exceptionnels, ministère de l'environnement et du travail de la N.-É.
Réserve faunique de Elgg Mountain-James River	Hautes terres de Pictou-Antigonish, N.-É. 4 150 ha	Hauts plateaux de terrain ondulé, de forêts intactes, cours supérieur de trois rivières	Utilisation récréative restreinte (chasse, pêche sportive, randonnée pédestre, canot, kayak) ; recherche et éducation	Ministère d'environnement et travail de la N.-É.
Réserve nationale de faune de l'île Sea Wolf	Margaree Island, N.-É. 54 ha	Côtière, marne		Environnement Canada
Réserve nationale de faune de Wallace Bay	Wallace Bay, N.-É. 58,5 ha	Côtière, marne		Environnement Canada
Aire naturelle protégée provinciale de l'île Bay du Vin	Écorégion des basses terres de l'est, N.-B. 214 ha	Côtière (marais sales, dunes sableuses, flore rare, une des aires les plus importantes de nidification pour le grand héron et l'aigle pêcheur) marne	Utilisation limitée à la recherche scientifique et à l'évaluation	Ressources naturelles N.-B.

Nom	Lieu et zone	Caractéristiques importantes	Activité humaine	Organisme administratif
Aire naturelle protégée provinciale de Tabusintac	Écorégion des basses terres de l'est, N.-B. 108 ha	Côtière (marais salés, dunes sablonneuses, flore rare, une des aires les plus importantes de nidification pour le grand héron et l'aigle pêcheur) marine	Utilisation limitée à la recherche scientifique et à l'évaluation	Ressources naturelles N.-B.
Aire naturelle protégée provinciale de la rivière Black	Écorégion des basses terres de l'est, N.-B. 4,000 ha	Jouxtes le parc national Kouchibouguac National Park, côtière (forêt, tourbières et landes, zone touchée auparavant par l'activité humaine)	Utilisation limitée à la recherche scientifique et à l'évaluation	Ressources naturelles N.-B.
Aire naturelle protégée provinciale de la gorge de la rivière Jacket	Éco-région des basses terres du Nord, N.-B. 26,000 ha	Côtière (forêts boréales, sols riches en calcaire, falaises et gorges, zone touchée auparavant par l'activité humaine)	Utilisation limitée à la recherche scientifique et à l'évaluation	Ressources naturelles N.-B.
La Dune de Bouctouche	Bouctouche, N.-B. 12 km	Côtière (barre de sable qui s'étend par toute la baie de Bouctouche), marine	Débit restreint de visiteurs dans la zone	Éco-Centre Irving
Réserve faunique de l'île Portage Island	Baie Miramichi, N.-B. 439 ha	Côtière (série de cordons littoraux côtiers, marais salés, dunes sablonneuses, sauvagines migrateurs, oiseaux de rivage), marine	Chasse restreinte des sauvagines, observation de la faune, randonnée pédestre	Environnement Canada
Réserve faunique du Cap Jourimain	Cap Jourimain ; près de Bayfield, N.-B. 589 ha	Marais vierge		Environnement Canada
Rivière du patrimoine du Haut Restigouche	Nord du N.-B.	Signification naturelle et culturelle	récréative (pêche sportive, canot, kayak)	Réseau des rivières du patrimoine canadien
Refuge d'oiseaux migrants de Black Pond	Côte nord-est, I.-P.-É. 130 ha	Côtier, marine		Environnement Canada
Rivière Hillsborough, rivière du patrimoine	Sud au centre de l'I.-P.-É.	Marais, patrimoine culturel	Récréative (pêche sportive, canot, kayak)	Réseau des rivières du patrimoine canadien
Three Rivers, rivière du patrimoine	Est de l'I.-P.-É.	Patrimoine culturel	Récréative (canot)	Réseau des rivières du patrimoine canadien

Source : Part D⁵⁴

Annexe 18: Musées

Nom	Endroit	Concentration
Musée régionale de la Restigouche	Dalhousie, N.-B.	Pêche au saumon dans la rivière Restigouche
Maison historique Roy	Saint Quentin, N.-B.	Maison historique de la période initiale de colonisation.
Musée et village forestier de Kedgwick	Kedgwick, N.-B.	Coupe de bois et bûcheronnage
Atlantic Salmon Museum	Dooktown, N.-B.	Pêche au saumon de l'Atlantique
Central New Brunswick Woodmen's Museum	Boiestown, N.-B.	Folklore
Middle Island Irish Historical Park	Miramichi, N.-B.	Histoire des immigrants irlandais
Miramichi Salmon Conservation Centre	South Esk, N.-B.	Biologie du saumon de l'Atlantique
Ranldn House Museum	Miramichi, N.-B.	Début des colonies au Nouveau-Brunswick
Centre d'études acadiennes, Université de Moncton	Moncton, N.-B.	Société acadienne
Temple de la renommée	Paquetville, N.-B.	Vie des citoyens de Paquetville
Centre de documentation de la Société historique Nicolas-Denys	Shippegan, N.-B.	Documents importants sur l'histoire locale
Musée de Kent Inc.	Bouctouche, N.-B.	Objets (artéfacts) acadiens
Musée de Moncton	Moncton, N.-B.	Patrimoine de Moncton
Monro Heritage Centre	Port Elgin, N.-B.	Histoire locale, y compris Fort Gaspereaux
Richibucto River Museum	Rexton, N.-B.	La vie au 19 ^e siècle dans le comté de Kent
Royal Canadian Legion War Museum	Bathurst, N.-B.	Objets de guerre
Musée de Saint-Isidore	Saint Isidore, N.-B.	Histoire agricole et forestière
Lutz Mountain Heritage Museum	Moncton, N.-B.	Premiers habitants du Grand Moncton
Le Pays de la Sagouine	Bouctouche, N.-B.	Culture acadienne
Musée Acadien	Chéticamp, N.-É.	Culture acadienne
Antigonish Heritage Museum	Antigonish, N.-É.	Patrimoine culturel de la ville et du comté d'Antigonish
Ballantyne's Cove Tuna Interpretive Centre	Ballantyne's Cove, N.-É.	Pêche au thon
Balmoral Grist Mill Museum	Balmoral Mills, N.-É.	Moulin à broyer le grain
Barney's River Station School Museum	Barney's River, N.-É.	Histoire de l'école, de la communauté et de l'église
Cape Breton's Celtic Music Interpretive Centre	Judique, N.-É.	Musique celtique du Cap Breton
Cape George Heritage School	Cape George, N.-É.	Culture locale et patrimoine local
Carmichael-Stewart House Museum	New Glasgow, N.-É.	Artéfacts du comté de Pictou, Jardin historique
Creamery Square Museum & Archives	Tatamagouche, N.-É.	Histoire locale des Mi'kmaq, des Acadiens et des Européens
Gut of Carso Museum and Archives	Port Hastings, N.-É.	Histoire locale, y compris le Détroit de Carso
Harbour Quilt Company	South Side Harbour, N.-É.	Histoire de la courtépointe
Hector Exhibit & Research Centre	Pictou, N.-É.	Histoire et artisanat de la localité
Hector Heritage Quay	Pictou, N.-É.	Immigration écossaise
Inverness Miners' Museum	Inverness, N.-É.	Histoire de la mine de charbon
Les Trois Pignons : Musée du tapis croché et vie	Chéticamp, N.-É.	Histoire, culture et généalogie des colons Acadiens de Chéticamp
Loch Broom Log Church	Loch Broom, N.-É.	Église historique
MacDonald House Museum	East Lake Ainslie, N.-É.	Histoire locale et mode de vie local
Malagash Salt Miners' Museum	Malagash, N.-É.	Industries du sel, pêches, agriculture et histoire locale
Margaree Salmon Museum	North East Margaree, N.-É.	Pêche à la ligne pour le saumon sur la rivière Margaree
McCulloch House Museum	Pictou, N.-É.	Histoire des immigrants écossais
Mulgrave Heritage Centre	Mulgrave, N.-É.	Histoire locale

Nom	Endroit	Concentration
North Highlands Community Museum	Cape North, N.-É.	Histoire des premiers colons du Nord du « Cape Breton »
Northumberland Fisheries Museum	Pictou, N.-É.	Histoire de la pêche, installations de recherche sur les pêches
Nova Scotia Museum of Industry	Stellarton, N.-É.	Histoire de l'industrie
Sutherland Steam Mill Museum	Denmark, N.-É.	Moulin à vapeur historique
Wallace Area Museum	Wallace, N.-É.	Maison restaurée d'un bâtisseur de bateaux et jardin patrimonial
Wallace MacAskill Museum	St. Peter's, N.-É.	Photographie marine
Basin Head Fisheries Museum	Basin Head, Î.-P.-É.	Histoire de la pêche
Beaconsfield Historic House	Charlottetown, Î.-P.-É.	Histoire locale
Elmira Railway Museum & Miniature Railway	Elmira, Î.-P.-É.	Histoire du chemin de fer
Acadian Museum/Musée Acadien	Miscouche, Î.-P.-É.	Histoire acadienne
Orwell Corner Historic Village	Orwell, Î.-P.-É.	Histoire locale
Green Park Shipbuilding Museum and Yeo House	Port Hill, Î.-P.-É.	Histoire de la construction de bateaux
Epstek Art and Culture Centre	Summerside, Î.-P.-É.	Expositions d'art
Lucy Maud Montgomery Lower Bedeque School Museum	Albany, Î.-P.-É.	Hommage de la petite école à une classe
Albion Museum & Genealogy Centre	Albion, Î.-P.-É.	Histoire et généalogie d'Albion
Bideford Parsonage Museum - A PEI Community Museum	Bideford, Î.-P.-É.	Histoire de la communauté
Car Life Museum Inc.	Bonshaw, Î.-P.-É.	Automobiles anciennes et équipement agricole restauré
Roma at Three Rivers	Brudenell Point, Î.-P.-É.	Base de contrôle en 1732 pour les pêches dans le Golfe et pour le commerce avec la France, le Québec et les Antilles.
Historic Site - Cape Traverse	Cape Traverse, Î.-P.-É.	Histoire locale
Fantazmagoric Museum of the Strange and Unusual (The)	Cavendish, Î.-P.-É.	Divertissement
Ripley's Believe It Or Not! Museum	Cavendish, Î.-P.-É.	Divertissement
Prince Edward Island Regimental Museum	Charlottetown, Î.-P.-É.	Objets militaires
W. Henry Pope National Historic Site	Charlottetown, Î.-P.-É.	Patrimoine politique
Monument Site - Desable	Desable, Î.-P.-É.	Histoire locale
Veterans Memorial Military Museum	Kensington, Î.-P.-É.	Souvenirs militaires
Keir Memorial Museum, The	Malpeque, Î.-P.-É.	Expositions changeantes, y compris les activités de pêche aux huîtres.
Garden of The Gulf Museum	Montague, Î.-P.-É.	Histoire locale
Museum of Religious Art	Mount Carmel, Î.-P.-É.	Objets religieux
Rustico Harbour Fishery Museum/ High Tide Gallery	North Rustico, Î.-P.-É.	Histoire des pêches locales
O'Leary Museum	O'Leary, Î.-P.-É.	Objets historiques de la communauté et de la pomme de terre
Prince Edward Island Potato Museum	O'Leary, Î.-P.-É.	Pommes de terre
The Farmers' Bank of Rustico Museum	Rustico, Î.-P.-É.	Histoire locale
Prince Edward Island Sports Hall of Fame	Summerside, Î.-P.-É.	Souvenirs sportifs
International Fox Museum and Hall of Fame Inc.	Summerside, Î.-P.-É.	Élevage du renard
Tignish Cultural Centre	Tignish, Î.-P.-É.	Histoire locale et centre d'interprétation
Really-O Handcrafts, Antiques and Tryon Museum	Tryon, Î.-P.-É.	Antiquités
Union Corner School House Museum	Union Corner, Î.-P.-É.	Histoire locale

Source: <http://www.gov.pe.ca/>, <http://novascotia.com/>, <http://www.tourismnewbrunswick.ca>

Annexe 19: Lieux historiques nationaux

Nom	Endroit	Caractéristiques importantes	Activité humaine	Organisme administratif
Lieu historique national du Canada de St. Peters	St. Peter's, N.-É.	Maritime, côtier (poste français de négociation et fort, 1650-1758)	Éducatif, patrimoine	Parcs Canada
Lieu historique national du Canada du Canal-de-St. Peters Canal	St. Peter's, N.-É.	Maritime, côtier, historique (canal opérationnel; les structure datent du 19 ^e siècle)	Scénique,	Parcs Canada
Lieu historique national du Canada de Beaubassin	Fort Lawrence, N.-É.	Historique (Important établissement acadien; point central de la lutte géopolitique qui opposa les empires français et britannique aux 17 ^e et 18 ^e siècles en Amérique du Nord.)	Éducatif, patrimoine	Parcs Canada
Lieux historiques nationaux du Canada de Boishébert et du Chantier-naval-de-l'île Beaubears	Île Beaubears, N.-B.; rivière Miramichi, N.-B.	Site archéologique, historique (vestiges d'un centre de construction navale du 19 ^e siècle) côtier, maritime	Attraction touristique, navigation de plaisance	Parcs Canada
Lieu historique national du Canada de Fort Gaspereaux	Port Elgin, N.-B.	Historique (Ruines et cimetière militaires d'un fort français établi en 1751)	Éducatif, patrimoine	Parcs Canada
Lieu historique national du Canada Ardgowan	Charlottetown, Î.-P.-É.	(Résidence de William Henry Pope, père de la confédération, construite en 1850)	Éducatif, patrimoine	Parcs Canada
Dalvay-by-the-Sea National Historic Site of Canada	Prince Edward Island National Park, Î.-P.-É.	Historique (résidence estivale de style néo-Queen Anne, construite entre 1896 et 1899)	Éducatif, patrimoine	Parcs Canada
Lieu historique national du Canada du Cavendish-de-L.M.-Montgomery, site patrimonial Green Gables	Cavendish, Î.-P.-É.	Historique (Étroitement associé aux années de formation de Lucy Maud Montgomery et à ses débuts dans sa carrière d'écrivaine) (La maison située sur cette ferme a inspiré le décor du roman classique de L.M. Montgomery, Anne de la maison aux pignons verts)	Éducatif, patrimoine	Parcs Canada
Lieu historique national du Canada de Port-la-Joye-Fort Amherst	Rocky Point, Î.-P.-É.	Historique (vestiges d'un fort britannique et d'un fort français)	Éducatif, patrimoine	Parcs Canada
Lieu historique national du Canada - Province House	Charlottetown, Î.-P.-É.	Historique (Édifice néo-classique du berceau de la Confédération)	Éducatif, patrimoine	Parcs Canada

Source: Parcs Canada

Annexe 20: Parcs provinciaux

Nom	Endroit	Caractéristiques importantes	Activité humaine
Parc provincial Amherst Shore	Coldspring Head, N.-É.	Côtier, marin	Camping, natation
Parc provincial Arisaig	Arisaig, N.-É.	Côtier, marin, géologique (fossiles)	Piste côtière, fréquentation diurne, natation
Parc provincial de Balmoral	Balmoral Mills, N.-É.	Nature	Randonnée pédestre
Parc provincial de la plage Bayfield	Bayfield, N.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial de Beaver Mountain	James River, N.-É.	Nature	Randonnée pédestre, ski
Parc provincial de Blue Sea Beach	Malagash, N.-É.	Nature	Animaux sauvages
Parc provincial de Burnt Island	Lennox Passage N.-É.	Côtier, marin	Mise à l'eau de bateaux
Parc provincial Cabots' Landing	Sugar Loaf, N.-É.	Nature	Randonnée pédestre
Parc provincial des Îles Caribou-Munroe	Caribou Island, N.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne, camping
Parc provincial Dundee	Dundee, N.-É.	Nature, marin	Pique-nique, animaux sauvages
Parc provincial Fox Harbour	Fox Harbour, N.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial de Green Hill	Greenhill, N.-É.	Nature	Panoramique
Parc provincial Gulf Shore	Pugwash, N.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial Heather Beach	Lewis Head, N.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial Lake O'Law	Lake O'Law, N.-É.	Lac	Mise à l'eau de bateau, fréquentation diurne
Parc provincial de Long Point	Long Point, N.-É.	Nature	Aire de pique-nique
Parc provincial Mabou	Mabou, N.-É.	Nature	Panoramique, pique-nique
Parc provincial Melmerby Beach	Merigomish Harbour, N.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial Northport Beach	Northport, N.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial Pomquet Beach	Pomquet, N.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial Port Hood Station	Port Hood, N.-É.	Côtier (dune sableuse), marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial Powells Point	Chance Harbour, N.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial Rushton's Beach	Tatamagouche, N.-É.	Côtier (dune sableuse), marin	Natation, fréquentation diurne, observation des oiseaux
Parc provincial Salt Springs	Salt Springs, N.-É.	Nature	Randonnée pédestre
Parc provincial Shinimicas	Shinimicas, N.-É.	Nature	Animaux sauvages
Parc provincial Southwest Margaree	Southwest Margaree, N.-É.	Nature	Pique-nique
Parc provincial Tatamagouche	Brule, N.-É.	Nature	Pique-nique
Parc provincial Tidnish Dock	Tidnish, N.-É.	Historique (terminus de l'est de Chignecto Marine Transport Railway), côtier, marin	Attraction touristique, natation, fréquentation diurne
Parc provincial Trout Brook	East Lake Ainslie, N.-É.	Marin	Pêche sportive, animaux sauvages
Parc provincial Waterside	Seafoam, N.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne, observation des oiseaux
Parc provincial de West Mabou	West Mabou, N.-É.	Côtier, marin, nature	Pêche sportive, randonnée pédestre, animaux sauvages
Parc provincial Brudenell River	Roseneath, Î.-P.-É.	Côtier (deux parcours de golf) marin (marina)	Golf, natation, randonnée pédestre, navigation de plaisance, excursions en bateau, camping, kayak, fréquentation diurne
Parc provincial Cabot Beach	Danley Basin, Î.-P.-É.	Côtier, marin	Camping, natation, kayak, excursions guidées dans la nature, excursions en bateau, excursions de pêche en haute mer
Parc provincial Cedar Dunes	West Point, Î.-P.-É.	Côtier, marin, historique (phare)	Camping, natation, navigation de plaisance, attraction touristique, excursions guidées dans la nature

Nom	Endroit	Caractéristiques importantes	Activité humaine
Parc provincial Green Park	Port Hill, Î.-P.-É.	Côtier, marin, historique (musée de la construction navale)	Camping, natation, attraction touristique
Parc provincial Jacques Cartier	Kildare, Î.-P.-É.	Côtier, marin, historique (site du débarquement de Jacques Cartier)	Camping, natation, attraction touristique, excursions guidées dans la nature
Parc provincial Linkletter	Linkletter, Î.-P.-É.	Côtier, marin	Camping, natation
Parc provincial Lord Selkirk	Eldon, Î.-P.-É.	Côtier (parcours de golf), marin, historique (ville d'Eldon)	Camping, golf, piste côtière, attraction touristique
Parc provincial Mill River	St. Anthony, Î.-P.-É.	Côtier (parcours de golf), marin	Natation, navigation de plaisance, golf, camping
Parc provincial Northumberland	Wood Islands East, Î.-P.-É.	Côtier, marin (marina)	Camping, navigation de plaisance
Parc provincial Panmure Island	Panmure Island, Î.-P.-É.	Côtier (dunes sableuses), marin, historique (phare de Panmure Island)	Camping, natation, attraction touristique
Parc provincial Red Point	Red Point, Î.-P.-É.	Côtier, marin (en bordure du terminal du traversier desservant les Îles-de-la-Madeleine)	Camping, natation, navigation de plaisance
Parc provincial Argyle Shore	Argyle Shore, Î.-P.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial Basin Head	Souris, Î.-P.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial Belmont	Winchester Cape, baie Malpeque Bay, Î.-P.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial Bloomfield	St. Anthony, Î.-P.-É.	Côtier (parcours de golf), marin	Fréquentation diurne, golfe, pêche sportive
Parc provincial Bonshaw	Bonshaw, Î.-P.-É.	Côtier, marin	Fréquentation diurne, pêche sportive
Parc provincial Buffaloland	Milltown Cross, Î.-P.-É.	Fréquentation diurne, réserve de bisons	Fréquentation diurne, attraction touristique
Parc provincial Chelton Beach	Chelton, Î.-P.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial Kings Castle	Gladstone, Î.-P.-É.	Arrière-pays	Natation, fréquentation diurne, attraction touristique
Parc provincial de Pinette	Pinette, Î.-P.-É.	Arrière-pays	Natation, fréquentation diurne, pêche sportive
Parc provincial Sally's Beach	Spry Point, Î.-P.-É.	Côtier	Natation, plage, fréquentation diurne
Parc provincial de la plage de Souris	Souris, Î.-P.-É.	Côtier, marin (marina)	Fréquentation diurne, natation, navigation de plaisance
Parc provincial de Strathgartney	Churchill, Î.-P.-É.	Nature	Randonnée pédestre
Parc provincial de Union Corner	Union Corner, Î.-P.-É.	Côtier, marin	Natation, fréquentation diurne
Parc provincial de Wood Islands	Wood Island, Î.-P.-É.	Côtier, marin (marina)	Fréquentation diurne, natation, navigation de plaisance
Parc provincial de la plage Parlee	Pointe-du-Chêne, N.-B.	Côtier, marin	Camping, natation
Parc provincial Murray Beach	Murray Corner, N.-B.	Côtier, marin	Camping, natation
Parc provincial de Val Comeau	Val-Comeau, N.-B.	Côtier, marin	Camping, natation, excursions en bateau (excursions de pêche en haute mer)
Site historique acadien	Caraquet, N.-B.	Centre d'interprétation, musée	Attraction touristique
Parc provincial Mont Carleton	Saint-Quentin, N.-B.		Randonnée pédestre, pagaïage
Parc provincial Sugarloaf	Atholville, N.-B.		Randonnée pédestre, ski

Source : <http://www.tourismpei.com/pei-provincial-parks>, <http://www.N-B.parks.ca/>, <http://www.novascotiaparks.ca/>

Annexe 21 : Liste des éléments omis du rapport.

Élément	Justification / Difficultés rencontrées
Qualité de vie	Les demandes requises pour la création d'un index sur la qualité de vie dépassaient la quantité de temps disponible dans la région du Golfe pour cette version du rapport. La collaboration entre les régions du Québec, de l'ouest de Terre-Neuve et du Golfe en termes de calculs et de la constance des données devrait être examinée au début de la préparation d'un tel index.
Nombre de praticiens de la santé et d'établissements de santé	Nous n'avons pas obtenu de données à l'heure actuelle. Des recherches supplémentaires sont requises. Contraintes au niveau du temps.
Eaux usées et eaux d'égout	Des données morcelées disponibles dans les trois provinces et les municipalités situées à l'intérieur de celles-ci exigent des recherches additionnelles. Incapable d'acquérir des données utilisables jusqu'à présent. Contraintes au niveau du temps.
Pollution et déchets	Toutes les sources et les sites de pollution et de déchets ne sont pas inclus dans le plan d'action sur les sites contaminés fédéraux. Puisque cette liste n'est pas exhaustive, davantage de recherche est requise dans ce domaine. Contraintes au niveau du temps.
PIB	Les chiffres qui figurent dans le PIB ne sont pas disponibles pour les régions plus petites que celles à l'échelle provinciale. Étant donné la nature de la mesure du PIB, on a déterminé que celui-ci refléterait mal la situation qui prévaut dans la région du Golfe, car les centres importants, tels que Saint John et Fredericton au Nouveau-Brunswick et la municipalité régionale d'Halifax sont situés à l'extérieur de la région du Golfe. De plus, du temps supplémentaire serait requis pour obtenir un raisonnement justifiable sur la dérivation des proportions régionales du PIB à l'intérieur de la région du Golfe.
Initiatives stratégiques régionales	
Subventions gouvernementales	Les éléments à gauche comportent la partie de la section 2.1.4, intitulée Investissement, recherche et développement. Des recherches additionnelles aideraient sans doute à développer ces éléments et la section 2.1.4.
Investissement dans le développement maritime et économique	
Navigation de plaisance	Les données qui ont trait à la navigation de plaisance sont fragmentées. Le rassemblement rationnel des données n'est pas possible lorsqu'il y a des contraintes au niveau du temps.

Source : Services économiques, Région du Golfe, MPO Moncton.



